

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

UNE
PROVINCE PROCURATORIENNE

AU DÉBUT DE L'EMPIRE ROMAIN

LE PROCÈS DE JÉSUS-CHRIST

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 décembre 1909, à 3 heures.

PAR

HENRI REGNAULT

Président : M. AUDIBERT.

Suffragants : { MM. CUQ
CHÉNON } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ALPHONSE PICARD ET FILS

82, RUE BONAPARTE, 82.

1909

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

LA FACULTÉ N'ENTEND DONNER AUCUNE APPROBATION NI
IMPROBATION AUX OPINIONS ÉMISES DANS LES THÈSES ; CES
OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PROPRES A
LEURS AUTEURS.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

UNE
PROVINCE PROCURATORIENNE

AU DÉBUT DE L'EMPIRE ROMAIN

LE PROCÈS DE JÉSUS-CHRIST

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 9 décembre 1909, à 3 heures.

PAR

HENRI REGNAULT

Président : M AUDIBERT.

Suffragants : { MM. CUQ
CHÉNON } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ALPHONSE PICARD ET FILS

82, RUE BONAPARTE, 82

1909



UNE PROVINCE PROCURATORIENNE

AU DÉBUT DE L'EMPIRE ROMAIN

LE PROCÈS DE JÉSUS-CHRIST

INTRODUCTION

Dans cette étude, nous nous sommes proposé de rechercher quelles sont les données juridiques que nous possédons sur le procès du Christ et quelles conclusions il est permis d'en tirer. Si en effet il a été écrit de très nombreuses vies du Christ, si chacune, travail original de critique ou œuvre de pure édification, renferme un récit des événements connus communément sous le nom de « Passion », il est remarquable que presque tous les auteurs s'en soient allés répétant que Jésus avait été condamné par le grand Sanhédrin de Jérusalem et que le rôle de l'autorité romaine, de Pontius Pilatus avait consisté à laisser faire. Nulle part à ce sujet on n'a essayé d'entreprendre une étude approfondie des rapports ayant uni Romains et Juifs avant et après l'annexion, des limitations que

la transformation du royaume d'Archélaüs en province procuratorienne avait pu apporter à l'exercice des juridictions locales et à l'application des lois mosaïques. Aussi rarement on a tenté de rapprocher les règles de droit fournies par cette étude, du récit que nous livrent les Évangiles, pour conclure en dernière analyse sur le point de savoir si le procès suivit un cours régulier, si les principes juridiques furent observés, si la condamnation fut adéquate aux chefs divers d'accusation, ou si au contraire, comme on l'a soutenu tout dernièrement, Jésus fut simplement assassiné. C'est là justement ce que nous voudrions rechercher ; en sorte que, même si l'on juge qu'il était inutile d'entreprendre de nouvelles recherches sur le procès proprement dit de Jésus-Christ, peut-être trouvera-t-on quelque intérêt aux renseignements que nous avons pu recueillir sur l'organisation administrative et judiciaire d'une province procuratorienne au premier siècle de l'ère chrétienne.

Et si cette étude doit porter quelque fruit, le mérite n'en revient pas uniquement à nous. Tout d'abord il nous faut remercier M. le Professeur Monnier, de la Faculté de théologie protestante de Paris, qui, tant de fois et avec une bonne grâce si parfaite, nous a fait profiter de sa grande érudition et de son expérience des questions religieuses ; et, puisque les conclusions que nous présentons ont déjà fait l'objet d'un rapport au Séminaire de droit romain, il sera facile de retrouver dans le présent travail l'influence des critiques et des conseils de M. le Professeur Audibert qui, après

avoir dirigé pendant cinq années nos travaux, a
consenti à présider notre thèse. Nous voudrions qu'il
rencontre ici l'expression de notre reconnaissance et
qu'il sache que nous reportons sur lui tout le mérite,
si du moins nous avons atteint le but que nous nous
proposions.

Paris, juillet 1909.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION DE LA JUDÉE, PROVINCE ROMAINE

I. *La Judée, de la conquête par Pompée à la déposition d'Archélaüs.*

1^o Tandis que Pompée, continuateur en Orient de la politique de Lucullus, déclarait la Syrie province romaine, avec obligation pour tous les habitants de payer le vingtième de leur revenu ¹, ses lieutenants Scaurus et Gabinius intervenaient en Judée, où sévissait la guerre civile entre deux membres de la famille royale des Asmonéens, Aristobule et Hyrcanus. L'un et l'autre s'étaient adressés aux généraux romains, en leur demandant leur appui, que ceux-ci accordèrent au seul Aristobule moyennant une très forte somme d'argent ². Longtemps hésitant, Pompée finit par promettre son aide à Aristobule; mais quand Gabinius se présenta à Jérusalem pour prendre possession de la

1. Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*, t. I, tr. fr., p. 292 et sqs.

2. Flavius Josèphe, *Antiquités judaïques*. Ed. Didot, XIV, 3, § 2. Ὅς δὲ καὶ κατηγορεῖ τῶν λαβόντων χρήματα, Γαβινίου μὲν πρότερον, Σκαύρου δὲ ὕστερον, τοῦ μὲν τριακόςια, τοῦ δὲ τετρακόςια τάλαντα... Cf. Baeck, *Die Geschichte des juedischen Volkes und seiner Litteratur*, p. 98. Francfort, 3^e éd., 1906.

ville et toucher ce que Pompée avait exigé du roi juif, une révolution chassa les Romains et le siège fut mis devant Jérusalem¹. Après une longue résistance, la ville fut emportée, et la Judée conquise, réunie à la province de Syrie²; les remparts de Jérusalem furent détruits, avec défense de les restaurer, et un tribut, d'autant plus lourd que la résistance avait été plus acharnée, fut imposé à la population³.

Quant à l'organisation proprement dite, elle fut l'œuvre de Gabinus. Tout d'abord la monarchie sacerdotale fut supprimée et remplacée par un gouvernement aristocratique : ...καὶ βασιλεία, ἡ πρότερον τοῖς κατὰ γένος ἀρχιερεῦσι διδόμενη τιμή, δημοτικῶν ἀνδρῶν ἐγένετο⁴ et Καὶ οἱ μὲν ἀπηλλαγμένοι τῆς δυναστείας ἐν ἀριστοκρατίᾳ διῆγον⁵. Le pays fut effectivement divisé en cinq cercles indépendants, à la tête desquels on plaça une assemblée, συνέδριον, dont les attributions sont assez incertaines⁶. Josèphe nous indique seulement les villes où siégeaient ces assemblées, à Jérusalem, à Gadara, à Amathonte... Kuhn⁷ pense que ces συνέδρια avaient pour objet de rendre la justice, qu'ils constituaient au premier chef et, selon sa propre expression, des *conventus juridici*; c'est aussi la pensée d'un traducteur de Josèphe⁸ qui interprète

1. Jos., *Ant.*, XIV, 6, § 1 et sqs.

2. Plutarque, *Vie de Pompée*, § 39. Appien, *Bell. Mithrid.*, §§ 106, 114 et 117.

3. Appien, *De reb. Syriae*, § 50. Josèphe fixe à 10.000 talents les sommes que les Romains percurent, dans un temps qu'il n'établit pas, mais qu'il qualifie de très bref, ἐν βραχεὶ χρόνῳ. *Ant.*, XIV, 4, § 5.

4. Jos., *Ant.*, XIV, 4, § 5.

5. Jos., *Ant.*, XIV, 5, § 4 in fine.

6. Jos., *Ant.*, XIV, 5, § 4, et *Bellum judaicum*, I, 8, § 5.

7. Kuhn, *Die staedtsche und burgerliche Verfassung des roemischen Reichs*, t. II, p. 336. Leipzig, 1865.

8. Traduction de la collection Didot, en regard du texte grec.

en ces termes le passage des *Antiquités* : « Deinde constitutis quinque *juridicis conventibus*, in aequales partes gentem divisit, ita ut alii *jus peterent* (ἐπολιτεύοντο) ad Hierosolyma, alii ad Gadara, etc... » En réalité, abstraction faite de l'idée que le mot συνέδριον correspond le plus souvent aux grand et petits Sanhédrins, cours de justice juives, rien dans le texte de Josèphe ne permet de soutenir les affirmations de Kuhn. Bien plus, la création de ces assemblées est liée nettement dans le texte à la disparition de la royauté : c'est parce que celle-ci est supprimée que l'on établit celles-là ; or le roi n'est pas dans la conception juive l'autorité judiciaire primordiale. Dans les textes de la *Mischnah* il est dit expressément : « Un roi ne peut pas juger ni être jugé ; il ne dépose pas comme témoin et on ne dépose pas contre lui ¹. » Dès lors il est impossible de dire que Gabinius a créé les assemblées, dont il est parlé, pour exercer l'autorité judiciaire, son titulaire ayant disparu avec Aristobule. Bien plutôt, ce sont là des organes de pure administration, qui gouvernent le cercle auquel ils sont affectés, sous le contrôle, soit du gouverneur de la Syrie, soit d'un magistrat spécial, si l'on admet avec Marquardt ² que, dès cette époque, la Judée eut une administration propre, tout comme la Coelesyria, qui était soumise à l'autorité d'un στρατηγὸς τῆς Κοίλης Συρίας nommé par le *Proconsul Syriae* ³. En sorte que, puisqu'il est certain que les organes du nouveau gouvernement étaient composés d'éléments indigènes, la réforme a consisté simplement à trans-

1. Mischnah, *Tractatus de Synedriis*, ch. II, § 2. Ed. Surenhusius. Cf. Rabbinoicz, *La législation criminelle du Talmud*, p. 24. Paris, 1886.

2. Marquardt, *Organisation de l'empire romain*, t. II de la tr. fr., p. 354, n. 1. Paris, 1892.

3. Cf. Jos., *Ant.*, XIV, 9, § 5.

former l'autorité directrice, et la conquête a donné naissance uniquement à un contrôle supérieur et à un signe récongnitif qu'est le tribut ; le droit et les tribunaux chargés de l'appliquer n'ont vraisemblablement pas subi de modification ; les coutumes et les usages locaux ont été sans doute respectés. Cela du reste est absolument conforme à la politique des Romains qui ne détruisirent nulle part pour détruire et nulle part ne renversèrent ce qui pouvait se conserver sans péril. C'est Pline ¹ qui recommande à un gouverneur de respecter la religion et les dieux des peuples soumis, de prendre en considération l'antiquité, les actions fameuses, les fables même, et de ne blesser jamais la dignité, la liberté ou même la vanité des individus, règles qui nous permettent d'entrevoir jusqu'à quel point, au moins en principe, les Romains s'attachaient à n'intervenir dans la vie et les institutions des peuples soumis que dans la limite de l'indispensable. Parallèlement, l'établissement en Judée du régime aristocratique est conforme aux traditions romaines ; Cicéron ² pensait qu'il est bon, que dans les provinces, les villes soient administrées par l'aristocratie *ut civitates optimatum consiliis administrentur*. Telle est la situation faite aux Juifs par Gabinius ; pour la résumer d'un mot : α) décentralisation du pouvoir supérieur qu'on remet à des assemblées indigènes sous le contrôle de l'autorité romaine ; β) établissement d'un tribut ; γ) pour le surplus, maintien de la situation antérieure.

1. Pline, *Epist.*, VIII, 24.

2. Cicéron, *Ad Quint.* I, 1, 25. — Si, comme nous le croyons, il est permis de rapprocher les συνέδρια de Josèphe et les *Optimatum consilia* de Cicéron, la théorie de Kuhn se trouve encore infirmée ; car nous savons de façon certaine que les *consilia* dont parle Cicéron sont des organes de pure administration, qui, à l'exemple du Sénat romain sur lesquels ils sont copiés, ont pour mission de délibérer et non pas de juger.

Par la réorganisation de la Judée, les luttes d'ailleurs ne prirent pas fin. Le fils d'Aristobule, Alexander, et Aristobule lui-même, qui s'était échappé de Rome¹, recommencèrent la guerre contre Hyrcanus et les Romains qui avaient élevé celui-ci à la dignité de grand prêtre². D'abord vaincus, Aristobule et Alexander prirent parti pour César contre Pompée et reçurent deux légions, mais, avant d'avoir pu agir, ils disparurent l'un et l'autre victimes des partisans de Pompée³.

2° Avec le triomphe de César la situation de la Judée se transforma. Sur l'ordre d'Hyrcanus, Antipater, son subordonné le plus élevé en rang⁴, intervint en faveur de César avec trois mille Juifs et très efficacement⁵; en récompense de quoi Hyrcanus fut confirmé dans sa dignité de grand prêtre, Antipater reçut la cité romaine et César même lui aurait proposé la dignité de son choix; s'en étant remis à César, Antipater aurait été fait Ἰουδαίως ἐπίτροπος⁶, fonction dans laquelle on a voulu voir la procura-

1. Cf. ce que dit Josèphe, XIV, 5 et 6 sur l'évasion d'Aristobule et ses luttes contre les Romains et le témoignage d'Appien. *Mithr.*, § 117, qui rapporte la mise à mort d'Aristobule après qu'il eut figuré dans le triomphe de Pompée.

2. Jos., *Ant.*, XIV, 5, § 4.

3. Jos., *Ant.*, XIV, 7, § 4. Cf. Dion Cassius, XLI, 18.

4. Il est assez difficile de donner une qualification officielle à Antipater. Josèphe, XIV, 8, §§ 1 et 3, le désigne par ces mots ὁ τῶν Ἰουδαίων ἐπιμελητής. C'est le même terme qu'il emploie pour Marcellus quand celui-ci fut choisi par Vitellius pour remplir les fonctions de Pilate déposé (*Ant.*, XVIII, 4, § 2) et dans ce cas, ἐπιμελητής correspond bien au sens général du mot : « qui est chargé de ». Mommsen (*Hist. rom.*, trad. Cagnat, XI, p. 77, n. 1) pense que les fonctions d'Antipater étaient presque celles d'un premier ministre. Ce qui est certain c'est qu'Antipater était le subordonné d'Hyrcanus, puisque Josèphe déclare formellement que c'est sur l'ordre du grand prêtre, ἐξ ἐντολῆς, qu'Antipater intervint en faveur de César.

5. Jos., *Ant.*, XIV, 8, §§ 1 et 2.

6. Jos., *B. J.*, I, 10, § 3, et *Ant.*, XIV, 8, § 5.

telle romaine ¹. Antipater aurait été un *procurator* au sens propre du mot, préposé au recouvrement et au paiement du tribut dû par Hyrcanus aux Romains ; Antipater aurait été un fonctionnaire romain. Mommsen ² s'est élevé contre ces idées : « La fonction d'ἐπίτροπος, administrateur, n'est pas la procuratelle romaine du temps de l'empire, qui n'existait même pas à cette époque, mais une dignité spécialement conférée à l'ethnarque juif, une ἐπιτροπή comme celle rapportée par Jos., *B. J.*, II, 18, § 6. Dans les actes qui nous restent du temps de César, c'est l'archiprêtre et ethnarque Hyrcanus qui représente seul les Juifs : César ne donne à Antipater que ce qui pouvait être accordé au sujet d'un état vassal, le droit de cité romaine et l'immunité personnelle. » C'est principalement cette dernière considération qui nous paraît aller à l'encontre de l'opinion de Marquardt.

En dehors des titres et des honneurs conférés aux représentants du peuple juif, sur la proposition de César, un sénatus-consulte fut rendu, en vertu duquel un bouclier d'or, offert par les envoyés des Juifs, était accepté en signe d'alliance et par lequel les Romains accordaient leur amitié au peuple juif ³.

« Λεύκιος Ουαλλέριος Λευκίουυῖος στρατηγὸς συνεβουλεύσατο τῇ συγκλήτῃ εἰδοῖς Δεκεμβρίαις ἐν τῷ τῆς Ὁμονοίας ναῶ. Γραφομένῳ τῷ δόγματι παρῆσαν Λεύκιος Κωπώνιος Λευκίουυῖος Κολλίνα καὶ Παπιρίος Κυρίνα, περὶ ὧν Ἀλέξανδρος Ἰάσωνος καὶ Νουμήνιος Ἀντιόχου καὶ Ἀλέξανδρος Δωροθέου, Ἰουδαίων πρεσβευταί, ἄνδρες ἀγαθοὶ καὶ σύμμαχοι, διελέχθησαν, ἀνα-

1. Marquardt, *Organisation*, t. II de la trad. fr., p. 354.

2. Mommsen, *Hist. rom.*, trad. fr., XI, p. 77, n. 1.

3. Jos., *Ant.*, XIV, 8, § 5.

νεοούμενοι τὰς προϋπηργμένας πρὸς Ῥωμαίους χάριτας καὶ τὴν φιλίαν, καὶ ἀσπίδα χρυσὴν σύμβολον τῆς συμμαχίας γενομένην ἀνήνεγκαν ἀπὸ χρυσῶν μυριάδων πέντε, καὶ γράμματ' αὐτοῖς ἡξίωσαν δοθῆναι πρὸς τε τὰς αὐτονομουμένας πόλεις καὶ πρὸς βασιλεῖς, ὑπὲρ τοῦ τὴν τε χώραν αὐτῶν καὶ τοὺς λιμένας ἀδείας τυγχάνειν καὶ μηδὲνα ἀδικεῖσθαι. Ἐδοξεν οὖν συνθέσθαι φιλίαν καὶ χάριτας πρὸς αὐτοὺς, καὶ ὅσων ἐδεήθησαν τυχεῖν, ταῦτ' αὐτοῖς παρσχεῖν, καὶ τὴν κομισθεῖσαν ἀσπίδα προσδέξασθαι. » Ταῦτα ἐγένετο ἐπὶ Ὑρκανοῦ ἀρχιερέως καὶ ἐθνάρχου, ἔτους ἐνάτου μηνὸς Πανέμου. »

« Sur le rapport du préteur L. Valerius, fils de Lucius, rapport présenté au Sénat dans le temple de la Concorde aux ides de décembre, furent présents L. Coponius, fils de Lucius, de la tribu Collina, et Papirius, de la tribu Quirina, pour que soit transcrit¹ le décret relatif aux actes d'Alexander, fils de Jason, Numenius, fils d'Antiochus, et d'Alexander, fils de Dorotheus, tous envoyés des Juifs, hommes vertueux et alliés, qui sont venus pour renouer avec les Romains des liens de bienveillance et d'amitié, apporter en signe d'alliance un bouclier d'or de la valeur de cinquante mille pièces d'or, et demander qu'il soit adressé aux villes libres et aux rois des lettres permettant aux Juifs de fréquenter librement et sans crainte de dommage leurs territoires et leurs ports. En conséquence il a semblé bon d'entretenir avec les Juifs des rapports de bienveillance et d'amitié, de leur accorder ce qu'ils ont demandé et d'accepter le bouclier offert. » « Ceci est l'œuvre d'Hyrceanus, grand prêtre et ethnarque, l'an 9 au mois de Panemos. »

1. Sur la conservation des traités d'alliance, cf. Pline, *Ep.*, VIII, 6.

M. Weill¹ n'est pas loin de mettre en doute l'authenticité de ce texte ou plutôt il y verrait volontiers un S.-C. d'une époque antérieure appliqué fausement par Josèphe aux rapports des Juifs et des Romains à l'époque de César. Nous savons effectivement qu'un grand prêtre du même nom d'Hyrcanus, fils de Simon, entra en rapport au début du VII^e siècle a. U. C. avec les Romains, leur envoya une ambassade, d'où serait résultée dès cette époque la reconnaissance par le Sénat de la qualité d'ami et allié pour le peuple juif². Et M. Weill raisonne ainsi : le S.-C. se termine pas la phrase, « cela se passa sous le grand prêtre et ethnarque Hyrcanus, l'an 9 au mois de Panémos ». Or α) le mois de Panémos correspond à peu près à celui de juin et en tête de la relation de Josèphe, il est dit que le Sénat se réunit aux ides de décembre; β) la neuvième année du pouvoir d'Hyrcanus II, fils d'Alexandre, correspond à 54/700, en plein proconsulat de Crassus, et à cette époque les Juifs ne pouvaient avoir l'idée de renouveler l'alliance avec Rome, au prix d'un million; au contraire la neuvième année du règne d'Hyrcanus I^{er}, 126/628, qui est l'époque de la lutte de Démétrius II et d'Alexandre Zébina, serait une date assez plausible pour une ambassade à Rome.

Ces remarques ne sont peut-être pas absolument décisives. Sans doute les noms des magistrats romains ne nous fournissent aucune indication de date; sans doute aussi le ressentiment des Juifs contre Crassus qui avait dépouillé leur

1. OEuvres de Flavius Josèphe traduites sous la direction de M. Reinach, t. III (traduit par M. Weill), p. 229 et 230, n. 6. Paris, 1905.

2. Josèphe, *Ant.*, XIII, 9, § 2. Sur le S.-C. qui y est rapporté et l'autorité qu'il faut lui attribuer, cf. Mendelssohn, *De S.-C. Romanorum ab Josepho Antiq.*, XIII, 9, § 2; XIV, 10, § 23 *relatis*. Leipzig, 1874.

temple¹, devait être grand; mais d'autre part l'invasion des Parthes toujours possible, surtout depuis la défaite des Romains, devait au contraire pousser les Juifs à rechercher une alliance et un soutien. D'ailleurs, à considérer le récit de Josèphe, le S.-C. étudié paraît être postérieur à l'année 54/700; il semble avoir été la résultante de l'entrevue de César et d'Hyrcanus à la fin de la guerre contre Pompée, et des lettres que le général écrivit à Rome aux consuls, pour les informer du nouvel état des choses; ce qui nous placerait dès lors dans le courant de 47/707. Mais d'autre part, relativement à la neuvième année d'Hyrcanus, il suffit d'admettre, avec Mommsen², que la computation doit en être faite à partir de la réorganisation qui fut l'œuvre de Gabinus, et l'on aboutit absolument à la même date de 47 av. J.-C. Reste la question de mois; que l'on fixe à décembre l'époque où fut rendu le S.-C. et au mois de Panémios le moment où il fut porté à la connaissance d'Hyrcanus, ou bien la date où il fut gravé et déposé aux archives, et la difficulté disparaît. A moins encore que la première phrase de Josèphe signifie que le préteur L. Valerius aux ides de décembre a fait connaître la demande des envoyés juifs, et que la fin du S.-C. se rapporte à la délibération et à la décision proprement dite du Sénat.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que les raisons invoquées pour suspecter le texte de Josèphe ne sont pas péremptoires et que les Juifs ont reçu à l'époque de César, le titre d'amis et alliés du peuple romain.

1. Jos., XIV, 7, § 1.

2. Nous citons cette opinion de Mommsen d'après M. Weill lui-même, qui la déclare simplement indéfendable, malgré l'approbation qu'elle a reçue d'autres auteurs.

Les conséquences de cette qualité nouvelle nous sont connues par de nombreuses décisions de César¹, qui du reste ne s'appliquent pas uniquement aux Juifs de la Palestine, mais souvent sont adressées aux magistrats ou au peuple de cités diverses, pour que ne soient pas méconnus les droits des colonies juives y résidant ; c'est ainsi que dans un décret que l'on peut à peu près certainement dater de la fin de 46/708², César porte à la connaissance des magistrats, du sénat et du peuple de Sidon les dispositions nouvelles prises à l'égard d'Hyrchanus, la qualité d'allié qui lui est reconnue ainsi qu'à ses descendants³, le droit

1. Relativement au premier décret que nous allons étudier, il est dit que César décrète μετὰ συμβουλίου γνώμης. M. Weill (*ibid.*, p. 239, n. 4) pense qu'il s'agit ici de l'avis du conseil que possèdent ordinairement les magistrats et où il faudrait voir l'origine du *consilium principis*. Selon nous, le membre de phrase de Josèphe doit être traduit : « en vertu de la décision du Sénat » ; les décrets de César n'en sont que la conséquence, ils établissent la sphère d'application du principe posé par le Sénat.

2. Jos., *Ant.* XIV, 10, § 2. Pour en établir la date, on peut remarquer d'abord que cette décision paraît être contemporaine de la guerre contre Scipion et Caton (déc. 47/707-juill. 46/708). D'autre part dans l'édit de César, celui-ci prend le titre de αὐτοκράτωρ, ἀρχιερεὺς, διχτάτωρ τὸ δεύτερον, imperator, grand prêtre, dictateur pour la seconde fois. Les deux premières désignations n'ont aucun intérêt, puisque, en particulier, César portait le titre de *pontifex maximus* depuis 73/684, date à laquelle il avait succédé dans ces fonctions à son oncle C. Aurelius Cotta. Au contraire pour la qualité de dictateur, les *Fasti capitolini C.I.L.* I² 28 indiquent qu'il eut cette magistrature pour la troisième fois en 45/709, pour la quatrième en 44/710 ; nous savons également qu'en 46/708 César fut dictateur (Cohen, *Description historique des monnaies frappées sous l'empire romain*, I, n. 4, Paris, 1859), ce qui correspond à sa deuxième dictature ; mais rentré en juill. 46 de la guerre contre Caton, il est certain qu'il n'accepta pas de suite la dictature décennale qu'on lui offrait et ce ne serait que vers la fin de l'année qu'il aurait eu le titre et la fonction de dictateur pour la seconde fois (cf. Ferrero, *op. cit.*, II, p. 347, n. 2).

3. Il est remarquable que dans ce décret la qualité d'allié soit uniquement conférée à Hyrchanus et à ses fils ; le texte est formel,

juif relatif au grand sacerdoce confirmé dans leurs personnes¹; et le décret se termine α) par une disposition imprécise, suivant laquelle toute question relative aux coutumes des Juifs est du ressort d'Hyrcanus; β) par l'interdiction aux troupes de prendre leurs quartiers d'hiver dans la région soumise à l'ethnarque et grand prêtre; γ) par la défense d'exiger quoi que ce soit des Juifs.

Mommsen² a vu, dans cette dernière disposition, une réforme très importante qui aurait consisté dans la suppression du tribut. Effectivement, d'après lui, « selon la conception ancienne des Romains, l'alliance implique la prestation d'un contingent et exclut le paiement d'une redevance pécuniaire avec une égale nécessité³ ». En sorte que César, en supprimant le tribut imposé par Pompée, n'aurait fait qu'une application du droit des alliés.

Mais d'abord, un passage d'un autre décret de César nous montre que, dans celui de 46, il ne faut pas séparer la disposition relative aux quartiers d'hiver et celle qui a trait à l'interdiction d'exiger de l'argent des Juifs :

1^{er} décret : Παρχειμασίαν δὲ ἡ χρήματα πράττεσθαι οὐ δοκιμάζω. Je n'admets pas qu'on y prenne ses quartiers d'hiver ni qu'on réclame quelque chose.

2^e décret⁴ : ... μηδὲ στρατιώταις ἐξεῖν τὰ χρήματα τούτων ἐισπράττεσθαι, ἢ εἰς, παραχειμασίαν, ἢ ἄλλω τινὶ ὀνόματι. Qu'il ne soit pas permis aux soldats d'exiger d'eux quelque chose soit pour les quartiers d'hiver, soit pour tout autre motif.

nulle part il n'y est question du peuple juif : εἶναι τε αὐτὸν (Ἵρχανόν) καὶ τοὺς παῖδας αὐτοῦ συμμάχους ἡμῖν.

1. Cf. Jos., *Ant.*, XIV, 10, § 4.

2. Mommsen, *Droit public*, tr. fr., t. VI, 2, p. 343, n. 2, citant *Roem. Gesch.*, V, 501, tr. fr., XI, p. 79.

3. Mommsen, *L. C.*, p. 344.

4. Jos., *Ant.*, XIV, 10, § 6.

De plus dans ce même décret, il nous est dit que les Juifs ont à payer chaque année dans Sidon un tribut, sauf l'année sabbatique où ils ne sèment ni ne récoltent ; il est vrai que ce texte, par sa composition, par ses redites, par le titre même qu'y porte César¹, est sujet à caution.

Par ailleurs, et ceci est en faveur de la théorie de Mommsen, un nouveau texte, assez obscur du reste, paraît poser un principe diamétralement opposé² : « César, consul pour la cinquième fois, a décrété que les Juifs conserveraient et fortifieraient la ville de Jérusalem, qu'Hyrchanus, pontife et ethnarque des Juifs, l'occuperait ainsi qu'il l'entendrait. » Et le texte continue : ὅπως τε Ἰουδαίοις ἐν τῷ δευτέρῳ τῆς μισθώσεως ἔτει τῆς προσόδου κόρον ὑπεξέλωνται, καὶ μήτε ἐργολαβῶσι τινες μήτε φόρους τοὺς αὐτοὺς τελεῶσιν. [César a décidé] « que les Juifs, à partir de la deuxième année de la ferme, seraient dispensés de fournir la mesure (probablement de blé) représentant l'impôt ; que personne ne pourrait les prendre à entreprise ou leur faire payer les mêmes impôts. » Il est certain que la seconde proposition est assez énigmatique ; mais le début et la fin se rapportent certainement sinon à l'abrogation de tout tribut, du moins à la suppres-

1. La façon irrégulière dont est composé ce décret, la double étude qui y est faite de la condition de Jopé, la répétition qu'on y trouve de l'exemption de l'année sabbatique, pourraient encore s'expliquer si, avec Mendellsohn (*Acta societatis philologae Lipsiensis*, t. V, p. 212 et suiv.) et M. Weill, *op. cit.*, p. 242, on pensait qu'il y a là plusieurs décisions qui ont été fondues en une seule par Josèphe. Quant au titre de αὐτοκράτωρ τὸ δεύτερον qu'y porte César, nous savons que celui-ci s'appelait et se faisait appeler *Caesar imperator*, sans mettre à la suite le chiffre dénominateur des collations successives. (Suét. *Caes.*, 76 ; Dio., 43, 44). Cf. Mommsen, *Hist. rom.*, VIII, p. 67, n. 2. Peut-être faut-il lire dictateur pour la deuxième fois, en remplaçant αὐτοκράτωρ par δικτάτωρ, ainsi que Mommsen, *ibid.*, p. 66, n. 2, propose de le faire pour Jos., XIV, 10, § 7 ; à la suite de quoi, le décret serait de 46/708, comme celui de Sidon.

2. Jos., *Ant.*, XIV, 10, § 5.

sion d'un impôt acquitté nécessairement en nature ¹. En sorte que, si Jos., XIV, 10, § 6, n'est pas authentique, on peut admettre que c'est notre dernier texte qui règle, en le supprimant, la question du tribut; si le premier possède au contraire une valeur certaine, on peut considérer qu'il a été abrogé par le décret du § 5 ².

Ajoutons enfin, avec Mommsen, qu~~il~~ si le tribut a été maintenu par César, il est étrange de voir que, sous Antoine, Hérode est compté parmi les rois tributaires seulement pour l'Idumée et la Samarie ³, sans qu'il soit parlé de la Judée.

En dehors de la suppression du tribut, les Juifs obtinrent parmi les autres alliés du peuple romain, une situation exceptionnelle, puisqu'il fut interdit aux généraux de lever parmi eux des troupes auxiliaires ⁴ et qu'ils furent dispen-

1. L'idée que les impôts étaient affermés en Judée enlève toute valeur à l'opinion de Marquardt (voir supra, p. 9 et 10) prétendant que César aurait fait d'Antipater un fonctionnaire romain, un *procurator* chargé de recouvrer le tribut imposé par Pompée.

2. Qu'on lise en effet *dictator* ou *imperator* dans le § 6, le § 5 lui est forcément postérieur, car il contient un des derniers actes de la vie de César. Consul pour la troisième fois, et consul désigné pour la quatrième en 46/708 (Ferrero, *op. cit.*, II, p. 347), César est forcément consul pour la cinquième fois en 44/710, l'année même où il est assassiné aux ides de mars. M. Weill (*op. cit.*, p. 241, noté 4) pense pouvoir concilier les deux textes. D'après le premier, § 6, les Juifs ne paient rien l'année sabbatique. Or, le régime nouveau commençant en 46/708, la deuxième année tomberait en 45/709, justement une année sabbatique; d'où cette idée exprimée au § 5 que la deuxième année de la ferme, les Juifs n'auraient rien à payer. Hypothèse ingénieuse, qui se heurte simplement à cette observation que, si le § 5 constate uniquement un fait, l'utilité d'un décret pour arriver à ce résultat échappe complètement.

3. Appien, *Civ.*, V, 75. Si pour l'époque de César nous invoquons un texte relatif à Hérode le Grand, c'est que, ainsi que nous le montrerons, la situation faite par César à la Judée s'est maintenue jusqu'à la déposition d'Archélaüs.

4. Jos., *Antiq.*, XIV, 10, §§ 6 et 12. — Cf. Schuerer, *Geschichte des juedischen Volkes*, p. 459 et 460, 3^e éd., Leipzig.

sés du service militaire, en considération de ce qu'il ne leur est pas possible de porter les armes, de faire des marches le jour du sabbat et de se procurer leur nourriture habituelle, conforme à leurs croyances ; disposition s'appliquant même aux Juifs stationnés en d'autres territoires que la Judée proprement dite.

Quant à l'organisation administrative, les cinq assemblées, qui avaient été créées par Gabinus, disparurent et le pouvoir résida entre les mains de l'ethnarque ; nous n'avons pas de preuve certaine de la suppression des *συνέδρια*, et Marquardt.¹ suppose que, les pouvoirs d'Hyrceanus étant uniquement d'ordre religieux et judiciaire, les assemblées subsistèrent avec leurs attributions et leurs circonscriptions, même après le traité d'amitié et d'alliance. Mais d'une part, le texte qu'invoque Marquardt et qui établit les pouvoirs de l'ethnarque juif d'Alexandrie est formel² : il (l'ethnarque) administre le peuple et rend la justice *ὡς ἀν πολιτείας ἄρχων* ; à plus forte raison, puisqu'il était le maître de la Judée, Hyrceanus devait-il avoir entre ses mains l'administration du pays. D'autre part, tout de suite après le départ de César, Antipater réorganisa la Judée, et, voyant que l'ethnarque était indolent et lourd, il plaça à la tête de Jérusalem et de son territoire l'aîné de ses fils Phasaël et confia la Samarie au cadet, Hérode, malgré son jeune âge³. On peut dès lors se demander pourquoi l'adjonction de ces collaborateurs, si le pouvoir avait dû être exercé par une autre autorité que celle de l'ethnarque.

Ajoutons du reste qu'Hyrceanus devait échapper à tout

1. Marquardt, *Organ.*, II, p. 353 et 354.

2. Jos., *Ant.*, XIV, 7, § 2. — Sur l'ethnarque d'Alexandrie, cf. Th. Reinach, *Histoire des Israélites*, p. 8. Paris, 1884.

3. Jos., *Ant.*, XIV, 9, § 1 et 2.

contrôle de gouverneur romain : « Sur le territoire des cités alliées le gouverneur ne peut pas y paraître en sa qualité officielle... ; la ville devenue autonome sort de la province et lorsque des provinces tout entières reçoivent l'autonomie, le gouverneur y est en principe supprimé ¹. » A plus forte raison ne peut-il y exercer sa juridiction ; et ceci nous amène à l'étude de l'application des lois juives par les tribunaux locaux.

Relativement au droit sacerdotal et religieux, nous avons de nombreux témoignages de sa confirmation et de son maintien : « Je veux qu'Hyrchanus et ses fils détiennent à perpétuité le grand sacerdoce conformément aux lois des anciens. — César a décidé qu'Hyrchanus et ses descendants seraient pontifes et prêtres de Jérusalem et de toute la nation, conformément aux droit et coutumes antiques sur le sacerdoce. — Par vos décrets vous avez empêché les Juifs de suivre les rites de leurs pères et de procéder à leurs sacrifices. Il ne me plaît pas que de semblables décisions soient prises contre nos amis et alliés et qu'on les empêche de vivre selon leurs lois ². » Bien plus, si les Juifs ont été autorisés, contrairement au droit général des alliés, à ne pas fournir de troupes auxiliaires, c'est, comme nous l'avons vu, en considération de règles religieuses : repos sabbatique, nourriture préparée spécialement... Enfin nous savons que des inscriptions grecques et latines interdisaient

1. Mommsen, *Dr. pub.*, VI³, p. 319 et 320. A la note 4, l'auteur cite un texte de *Cic. Phil.*, 2, 38, 97, d'où il semble bien résulter que d'une part l'autonomie accordée, la suppression du gouverneur et d'autre part la disparition du tribut constituent trois éléments inséparables.

2. Les deux premières citations sont empruntées à des décisions d'ordre général prises par César relativement à Hyrchanus ; la dernière est extraite d'une lettre adressée aux magistrats, sénat et peuple de Paros (*Jos., Ant.*, XIV, 10, § 8).

sous peine de mort aux gentils de dépasser, dans le Temple, la cour des païens ; cette défense et le châtiment qui suivait sa transgression étaient même applicables aux Romains : οὐχ ἡμεῖς δὲ τοὺς ὑπερβάντας ὑμῖν ἀναιρεῖν ἐπετρέψαμεν καὶ τὸν Ῥωμαίων τις ἤ¹ ; Il faut reconnaître que dans le respect accordé aux institutions religieuses juives, les Romains ne pouvaient guère aller plus loin.

Le maintien de l'organisation légale chez un peuple fédéré est d'ailleurs de règle normale ; l'alliance n'apporte aucune restriction à l'exercice de ses lois et au droit qu'il possède de transformer sa législation à sa guise suivant les formes de sa constitution propre ; le peuple allié vit selon ses lois : *suis legibus uti* ². Qu'il s'agisse donc de la famille, de la propriété ou des règles politico-religieuses qui constituent la législation pénale mosaïque, tout cela a été maintenu pour les Juifs, qui ont, comme par le passé, continué à vivre sous l'empire de leur droit national : « Ce sont les Romains, dit Titus, qui vous ont donné la terre que vous possédez, qui vous ont placés sous des rois de votre race et qui de plus vous ont gardé les lois de vos ancêtres ³. »

1. Jos., *B. J.*, VI, 2, § 4. Cette interrogation, extraite d'un discours de Titus aux Juifs révoltés, nous montre que la possibilité d'appliquer la peine de mort à un Romain ayant transgressé l'interdiction sacerdotale, résultait d'une convention intervenue entre les Romains et les Juifs : « ne vous avons-nous pas permis de mettre à mort. ? » Peut-être était-ce même une clause du traité passé à l'époque d'Hyrcaeus ; en tout cas, il semble bien, d'après la tournure de la phrase, que de plein droit un Romain n'aurait pu être poursuivi et mis à mort pour le délit prévu. Sur la cour des païens et les inscriptions en langues latine et grecque, cf. le P. Didon, *Jésus-Christ*. Paris, 1902, pour le plan du Temple, p. 241 ; pour sa description, p. 244 et suiv.

2. Cf. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 323 et les nombreux exemples qu'il cite à la note 1.

3. Jos., *B. J.*, VI, 6, § 2.

M. Julius Pompeius reconnaît aux Juifs d'Éphèse le droit d'agir en toute circonstance κατὰ τὰ πάτρια αὐτῶν ἐθη ¹. Nous trouvons même la traduction propre de « suis legibus uti » à propos de la confirmation par Agrippa des droits de ces mêmes Juifs d'Éphèse : « Καίσαρα τὸν Σεβαστὸν καὶ Ἀγρίππαν συγκεχωρηκέναι αὐτοῖς χρῆσθαι τοῖς ἰδίοις νόμοις καὶ ἔθεσιν ². [Les Juifs m'ont appris] que César Auguste et Agrippa les avaient autorisés à vivre conformément à leurs lois et coutumes particulières. » Enfin nous avons un exemple, du temps d'Hérode, il est vrai, qui nous montre que, dans la situation faite aux Juifs par César, il y avait place pour une transformation de la législation : «... τίθησι (Hérode) νόμον, οὐδὲν ἑοικότα τοῖς πρώτοις, ὃν αὐτὸς ἐθεβαίου, τοὺς τοιχωρύχους ἀποδιδόμενος ἐπ' ἐξαγωγῇ τῆς βασιλείας... Hérode porta une loi, complètement différente des premières, qu'il sanctionna lui-même en faisant vendre les voleurs en dehors des limites du royaume ³. »

Ainsi donc nous croyons établi, et par les principes généraux et par les textes invoqués, que les Juifs vivaient librement sous l'empire de leurs lois ; il nous reste à rechercher quels tribunaux les appliquaient ⁴.

1. Jos., *Antiq.*, XIV, 40, § 25.

2. Jos., *Ant.*, XVI, 6, § 7. Les mêmes expressions se retrouvent ou à peu près à fin de la décision de Julius (ou mieux Jullus) Antonius.

3. Jos., *Ant.*, XVI, 1, § 1.

4. Nous possédons du reste une preuve formelle de la survivance de la législation criminelle juive et de son application par le Sanhédrin, postérieurement à la réforme de César. Nous savons en effet que le fils d'Antipater, Hérode, ayant fait mettre à mort sans jugement Ezechias et ses compagnons, les principaux des Juifs s'en plaignirent à Hyrcanus, disant : [il a agi] « contrairement à notre loi qui défend d'exécuter un homme, fût-il un méchant, si auparavant il n'est intervenu de la part du Sanhédrin une décision ordonnant ce supplice. » (Jos., *Ant.*, XIV, 9, § 3). Et au § suivant, Hérode est lui-même déféré au Sanhédrin, pour répondre de son crime.

Sans doute il nous est impossible d'étudier dans les détails l'organisation judiciaire des Juifs ; mais, puisque ce travail a été entrepris à propos d'une affaire capitale, nous voudrions, ne fût-ce qu'en quelques lignes, résumer le fonctionnement de la juridiction criminelle, de manière à pouvoir faire comprendre l'intervention de certaines personnalités ou autorités dans le procès de Jésus.

Au bas de la hiérarchie, se trouvent *les petits Sanhédrins*, composés de trois membres et que l'on rencontre dans les villes d'au moins 120 habitants ou 220 suivant l'opinion de rabbi Nehemia ¹. Outre qu'ils jugent les procès civils ², leur compétence en matière délictuelle s'étend aux réclamations relatives à l'enlèvement d'une chose avec violence, ou aux blessures. Certains docteurs pensent qu'ils peuvent juger les affaires de viol, de séduction, prononcer sur l'accusation d'adultère ; mais cette opinion n'est pas unanime ³ ; effectivement le procès en adultère peut aboutir à une condamnation à mort ; n'y eut-il même que la peine du fouet prononcée, rabbi Ismaël pense que l'affaire devrait être portée aux *Sanhédrins de 23 membres*, qui forment la seconde catégorie ⁴.

De cette seconde classe de tribunaux relèvent toutes les causes qui entraînent la peine capitale ⁵. Si nous devons avouer que nous ignorons comment étaient répartis ces Sanhédrins, dans quelles villes ils siégeaient, quel en était le nombre pour toute l'étendue du territoire, nous sommes

1. Rabbinoicz, *op. cit.*, p. 3.

2. Dans cet ordre de juridiction, chaque partie choisit son juge et les deux individus désignés se mettent d'accord pour faire choix d'un troisième personnage (*Mischnah, De Syned.*, ch. 3, § 1).

3. *Mischnah, ibid.*, ch. 4, § 1.

4. *Mischnah, ibid.*, ch. 1, §§ 1 et 2.

5. *Mischnah, ibid.*, ch. 1, §§ 4 et 6.

au contraire très renseignés sur la procédure suivie devant eux, sur leur composition, sur la façon dont ils statuaient, sur les majorités requises pour acquitter ou condamner etc... Ces règles de procédure sont du reste les mêmes pour la troisième juridiction, le *grand Sanhédrin de Jerusalem*, composé de 71 membres ou 70 d'après rabbi Joudah et, qui, en tant qu'organisation judiciaire, intervenait pour statuer sur le crime d'une tribu entière, pour juger ou toute une ville coupable de paganisme, ou un grand prêtre ou un faux prophète ¹, et en même temps constituait la cour suprême, pour interpréter le droit ². Que si donc le grand Sanhédrin n'est substitué au tribunal des 23 qu'en considération de l'importance de l'inculpé ou du caractère du délit, nous ne séparerons pas ces deux espèces de cours de justice dans les observations qui vont suivre ³.

Par comparaison avec les procès d'argent, la Mischnah s'étend longuement sur les particularités de la procédure criminelle ⁴. Sans revenir sur le nombre des juges et sans insister sur la manière dont siège le Sanhédrin ⁵, il faut

1. Mischnah, *ibid.*, ch. 1, § 5. L'origine du grand Sanhédrin se trouverait au ch. 11, § 16, des *Nombres* : « Alors l'Éternel dit à Moïse : assemble-moi soixante et dix hommes d'entre les anciens d'Israël que tu connais être les anciens du peuple et ses officiers, et les amène au tabernacle d'assignation et qu'ils se présentent là avec toi. »

2. Jos., *Ant.*, IV, 8, § 14. Sur l'autorité du grand Sanhédrin, cf. Escot, *Attitude du Sanhédrin à l'égard de Jésus-Christ*, p. 16 et suiv. Lyon, 1896.

3. Il existe entre eux un rapport matériel indéniable. Nous verrons en effet que, lorsque dans le tribunal des 23, douze membres se sont prononcés pour la condamnation, il doit être adjoint successivement deux juges nouveaux aux membres primitifs, jusqu'à ce que la condamnation soit prononcée par, au minimum, la moitié des voix, plus deux. Mais jamais, par ces adjonctions successives, le nombre des juges ne peut dépasser le chiffre de 71, qui est justement celui des membres du grand Sanhédrin.

4. Mischnah, *ibid.*, ch. 4, § 1.

5. Mischnah, *ibid.*, ch. 4, § 3.

remarquer d'abord que le choix des juges est particulièrement sévère dans notre hypothèse : un eunuque peut par exemple être juge civil, jamais il ne décidera au criminel ¹. Le procès criminel doit avoir lieu le jour ; s'il se termine par une sentence d'absolution, la décision peut être rendue aussitôt après le vote ; s'il y a condamnation, elle n'est pas prononcée ; les juges doivent revenir sur le siège le lendemain, pour se décider définitivement ; seuls du reste ceux qui ont condamné d'abord peuvent changer d'opinion en votant l'acquittement ; il est impossible que cette seconde délibération soit plus défavorable à l'accusé que la première. En outre, de cette obligation d'un nouveau jugement, il résulte une impossibilité matérielle d'entamer une affaire criminelle la veille du sabbat ou d'un jour de fête, en tout cas de rendre à ce moment une sentence préparatoire de condamnation.

Quant aux témoignages et à la production des preuves, un seul témoin ne suffit pas et l'aveu même de l'inculpé n'entraîne pas condamnation ². Dans la discussion on doit commencer par exposer les arguments favorables à l'accusé et les disciples des juges ne peuvent prendre la parole qu'en sa faveur. Lorsqu'enfin tout a été dit pour et contre, on vote en commençant par le juge le moins important ; pour l'acquittement une voix de majorité suffit ; pour condamner deux sont nécessaires ; si l'on n'obtient pas ce dernier quorum, le tribunal s'adjoint deux membres, puis deux autres sans pouvoir dépasser le chiffre de soixante et

1. Sur l'incapacité d'être juge, pour cause de parenté ou d'alliance, cf. Mischnah, ch. 3, § 4.

2. Sur les garanties prises à propos des témoins, cf. Mischnah, *ibid.*, ch. 5, et les comparer avec les facilités accordées pour établir le crime de séduction, ch. 7, § 10. — Cf. *Deutér.*, xvii, 6.

onze. Arrivé là, au cas où trente-six membres votent la condamnation, il faut discuter jusqu'à ce qu'un juge se rallie à l'acquittement ¹. Ajoutons, pour terminer, que, si un jugement a été rendu par erreur, il ne peut être annulé que dans le cas où il prononçait une condamnation; la décision qui acquitte est définitive. En revanche, dans cette organisation, il n'y a pas de place pour la grâce; que le condamné doive être lapidé, brûlé, décapité ou étouffé ², qu'il s'agisse d'une peine moins grave comme celle du fouet ou de l'amende, l'exécution suit immédiatement la condamnation devenue définitive. Et cela tient à la conception théocratique que les Juifs se font de la justice : Τοῦ γὰρ Θεοῦ ἰσχύς ἐστὶ τὸ δίκαιον : le droit n'est que l'application de la puissance de Dieu ³. Les hommes peuvent être son interprète pour juger; son pardon leur échappe.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de la justice criminelle qu'il nous a semblé voir apparaître dans les textes de la Mischnah ⁴. Que si l'on s'étonne de nous

1. Sur cette hypothèse, Raschi (apud Rabbinoicz, p. 98) pense que la Mischnah a tort de dire qu'on discute jusqu'à ce qu'un membre change d'opinion dans un sens favorable à l'inculpé, mais qu'il faudrait dire, dans n'importe quel sens. Nous croyons cette observation vaine, car, si les principes susétablis sont d'application pratique, on peut considérer que, les trente-cinq suffrages d'acquiescement ou d'abstention étant favorables à l'accusé, pas un parmi eux ne peut se transformer en vote de condamnation et puisque seules les voix de condamnation peuvent être changées, c'est d'elles que doit sortir la voix transformée qui fournira la majorité que nous appellerions volontiers absolue.

2. Ce sont là les quatre modes d'exécution capitale prévus par la Mischnah, *ibid.*, ch. 7, § 1, qui étudie au même chap., § 4, au ch. 9, § 1 et au ch. 10 à quels crimes correspond chacun de ces supplices.

3. Jos., *Ant.*, IV, 8, § 14.

4. Il faut d'ailleurs remarquer qu'à propos de chacun des principes posés, des questions de détail sont apparues. Le traité Sanhédrin du *Talmud de Jérusalem* renferme, avec l'opinion des principaux docteurs, la solution de la plupart de ces problèmes. On com-

voir chercher dans un recueil du deuxième siècle de l'ère chrétienne ¹ le tableau d'institutions contemporaines de César, il nous sera permis de faire remarquer que les rédacteurs de la Mischnah et des commentaires destinés à former le *Talmud* ont moins voulu constituer une législation idéale pour le royaume juif reconstitué par le Messie que « déterminer d'une manière invariable les principes des lois de Moïse, en développer le sens, en fixer l'interprétation ² ». A l'époque qui nous occupe, les règles de la Mischnah existent déjà mais à l'état de tradition orale, d'espèce de droit coutumier ; l'œuvre des siècles postérieurs a été la codification ³.

La situation faite aux Juifs en qualité d'amis et alliés du peuple romain survécut à la disparition de César ; la substitution d'Hérode à Hyrcanus comme chef de la Judée n'eut également aucune conséquence.

3° Après l'assassinat de César, Hyrcanus envoya des messagers à Rome pour obtenir ratification du traité d'alliance

prendra, si intéressants soient-ils, que dans une étude résumée nous ne puissions nous y arrêter. Cf. dans la tr. fr. du *Talmud de Jérusalem*, par M. Schwab, le traité Sanhédrin, à cheval sur les vol. 9 et 10. Paris, 1887 et 1888.

1. Sur la date de la Mischnah, cf. M. Schwab, *op. cit.*, dans l'Introduction, placée à la fin de l'ouvrage, tome II, p. XII et XIII.

2. J. Cohen, *Archives israélites*, 1841, apud Schwab, *op. cit.*, XI, p. XII.

3. Nous tenons toutefois à faire remarquer, dans un ordre d'idées tout autre il est vrai, que les Juifs, relativement à leur histoire, ont gardé des traditions orales différentes des récits conservés par l'Écriture. C'est ainsi que la Genèse, XII, 1, nous montre Abraham, sur l'ordre de l'Éternel, quittant son pays, son parentage, la maison de son père. Dans le résumé qu'Étienne fait de l'histoire juive avant sa lapidation, il rapporte au contraire (Actes, VII, § 4) qu'Abraham ne quitta le pays qu'après la mort de son père. Aucun Juif n'ayant protesté, nous sommes amenés à conclure qu'à côté du récit biblique existait une tradition différente communément acceptée.

antérieurement signé. Au témoignage de Josèphe ¹, le Sénat, réuni par les soins des deux consuls Antoine et Dolabella, accorda aux envoyés de l'ethnarque juif tout ce qu'ils demandèrent, y compris l'amitié et l'alliance du peuple romain ². Il est vrai qu'il y avait là plutôt des mots que des faits ; à cette époque, il s'agissait bien plus d'être avec les hommes d'un parti que d'avoir ou non l'amitié des Romains ; effectivement Hyrcanus, ou mieux Antipater, prit parti, avec ses fils, pour les Républicains : Cassius fit d'Hérode le gouverneur d'une partie de la Syrie et lui promit le titre de roi à la fin de la guerre ³ ; Antipater ayant été empoisonné, la flotte et les troupes furent confiées à Hérode, qui dut repousser d'abord une incursion d'Antigone, le second fils d'Aristobule, ancien rival d'Hyrcanus. Entre temps, les champs de Philippes virent la défaite et la mort de Cassius et de Brutus. Il s'ensuivit contre Hérode d'innombrables réclamations, qui furent portées à Antoine ; elles n'eurent

1. Jos., *Ant.*, XIV, 40, § 9.

2. Nous avouons que cette ambassade d'Hyrcanus, cette satisfaction complète donnée à tous les desiderata juifs, et surtout la rédaction d'un nouveau sénatus-consulte nous apparaissent comme étranges. Effectivement le traité primitivement conclu n'a pas été rompu par la mort de César ; les contractants, Hyrcanus d'une part, le Sénat romain d'autre part n'ont pas disparu ; Mommsen (*Dr. pub.*, VI, p. 214) le dit formellement : « La mort du gouvernant romain n'apporte aucun changement au traité ; car, même sous le principat, l'État romain ne se considère pas lui-même comme une monarchie. » Qu'est-ce d'ailleurs que ce sénatus-consulte où Antoine et Dolabella sont désignés comme consuls et qui est daté du cinquième jour des ides de février, par conséquent de l'année 43/741 (puisqu'il est postérieur à César assassiné aux ides de mars 44), alors que pour l'année 43, les consuls furent Hirtius et Pansa (Ferrero, *op. cit.*, III, p. 27) ? Peut-être faut-il voir plutôt dans la démarche de Hyrcanus une tentative pour faire maintenir les décrets de César, menacés par l'accusation de tyrannie qui fut portée au Sénat contre l'ancien dictateur.

3. Jos., *Ant.*, XIV, 41, § 4.

du reste aucune conséquence, les accusateurs furent même empêchés de parler, moins par suite de la grande estime que le triumvir portait à Hérode qu'en conséquence des dons importants faits par ce dernier ¹. Antoine ne retint de l'intervention d'Hérode que sa lutte contre Antigone ; il rappela aux Juifs leur titre d'alliés et ordonna que fussent mis en liberté les Juifs faits prisonniers par Cassius ².

Il faut reconnaître que, si cette alliance ne permit pas aux Romains de trouver en Judée une aide militaire quelconque, d'autre part elle ne procura pas aux Juifs une assistance sérieuse dans le danger. Au printemps de l'an 40/714, les Parthes, aidés par Antigone, envahirent la Syrie et, sans rencontrer de résistance, occupèrent la Palestine, firent prisonniers Hyrcanus, qu'ils mutilèrent, et Phasaël, le frère d'Hérode, qui se donna la mort ³. Celui-ci, échappé à grand'peine, accourut à Rome demander à Antoine son appui. D'accord avec Octave, Antoine se contenta de faire donner à Hérode par le Sénat le titre de roi, avec mission de chasser les Parthes et de conquérir son royaume grâce à ses propres ressources ⁴. Il y parvint après trois années de lutte, à la suite de quoi Antigone fut mis à mort ⁵.

Dans la guerre entre Octave et Antoine, Hérode eut probablement à intervenir en faveur de ce dernier, pour lui fournir de l'argent et des vivres ⁶. Mais n'ayant pas pris part lui-même à la lutte, il lui fut possible, après la victoire d'Octave, de prendre les devants, d'aller trouver celui-ci à

1. Jos., *Ant.*, XIV, 12, § 2.

2. Jos., *Ant.*, XIV, 12, § 3.

3. Jos., *Ant.*, XIV, 13, § 10.

4. Jos., *Ant.*, XIV, 14, §§ 4 et 5 ; B. J., I, 14, § 4.

5. Jos., *Ant.*, XV, 6, § 6.

6. Plutarque, *Vie d'Antoine*, LXI.

Rhodes et de plaider sa cause, en l'appuyant probablement de nouveaux « arguments irrésistibles ». Octave, que le peuple alors qualifiait de bourreau ¹ et que Josèphe appelle homme généreux et magnifique ², se laissa convaincre, d'autant mieux que Q. Didius lui avait rapporté l'aide prêtée par Hérode, lorsqu'il avait exterminé une troupe de gladiateurs traversant la Syrie pour rejoindre Antoine. Octave donc remit le diadème à Hérode, l'assura de son amitié et le confirma dans son titre de roi. Un sénatus-consulte intervint ensuite pour consacrer les décisions prises.

Parmi ces renseignements très précis, il en manque un assez important, celui de savoir si les Romains renouvelèrent avec Hérode le traité d'alliance qu'ils avaient conclu avec Hyrcanus. Sans doute Josèphe nous dit qu'Auguste, en dehors d'Agrippa, n'estimait personne plus qu'Hérode ³; mais dans les décisions prises par Auguste et les magistrats à l'occasion des Juifs, nous ne retrouvons plus l'expression technique de φίλοι καὶ σύμμαχοι, toujours auparavant employée et répétée parfois à plusieurs reprises dans le même texte. Cependant, même si Hérode n'a pas compté parmi les rois alliés, il est certain que les Juifs ont joui de leur pleine indépendance, que leurs institutions ont fonctionné, que leurs lois ont été respectées, conformément au tableau que nous avons cru pouvoir en tracer. Dès Antoine en effet, il était répondu à Cléopâtre qu'Hérode n'avait pas à rendre compte de ce qui se faisait dans son royaume ⁴ et d'autre

1. Suétone, *Aug.*, 70. — « Sa jeunesse fut ardente, emportée, coupable de plusieurs actions sur lesquelles il ramenait ses regards avec chagrin. » Sénèque, *De la Clémence*, I, 11.

2. φιλότιμον ὄντα καὶ λαμπρόν, *Jos., Ant.*, XV, 6, § 7.

3. *Jos., Ant.*, XV, 10, § 3; *B. J.*, I, 20, § 4.

4. *Jos., Ant.*, XV, 3, § 8.

part nous pourrons voir appliquer ces principes dans les décrets que nous allons maintenant étudier.

Tout d'abord, pendant le voyage d'Agrippa en Orient (14/740), les colonies juives d'Asie Mineure vinrent se plaindre des vexations qu'on leur faisait subir et notamment d'être empêchées de vivre conformément à leurs lois, de voir leurs membres appelés en justice les jours consacrés, dépouillés de l'argent qu'ils envoyaient à Jérusalem, obligés au service militaire, aux charges publiques, d'où nécessité de détourner de leur destination les deniers sacrés. Et à l'appui de leur réclamation, les Juifs invoquèrent l'immunité dont les Romains les avaient gratifiés en leur permettant de vivre selon leurs règles nationales ¹. Agrippa reconnut le bien fondé de ces réclamations et confirma les privilèges et les avantages qui leur avaient été concédés antérieurement ; il ajouta que, en considération de la bienveillance et de l'amitié que lui portait Hérode, il était prêt à leur accorder davantage encore, pourvu que ce ne fût pas contraire à la puissance des Romains ².

Malgré cet édit solennel d'Agrippa, les autorités indigènes se révoltèrent contre ces privilèges, odieux à leurs yeux. Principalement à Éphèse, Agrippa dut écrire aux magistrats pour permettre aux Juifs d'envoyer le tribut sacré à Jérusalem, pour punir des peines du sacrilège celui

1. Jos., *Ant.*, XVI, 2, § 3.

2. Jos., *Ant.*, XVI, 2, § 5. Cf. Ferrero, *op. cit.*, VI, p. 46. La restriction apportée par Agrippa n'a rien qui doive choquer ; les concessions qu'il accorde à des colonies résidant dans des villes sujettes de Rome sont purement volontaires et l'on comprend très bien que, s'il modifie dans un sens favorable la législation existante, il ait le droit d'y joindre cette clause, que tous ces avantages ne doivent pas au moins aller à l'encontre de l'intérêt et des droits des Romains.

qui a volé cet argent, lui refuser le droit d'asile et surtout pour trancher d'une façon définitive la question de comparution en justice le jour du sabbat. Bien plus, aux environs de l'an 2/752, nous avons la certitude que les prescriptions d'Agrippa n'étaient pas observées dans la ville d'Éphèse ¹. Jullus Antonius proconsul écrit : « Aux magistrats, sénat et peuple d'Éphèse, salut. Alors qu'à Éphèse je tenais un *conventus* aux ides de février, les Juifs d'Asie sont venus me trouver pour m'exposer que César Auguste et Agrippa leur avaient permis de vivre conformément à leurs lois et coutumes propres, d'envoyer librement à Jérusalem les prémices que chacun d'eux offre spontanément comme témoignage de sa piété envers la divinité. Ils m'ont demandé de ratifier par une décision spéciale les concessions à eux faites par César et Agrippa ; en conséquence de quoi, ma volonté, comme celle d'Auguste et d'Agrippa, est que vous les laissiez vivre et agir selon les règles de leur pays ². »

De même, pour la Sardaigne, Auguste lui-même doit inviter le proconsul C. Norbannus Flaccus ³ à écrire aux magistrats de ce pays pour permettre le transport du tribut sacré à Jérusalem ⁴ et pour Cyrène, une lettre d'Auguste

1. Jos., *Ant.*, XVI, 6, § 4.

2. Pour fixer la date, il faut remarquer que la lettre aux magistrats d'Éphèse est de Jullus Antonius, consul en l'an 10/744 (*Real encyclopaedie* de Pauly-Wissowa, v^o ANTONIUS, § 22) ; il ne pouvait être proconsul qu'en 5/749 au plus tôt, en vertu de la loi d'Auguste rapportée, Dion Cassius, LIII, 14. On fixe d'ordinaire son proconsulat en 2/752 (*Prosopographia*, I, p. 98, § 637 in fine).

3. D'après la *Prosopographia*, II, 415, deux personnages du nom de C. Norbanus Flaccus auraient été consuls, l'un en 38/716, l'autre en 24/730. Celui dont il est question au texte de Josèphe serait le premier en date.

4. Jos., *Ant.*, XVI, 6, §§ 3 et 6.

au propréteur Flavius ne suffit pas ¹, Agrippa doit donner des ordres formels ².

Enfin, au témoignage de Josèphe ³, pour trancher toute difficulté, Auguste aurait rendu une décision d'ordre général dont voici la teneur :

« Καῖσαρ Σεβαστὸς, ἀρχιερεὺς, δημαρχικῆς ἐξουσίας, λεγει.
Ἐπειδὴ τὸ ἔθνος τὸ τῶν Ἰουδαίων εὐχάριστον ἠύρεθῃ οὐ μόνον ἐν
τῷ ἐνεστώτι καιρῷ, ἀλλὰ καὶ ἐν τῷ προγεγενημένῳ, καὶ μάλιστα
ἐπὶ τοῦ ἐμοῦ πατρὸς αὐτοκράτορος Καίσαρος, πρὸς τὸν δῆμον τῶν
Ῥωμαίων, ὃ τε ἀρχιερεὺς αὐτῶν Ὑρκανὸς, ἐδοξέ μοι καὶ τῷ ἐμῷ
συμβουλίῳ μετὰ ὀρκωμοσίας γνώμῃ δέμου Ῥωμαίων, τοὺς Ἰουδαίους
χρῆσθαι τοῖς ἰδίοις θεσμοῖς κατὰ τὸν πάτριον αὐτῶν νόμον, καθὼς
ἐχρῶντο ἐπὶ Ὑρκανοῦ ἀρχιερέως Θεοῦ ὑψίστου, τά τε ἱερὰ
εἶναι ἐν ἀσυλίᾳ καὶ ἀναπέμπεσθαι εἰς Ἱεροσόλυμα, καὶ ἀποδίδοσθαι
αὐτὰ τοῖς ἀποδοχέουσιν Ἱεροσόλυμων, ἐγγύας τε μὴ ὁμολογεῖν
αὐτοὺς ἐν σάββασιν, ἢ τῇ πρὸ ταύτης παρασκευῇ ἀπὸ ὥρας ἑνῆς.
Ἐὰν δέ τις φωραθῇ κλέπτων τὰς ἱερὰς βίβλους αὐτῶν, ἢ τὰ ἱερὰ
χρήματα, ἔκ τε σαββατείου ἔκ τε ἀνδρῶνος, εἶναι αὐτὸν ἱερόσυλον,
καὶ τὸν βίον αὐτοῦ ἐνεχθῆναι εἰς τὸ δημόσιον τῶν Ῥωμαίων. [Τὸ
δὲ ψήφισμα τὸ δοθέν μοι ὑπ' αὐτῶν, ὑπὲρ τῆς ἐμῆς εὐσεβείας, ἧς ἔχω
πρὸς πάντας ἀνθρώπους, καὶ ὑπὲρ Γαίου Μαρκίου Κλησώρηνου,
καὶ τοῦτο τὸ διάταγμα κελεύω ἀνατεθῆναι ἐν ἐπισημοτάτῳ τόπῳ
γενηθέντι μοι ὑπὸ τοῦ κοινῷ τῆς Ἀσίας ἐν Ἀγκύρῃ.] Ἐὰν δέ τις
παραβῇ τι τῶν προειρημένων, δώσει δίκην οὐχὶ μετρίαν. » Ἐστη-
λογραφήθη ἐν τῷ Καίσαρος ναυῷ.

1. On est peu renseigné sur le *cursus honorum* de Flavius ; sa propréture remonterait aux premiers temps d'Auguste ; elle serait probablement antérieure à l'an 13/741, date à laquelle Agrippa rentre à Rome, au retour de son voyage en Orient (*Prosop.*, II, p. 62, n° 133).

2. Jos., *Ant.*, XVI, 6, § 5.

3. Jos., *Ant.*, XVI, 6, § 2.

« César Auguste, grand prêtre, pourvu de la puissance tribunicienne, décide : parce que, non seulement aujourd'hui, mais aussi dans le passé, principalement sous mon père César, la race des Juifs et en particulier leur grand prêtre Hyrcanus, a été trouvée fidèle au peuple romain, il m'a paru bon, ainsi qu'à mon conseil, en conformité avec la volonté du peuple romain, d'admettre les Juifs à vivre selon leurs coutumes propres et leurs lois nationales, ainsi qu'ils le faisaient à l'époque d'Hyrcanus, grand prêtre du souverain Dieu, de rendre inviolables leurs choses sacrées, d'admettre l'envoi d'argent à Jérusalem, avec remise des fonds aux percepteurs désignés, de ne pouvoir obliger les Juifs à fournir un *vadimonium*¹ le jour du sabbat, ou la

1. On trouvera peut-être notre traduction d'ἑγγύας ὁμολόγεῖν trop précise et trop technique. L'expression de Josèphe signifie : promettre des cautions ; mais il est évident qu'il ne peut s'agir ici des cautions ordinaires que l'on donne lors de la passation d'un contrat. Il est en effet inadmissible que les Juifs soient dispensés de fournir des garanties sans qu'on parle du contrat principal, et s'il devait être permis aux Juifs de n'accomplir aucun acte juridique le jour du sabbat, il serait étrange qu'il ait été uniquement parlé de la promesse de cautions. D'ailleurs, promettre des cautions est un acte de la volonté libre des parties et, en principe du moins, on ne peut pas plus obliger un individu à promettre des garanties qu'à faire un contrat : chaque contractant est toujours libre de ne pas faire l'acte tel ou tel jour. Au contraire, s'il s'agit ici des cautions qui accompagnent ordinairement le *vadimonium*, on peut remarquer que la comparution en justice est un acte obligatoire, qui ne dépend pas de l'unique vouloir du défendeur : on peut forcer un individu à comparaître. Et alors on comprend qu'Auguste accorde aux Juifs le privilège de ne pas être contraints d'aller en justice le jour du sabbat. Au reste nous avons vu à plusieurs reprises que cette question était une de celles qui tenaient le plus au cœur des Juifs ; elle fait partie de la série des revendications tranchées par Agrippa.

Si donc, nous nous trouvons en présence d'une règle relative à la citation en justice, il ne peut être question ici que du *vadimonium*, le seul moyen qui comporte, à côté de l'engagement de la partie, celle de véritables cautions. M. Fliniaux (*le Vadimonium*, p. 154,

veille à partir de la neuvième heure. Que si quelqu'un a volé leurs livres sacrés ou de l'argent consacré¹, qu'il soit considéré comme sacrilège et sa fortune versée dans le trésor romain. J'ordonne que le décret qu'ils ont rendu en mon honneur, pour célébrer et ma bonté à l'égard de tout le genre humain et les mérites de C. Marcius Censorinus, soit déposé ainsi que le présent édit dans ce lieu très célèbre que l'ensemble de l'Asie m'a dédié à Ancyre. Si quelqu'un agit contrairement à ce que j'ai décidé, ce ne sera pas d'une peine légère qu'il sera frappé. » « Écrit sur une colonne dans le temple de César. »

Ce décret, il faut l'avouer, apparaît sous une forme assez étrange. De là première partie, il faut retenir seulement que dans les titres donnés à Auguste, on devrait rencontrer le chiffre indiquant combien de fois il a été investi de la puissance tribunicienne². En outre l'expression « grand prêtre du souverain Dieu » est certainement un remaniement de Josèphe. Signalons enfin le changement

n. 4, Paris, 1908) n'admet du reste pas que l'*in jus vocatio* ait fonctionné en Judée. Il est vrai que la décision d'Auguste se rapporte peut-être beaucoup moins aux Juifs demeurant en Palestine qu'à ceux qui se trouvaient dispersés dans les villes de l'empire. Et, comme le *vadimonium* n'a pas son emploi exclusif à Rome, on comprendrait que, même pour des Juifs, on ait pu faire allusion à une institution aussi particulière et employer un terme aussi technique.

1. En réalité Auguste déclare sacrilège celui qui vole l'argent de deux caisses déterminées, mais nous savons que les fonds publics appartiennent tous à Dieu et comme tels sont consacrés (Jos., *Ant.*, XIV, 7, § 2).

2. Cagnat, *Cours d'épigraphie latine ; Cursus honorum* d'Auguste, p. 177, Paris, 1898. Cf. en particulier une inscription trouvée en Judée et rapportée par Cagnat, *l'Année épigraphique*, 1888, n° 146, p. 52, Paris, 1889, et une autre inscription au C. I. L. VI, 1232, citée par A. Darmsteter, *Notes épigraphiques touchant quelques points de l'histoire des Juifs sous l'empire romain*. Paris, 1880, ou *Revue des études juives*, juill.-sept. 1880.

de forme qui se produit dans le cours du texte : d'abord, j'ai trouvé bon que... puis la forme impérative, s'il est fait telle chose, telle peine sera appliquée.

Un peu plus importante est la décision relative au sacrilège.

Selon nous, cette disposition ne peut pas s'appliquer aux sujets d'Hérode. Nous avons vu en effet¹ que c'était ce roi qui avait décidé de vendre les voleurs en dehors de son royaume, ce qui nous montre qu'il avait le droit de régler les inculpations et les peines. Or Auguste, en faisant de l'hypothèse prévue un cas de sacrilège, crée, à proprement parler, du droit pénal, et l'application de ce droit s'arrête aux limites de l'autorité romaine. D'ailleurs l'indication que les biens confisqués vont à l'*aerarium* suffirait pour nous montrer qu'il s'agit ici d'un délit commis sur le territoire de l'empire. Autant il est impossible d'imaginer cette solution pour un vol effectué dans les limites de la juridiction d'Hérode, autant elle se comprend relativement aux Juifs établis isolément dans les villes de l'empire. A leur égard, en effet, l'autorité compétente est l'autorité romaine ; c'est elle qui établit l'inculpation, ce sont ses agents qui jugent, c'est à son trésor que doivent aller les amendes.

En sorte que dans le texte de Josèphe, il y a deux dispositions bien distinctes : la première, d'ordre général, pouvant s'appliquer à tous les Juifs ; l'autre, commençant aux règles relatives au tribut sacré, et qui concerne entièrement les colonies judaïques. L'historien juif les a fondues en une seule pour n'en faire qu'un décret².

1. Voir *supra*, p. 21.

2. Il y a peut-être là l'explication de l'absence du chiffre marquant le nombre de fois dont Auguste fut investi de la puissance tribunitienne. Josèphe se sera trouvé en présence des deux textes portant

Cette modification a du reste un intérêt limité. En revanche, le reste du décret nous apparaît comme plus que douteux. D'abord on ne comprend pas cette parenthèse qui s'ouvre entre l'exposé des délits et la menace d'une peine sévère. Si Auguste jugeait bon d'indiquer où serait conservée sa décision, il n'avait qu'à le faire tout à fait à la fin après avoir dit ce qu'il avait à dire. D'autant plus que l'inscription du texte à Ancyre est accessoire ; en première ligne on gravera un décret à la louange du proconsul C. Marcus Censorinus ¹ et d'Auguste le philanthrope ; nous ignorons d'ailleurs ce que c'est que ce décret rendu par les Juifs, probablement une nouvelle flatterie. Les termes eux-mêmes jurent dans cet acte officiel ; comment comprendre qu'Auguste rappelle aux Juifs qu'à Ancyre, toute l'Asie, d'un même élan, lui bâtit un temple ? Était-il nécessaire que, tel un guide consciencieux, il eût à les renseigner sur la célébrité de ce lieu ? Et enfin la phrase finale, où il est dit que celui qui enfreindra les dispositions portées ne sera pas puni d'une peine légère, est de forme aussi peu romaine que possible. Puisqu'il s'agit ici d'une *poena* au sens propre du mot, ou l'acte qui crée le délit devait en même temps fixer le chiffre de l'amende, ou il devait laisser au juge le soin d'apprécier les faits et de fixer la peine, soit en toute liberté, soit dans les limites d'une *taxatio* ². Nulle part on ne rencontre l'établissement d'une peine caractérisée par

une indication différente ; au lieu d'indiquer dans son texte refondu un des deux chiffres, l'un comme l'autre mi-parti vrai, mi-parti faux, il se sera simplement abstenu.

1. Marcus Censorinus dont il est question ici fut consul en 8/746 (*Realencyclop.*, v^o CENSORINUS, § 2). Il fut proconsul d'Asie aux environs du début de l'ère chrétienne.

2. E. Perrot, *L'appel dans la procédure de l'ordo judiciorum*, p. 43 et suiv., Paris, 1907.

des mots aussi vagues : elle sera sévère ou elle sera légère. Le droit ne permet pas de semblables formules.

Pour nous donc, cette fin du texte de Josèphe constitue un faux. En réalité, il a voulu, pour rendre sa démonstration plus évidente, citer ses sources et ses auteurs, quitte au besoin à donner à ses documents plus de précision qu'ils n'en comportaient. Lui-même avoue que s'il rapporte les décisions que nous avons étudiées, c'est bien moins en historien qu'en polémiste : il veut convaincre les Grecs que jamais sa nation n'a été empêchée par les magistrats romains de vivre conformément aux lois de ses ancêtres ¹. Il est dès lors forcément à craindre que, cherchant à faire une preuve, il ait été tenté de tirer des textes plus qu'ils ne pouvaient lui donner ².

Nous croyons toutefois établi que, sous Hérode surnommé le Grand, les Juifs vécurent indépendants et affranchis de toute intervention étrangère. Auguste lui-même l'aurait reconnu, en permettant à Hérode de désigner celui de ses fils qu'il préférerait comme successeur au trône ³, et il n'y

1. Jos., *Ant.*, XVI, 6, § 8.

2. On aura peut-être remarqué que nous avons examiné les décisions des magistrats romains dans un ordre autre que celui de Josèphe. Il donne en effet la lettre d'Auguste à Norbanus Flaccus, la communication qui en est faite par ce dernier aux magistrats de la Sardaigne, les lettres de Jullus Antonius et d'Agrippa au sénat d'Éphèse, immédiatement après la décision d'Auguste, qui apparaît ainsi comme le texte de principe d'où les autres seraient découlés. En réalité il n'en est rien : d'après les magistrats qui y sont nommés, ces derniers se placent entre 33/721 et 2/752, tandis que le décret d'Auguste, qu'on aurait pu d'abord situer en 12/742, date où celui-ci est nommé grand-prêtre, se trouve, selon Josèphe lui-même, reporté en 10 après J.-C., date à laquelle est bâti le temple d'Ancyre (Ferrero, *op. cit.*, p. 309 et suiv.). En sorte que c'est l'historien juif lui-même qui enlève à son texte le caractère de généralité dont il l'avait en apparence revêtu.

3. Josèphe affirme qu'Auguste aurait été jusqu'à le déclarer

a pas de raison pour rejeter cette indication, puisqu'il est certain que ce fut par testament qu'il divisa son royaume entre ses trois fils : Archélaüs qui eut, avec le titre de roi, la Judée, la Samarie et l'Idumée ; Hérode Antipas qui, comme tétrarque, obtint la Galilée et la Pérée ; Philippe à qui échut la partie septentrionale, et enfin sa sœur Salomé¹. Sans doute il prescrivait que son testament serait confirmé par Auguste ; mais, outre la question de déférence, il voulait que Rome maintînt l'ordre de choses approuvé par elle². Pour y décider Auguste, Hérode lui laissait ainsi qu'à Livie de grosses sommes d'argent. Cette ratification fut d'ailleurs laborieuse ; dès la mort de son père, Hérode Antipas était accouru à Rome avec un premier testament qui le désignait comme roi ; de son côté, Archélaüs inquiet était venu lui aussi à Rome plaider sa cause ; les deux

maître de son royaume et de ses enfants : καὶ τῆς βασιλείας καὶ τῶν παίδων κρατεῖν, *Ant.*, XVI, 4, § 5. (Il faut toutefois remarquer qu'en donnant à Hérode le choix de son successeur, il enlevait au grand Sanhédrin de Jérusalem une de ses attributions les plus importantes, celle de désigner le roi.) Bien plus, après la mort d'un personnage nommé Zenodorus, Auguste donna à Hérode les territoires placés sous son autorité. En outre, selon la version des *Ant.*, XV, 10, § 3, il fut enjoint aux procureurs τοῖς ἐπιτροπεύουσι de n'agir qu'après avoir pris l'avis d'Hérode ; d'après *B. J.*, I, 20, § 4, il aurait été nommé procureur, ἐπίτροπος, de toute la Syrie, de sorte qu'il n'était pas permis aux procureurs de faire un acte d'administration sans l'avis d'Hérode. Nous reconnaissons qu'il nous est impossible de donner une explication satisfaisante de ces textes ; d'autant qu'il apparaît invraisemblable qu'un roi étranger ait pu avoir à intervenir dans l'administration d'une province romaine, surtout comme supérieur de fonctionnaires romains.

1. Jos., *Ant.*, XVII, 8, § 1.

2. Ferrero, *op. cit.*, VI, p. 203. La mort d'Hérode le Grand est de l'année 4/750. Quant à la nécessité de la confirmation, c'est Archélaüs qui la reconnaît (Jos., *Ant.*, XVII, 8, § 4. *B. J.*, II, 4, § 1. D'autre part, devant Auguste, il lui est reproché d'avoir, avant sa confirmation, solutionné des affaires, comme s'il était roi (Jos., *Ant.*, XVII, 9, § 5).

frères demandèrent à Auguste d'être leur arbitre. Celui-ci convoqua un conseil de sénateurs, qui décida de valider le second testament, celui qui laissait tant d'argent à Auguste et à Livie ¹. A peine cette décision était-elle prise, qu'à l'occasion de la fête de la Pentecôte, une grave révolte éclata à Jérusalem ; malgré les conseils de Quintilius Varus, gouverneur de la Syrie, un procureur impérial, Sabinus, voulut occuper Jérusalem avec des troupes pour garder les trésors d'Hérode le Grand et les dix millions que celui-ci avait laissés à Auguste ². Les humiliations que souffrirent les Juifs les exaspérèrent au point que tout le pays se souleva et que Varus dut venir avec toutes les légions de la province de Syrie au secours de Sabinus ; de toute part des bandes de brigands surgirent ³ et le proconsul, pour réprimer cette révolution, dut accepter l'aide de cavaliers et de fantassins fournis par le roi d'Arabie ⁴. A grand'peine Varus pacifia le pays et il se rendit si exactement compte de la gravité du mouvement que, l'ordre rétabli tant bien que mal, il laissa partir pour Rome une délégation chargée de demander à Auguste le droit de vivre conformément aux lois ⁵ de son pays.

Et nous assistons alors à une scène étrange : cette nation oublie ses luttes d'hier avec les Romains, pour ne plus se souvenir que de la tyrannie d'Hérode, de sa cruauté, du crime triomphant perpétuellement à sa cour, de son luxe, de sa prodigalité que paient des impôts écrasants ⁶, et les cinquante délégués, escortés de plus de mille Juifs, réclament

1. Jos., *Ant.*, XVII, 9.

2. Id., *ibid.*, XVII, 10, § 1.

3. Id., *ibid.*, XVII, 10, §§ 2 et 8.

4. Id., *ibid.*, XVII, 10, § 9.

5. Id., *ibid.*, XVII, 11, § 1.

6. Id., *ibid.*, XVII, 11, § 2 ; B. J., II, 6, § 2. Cf. *Ant.*, XVII, 9, § 4.

l'abolition de la monarchie, l'annexion de la Palestine à l'empire romain et son organisation en province romaine : « Ἦν δὲ κεφάλαιον αὐτοῖς τῆς ἀξιώσεως, βασιλείας μὲν καὶ τοιῶν δὲ ἀρχῶν ἄπηλλαχθαι, προσθήκην δὲ Συρίας γεγονότας ὑποτάσσεσθαι τοῖς ἐκεῖσε πεμπομένοις στρατηγοῖς ¹. Parmi leurs principales réclamations, se trouvait la demande d'être affranchis de la royauté ou d'une semblable autorité et, ayant été annexés à la Syrie, d'être placés sous le gouvernement des fonctionnaires qui y étaient affectés. » Comme on l'a dit, pour échapper à la famille d'Hérode, la Palestine courait cacher sa tête dans le sein de Rome ² !

Auguste ne se laissa pas persuader ; il ne réduisit pas la Palestine en province romaine, mais d'autre part, il n'exécuta pas absolument le testament d'Hérode le Grand. Après quelques jours de réflexion, il désigna Archélaüs comme ethnarque des provinces que son père lui avait laissées, réservant l'avenir et promettant le titre de roi, si les vertus d'Archélaüs paraissaient l'en rendre digne ³. Il est probable que les faits ne répondirent pas à l'attente d'Auguste, car jamais il n'accorda à Archélaüs le titre de roi. Bien plus, dix ans après, les principaux des Juifs et des Samaritains se plaignirent de la tyrannie et de la cruauté de l'ethnarque ; appelé à Rome, il ne put se disculper, fut déposé, exilé à Vienne dans les Gaules ⁴ et son royaume confisqué fut

1. Cf. Graetz, *Histoire des Juifs*, tr. fr., t. II, p. 233 et 236. Paris, 1884.

2. Ferrero, *op. cit.*, VI, p. 209.

3. Jos., *Ant.*, XVII, 11, § 4, et B. J., II, 6, § 3. Pour marquer la nature du pouvoir exercé par Archélaüs, Josèphe emploie les mots de ἀρχὴ, *Ant.*, XVII, 13, § 2, et de ἐθναρχία, *Ant.*, XVII, 13, § 1 ; B. J., II, 7, §§ 3 et 4 ; 9, § 1. Le dernier terme ne nous apprend rien de plus que le titre accordé par Auguste et le premier est trop vague pour nous fournir quelques renseignements sur l'étendue des pouvoirs d'Archélaüs.

4. Id., *ibid.*, XVII, 13, § 2. Dion Cassius, LV, 27, rapporte l'évé-

annexé à l'empire romain : le vœu de la délégation juive de l'an 4/750 était exaucé ¹.

II. La Judée province procuratorienne romaine.

Les renseignements que nous possédons sur l'annexion proprement dite sont peu nombreux. Ici encore Josèphe est la source principale. Sans parler de textes vagues où il est dit que les Romains s'emparèrent de la principauté d'Archélaüs ², les fragments intéressants sont les suivants :

α) « Or, la contrée d'Archélaüs ayant été réunie à la Syrie, un personnage consulaire, Quirinus, fut envoyé par Auguste pour faire le recensement des biens possédés en Syrie et prendre possession de la fortune d'Archélaüs ³. »

β) « Or, Quirinus, personnage sénatorial, qui avait occupé toutes les magistratures et, par degrés successifs, était arrivé jusqu'au consulat, homme que toutes ces dignités mettaient

nement en ces termes : "Ο τε Ἡρώδης ὁ Παλαιστίνος, αἰτίαν τινὰ ὑπὸ τῶν ἀδελφῶν λαβὼν, ὑπὲρ τὰς ἑκατὸν ἔτη ἡλικίας ὑπερῶρισθη καὶ τὸ μέρος τῆς ἀρχῆς αὐτοῦ ἐδημοσιώθη. Il y a certainement erreur sur le nom ; quant à la question de savoir quel fut l'instigateur de la plainte portée à Auguste, il est très possible qu'Hérode ait poussé les principaux des Juifs à intervenir, espérant peut-être avoir une partie du royaume d'Archélaüs. En tout cas, au nom de la ville près, les renseignements concordent sur l'exil au delà des Alpes. On peut se demander seulement d'où vient la divergence relative à l'étendue du territoire confisqué.

1. Jos., *Ant.*, XVII, 13.

2. C'est ainsi qu'aux *Ant.*, XVIII, 4, § 3, il est dit : « De la même façon qu'Hérode, agissait son fils Archélaüs qui lui avait succédé comme roi ; les Romains ayant pris possession de son royaume... » Des textes semblables, abstraction faite de l'erreur relative à la royauté, sont inutilisables ; ils signalent un fait matériel connu, sans indication aucune sur la manière dont il fut accompli.

3. Jos., *Ant.*, XVII, 13, § 5.

en vue, Quirinus, avec quelques compagnons, se rendit en Syrie, envoyé par Auguste pour rendre la justice et recenser les fortunes. En même temps que lui fut envoyé Coponius, qui appartenait à l'ordre équestre, et qui devait gouverner les Juifs avec plein pouvoir sur tous. Quirinus l'accompagna en Judée devenue dépendance de la Syrie, pour recenser les biens des Juifs et prendre possession de la fortune d'Archélaüs ¹. »

γ) « La contrée d'Archélaüs ayant été réduite en province romaine, un procurateur d'ordre équestre, Coponius, fut envoyé, après avoir reçu de César Auguste une autorité allant jusqu'au droit de vie et de mort ². »

Dès l'abord, de ces trois textes résulte une contradiction : les deux premiers affirment que la Judée fit partie intégrante de la province de Syrie ; d'après le troisième, il semble bien qu'elle ait constitué une province indépendante gouvernée par un procurateur de rang équestre, et possédant le *jus gladii*.

En faveur de la seconde opinion, on peut invoquer deux textes de Tacite. Celui-ci sépare d'abord la province de Syrie et la province de Judée : *et provinciae Suria atque Judaea* ³ ; dans un second passage, il désigne la Judée nettement comme une province indépendante : *Judaeam provinciam* ⁴. Bien plus, nous savons à quelle époque se produisit la réunion de la Judée et de la Syrie en une seule province, ce fut après la mort du roi Agrippa II : *Et Judaei, defunctis regibus Sohaemo atque Agrippa, provinciae*

1. Jos., *Ant.*, XVIII, 4, § 1.

2. Id., *B. J.*, II, 8, § 1. Cf. Baeck, *op. cit.*, p. 131, et Langen, *Juedisches Synedrium und roemische Procuratur in Judaea*, I, § 2, dans *Theologische Quartalschrift*, 1862, p. 416 à 432, Tuebingen.

3. Tacite, *Ann.*, II, 42.

4. Id., *Hist.*, V, 9.

Suriae additi ¹. Parlant de Claude, Suétone nous dit que cet empereur plaça un affranchi Félix à la tête de la province de Judée : *Felicem quem cohortibus et alis provinciaeque Judaeae praeposuit* ², et, si Strabon ³ nous dit que la Judée est comprise dans la Syrie, il ne faut voir là qu'une indication de géographie physique, sans aucun rapport de lien politique entre les deux pays.

Marquardt ⁴ a cependant pensé que le procureur de Judée « reconnaissait l'autorité du gouverneur de Syrie, auquel il se trouvait subordonné, à qui il était réduit à demander des secours militaires, et devant lequel il était responsable ». A l'appui de sa thèse, il rappelle que le procureur Pontius Pilatus fut déposé par le légat de Syrie, Vitellius, sur la plainte de la βουλή de Samarie et que le gouverneur Quadratus procéda de la même façon.

Examinons ces deux faits : à la suite d'un incident réprimé très durement par le procureur ⁴ de Judée, L. Pontius Pilatus, le sénat de Samarie porta plainte à Vitellius, gouverneur de Syrie, qui, selon Marquardt, déposa le procureur ⁵. En réalité le texte ne dit rien de cela : « Le tumulte apaisé, le sénat de Samarie se transporta devant Vitellius, personnage consulaire et gouverneur de la Syrie, pour accuser Pilate du meurtre de ceux qui avaient été tués... Et Vitellius, après avoir envoyé en Judée son ami Marcellus en qualité de gouverneur (ἐπιμελητής), ordonna à Pilate de gagner Rome pour qu'il fût statué par l'empereur sur les griefs des Juifs. Pilate s'en alla donc à Rome,

1. Tacite, *Ann.*, XII, 23.

2. Suétone, *Claude*, 28.

3. Strabon, XVI, 2, § 21.

4. Marquardt, *Org.*, II, p. 356 et note 2. — Cf. Goyau, *Chronologie de l'empire romain*, p. 43, Paris, 1891.

5. Jos., *Ant.*, XVIII, 4, § 2.

après avoir passé dix années en Judée, accablé par les rapports de Vitellius, auxquels il lui était impossible de répondre. » Donc la révocation de Pilate n'est pas l'œuvre de Vitellius et il semble qu'on ne puisse dire que le procureur de Judée est le subordonné du gouverneur de Syrie, en s'appuyant sur un prétendu droit de révocation qu'aurait celui-ci.

On peut objecter, il est vrai, que, si Pilate dépendait uniquement de l'empereur, s'il était, comme Vitellius, gouverneur de province, on ne comprendrait pas que la réclamation soit portée à celui-ci, que Vitellius fasse un rapport sur un collègue indépendant, lui donne des ordres et désigne son remplaçant ; il y a là des signes très nets de subordination d'un personnage à l'autre. L'explication est dans la situation particulière de Vitellius ; ce n'est pas le gouverneur de Syrie qui commande au procureur de Judée ; c'est le délégué particulier de l'empereur. Tacite est formel : *cunctis quae apud orientem parabantur L. Vitellium praefecit* ¹. En plus de son gouvernement, Vitellius a un pouvoir général de surveillance sur les hommes et les choses d'Orient et c'est par là que s'explique son intervention dans un démêlé entre un procureur et ses administrés.

Il en est identiquement de même pour Ummidius Quadratus. Une querelle s'élève entre Samaritains et Juifs ; le procureur Ventidius Cumanus ² se laisse gagner par l'argent des premiers et fait combattre ses troupes en leur faveur ³. Les Juifs se rendent à Tyr pour se plaindre au

1. Tacite, *Ann.*, VI, 32.

2. Il fut procureur de Judée de 48 à 52. Marquardt, *Org.*, II, p. 359.

3. Jos., *Ant.*, XX, 6, § 1, et B. J., II, 12, § 1. — Cf. Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 114.

gouverneur de Syrie, Ummidius Quadratus, qui, après enquête faite sur place, ordonne à Cumanus et au tribun Celer de se rendre à Rome pour être jugés par Claude ¹. En réalité Quadratus sortait de ses attributions de gouverneur; il agissait en vertu de pouvoirs à lui spécialement conférés : *Claudius... jus statuendi etiam de procuratoribus dederat* ².

Ainsi dans les deux circonstances invoquées par Marquardt, non seulement l'intervention du gouverneur de Syrie n'est pas de l'essence normale de sa fonction, mais bien au contraire, c'est en vertu, ou de pouvoirs généraux plus étendus, ou d'une autorité spécialement conférée pour la circonstance que s'explique le rôle particulier de ce magistrat. A contrario donc et en tenant compte des textes affirmatifs, nous croyons que la Judée a constitué une province indépendante de la Syrie, sous l'autorité d'un personnage de rang équestre ³.

Ce gouverneur porte à l'ordinaire le titre de *procurator*,

1. Jos., *Ant.*, XX, 7, § 2.

2. Tacite, *Ann.*, XII, 54. — Sur l'intervention de Vitellius et de Quadratus, cf. Hoeck, *Roem. Gesch.*, I, 2, p. 202 et suiv.

3. Tacite, *Hist.*, V, 9, affirme que *Claudius... Judaeam provinciam equitibus romanis aut libertis permisit*. Hirschfeld (*Die Kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis Diocletian*, p. 380, Berlin, 1905) voit dans ce passage de Tacite l'idée que Claude admit comme procurateurs de Judée des affranchis aussi bien que des chevaliers. Si cette interprétation est la vraie (et elle apparaît bien comme seule vraisemblable), Hirschfeld a complètement raison de reprocher à Tacite cette généralisation hâtive. Car parmi les procurateurs qui se sont succédé en Judée, seul Félix, sous qui fut d'abord accusé Paul de Tarse, ne se trouva pas être de naissance libre. On peut donc dire en principe que les procurateurs de Judée furent des personnages de rang équestre; cela est si vrai que Tacite, parmi les provinces gouvernées par des chevaliers, cite : *duae Mauritaniae, Raetia, Noricum, Thraecia et quae aliae procuratoribus cohibentur...* (*Hist.*, I, 11). Sur les rapports de la Judée et de la Syrie, cf. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 407 et suiv.

ἐπίτροπος, ce qui tendrait à démontrer qu'il est avant tout un administrateur financier¹. Mais cette dénomination n'est pas la seule employée : tantôt dans un sens militaire, il est appelé ἱππάρχης², tantôt dans un sens général ἐπιμελητής (qui est chargé de)³, ou ἡγεμῶν⁴, tantôt enfin ἑπαρχος qui correspond à *praefectus*, avec une signification toute spéciale⁵. Cette dernière dénomination est en effet celle du chevalier qui gouverne l'Égypte et Hirschfeld⁶ pense que la Judée est organisée comme l'Égypte, qu'Auguste a fait de l'une comme de l'autre « une propriété de sa maison ou de sa cassette⁷ », qu'il y a un *praefectus Judaeae* comme il y a un *praefectus Aegypti*, qui gouvernent l'un et l'autre le pays comme propriété particulière de l'empereur, et font rentrer les impôts pour

1. a) *Procurator*. Tacite, *Ann.*, XV, 44. *Auctor nominis ejus Christus, Tiberio imperitante, per procuratorem Pontium Pilatum, supplicio affectus erat.* (*Ann.* XII, 54).

b) Ἐπίτροπος. α) pour ἐπίτροπος, Jos., *Ant.*, XV, 11, § 4; XX, 6, § 2. — *B. J.*, I, 10 § 3, 20 § 4; II, 8 § 1, 9 § 2, 11 § 6, 12 § 8, 16 § 4, 18, 21 § 3; VI, 4 § 3, 6 § 6.

β) pour ἐπιτροπῆς, ἐπιτροπήν. Jos., *Ant.*, XX, 5, § 1. — *B. J.*, II, 12 § 1, 14 § 1.

γ) pour ἐπιτροπεύειν, ἐπιτροπεύοντος. *Fl. Josephi vita*, § 3; *Ant.*, XX, 5, § 1. — Cf. Mueller, *Pontius Pilatus der 5 procurator von Judaea und Richter Jesu von Nazareth*, p. 12 et suiv. Stuttgart, 1888. — Graetz, *op. cit.*, p. 249.

2. Jos., *Ant.*, XVIII, 6, § 10.

3. Id., *ibid.*, XVIII, 4, § 2.

4. α) ἡγεμῶν, Jos., *Ant.*, XVIII, 1, § 1.

β) ἡγησόμενος, Jos., *Ant.*, XVIII, 3, § 1.

5. ἑπαρχος, Jos., *Ant.*, XVIII, 2, § 2; XIX, 9, § 2; XX, 9, § 1. — *B. J.*, VI, 5 § 3. On comprendra que nous ne puissions tenir compte dans ce travail de dénominations semblables à celle employée par Paul Orose, *Hist.*, VII, 4, § 5, qui appelle Pilate *praeses Palaestinae provinciae*.

6. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 384 et 385, ou dans *Sitzungsberichte der Berliner Academie*, 1889, p. 425-427.

7. Marquardt, *Org.*, II, p. 405.

qu'ils aillent grossir la caisse privée de celui-ci : les empereurs sont en Égypte les successeurs de la dynastie nationale ; en Judée ils seraient les continuateurs de la famille d'Hérode.

Ces conclusions, qu'Hirschfeld n'a guère basées que sur une similitude de titres des gouverneurs, ἑπαρχος, nous paraissent exagérées. D'une part d'abord, nous avons vu que cette dénomination n'est pas la plus fréquente pour la Judée. Le terme le plus ordinairement usité est *procurator* ou ἐπίτροπος ; sans compter que pour l'Égypte le gouverneur n'est pas toujours désigné par ἑπαρχος ; on rencontre également ἡγεμὼν, ὑπαρχος, ἄρχων Αἰγύπτου¹. La similitude de nom est par conséquent loin d'être concluante. — D'autre part, la situation particulière de l'Égypte dans l'empire romain s'explique par des circonstances de fait qui ne se retrouvent pas absolument en Judée ; sans doute l'intransigeance des deux peuples en matière de religion devait conduire les Romains à se montrer, pour l'un comme pour l'autre, très tolérants à cet égard ; mais, si la position de la Judée est stratégiquement importante par rapport aux Parthes, il n'y a pas à craindre, comme en Égypte, que le soulèvement possible d'un gouverneur devienne, pour la tranquillité de Rome et la sûreté de l'empereur, un danger permanent. L'Égypte en outre est le grenier de Rome, la population romaine a besoin de ses blés et il faut une organisation qui tienne compte de cette perpétuelle nécessité.

Enfin et surtout, alors que pour la Judée nous ne trouvons aucune trace d'une situation particulière, les témoi-

1. Dion Cassius, LIII, 29 ; LIV, 49 ; LXIII, 48 ; LXXI, 28. — Cf. Marquardt, *Org.*, II, p. 407, note 1.

gnages abondent pour l'Égypte. Auguste, avons-nous dit, est considéré comme le successeur de la dynastie nationale : *Aegyptum copiasque, quibus coaceretur, jam inde a D. Augusto equites romani obtinent loco regum* ¹. — Ὁ μὲν οὖν πέμφθεις (le gouverneur) τὴν τοῦ βασιλέως ἑχρεῖ τάξιν ². — L'Égypte n'est ni province sénatoriale, ni province impériale, mais fait partie du domaine particulier de l'empereur : *provinciam aditu difficilem, annonae fecundam...*, *domi retinere* (Auguste), c'est-à-dire dans son domaine privé auquel s'oppose *respublica*. Parlant de Tibère, Philon appelle l'Égypte τὸ μέγιστον αὐτοῦ τῶν κτημάτων, le plus grand de ses biens ³. Cette organisation spéciale est donc formellement établie par des auteurs dignes de foi, dont personne n'a jamais mis en doute le témoignage ; pour la Judée, ni raisons de pratique, ni inscriptions, ni auteurs ne parlent en faveur de l'assimilation de son régime à celui de l'Égypte. Que si, dès lors, à la similitude de titre ne doit pas correspondre une similitude de régime, peu importe d'établir que le gouverneur de la Judée est un ἐπίτροπος ou un ἐπαρχος ; autant vaut s'en tenir à cette idée que la Judée est une province impériale confiée à une personne de rang équestre qui est très vraisemblablement un procurateur ⁴.

1. Tacite, *Hist.*, I, 11. — On pourrait même opposer à ce passage le texte de Josèphe, *Ant.*, XVIII, 4, § 3, où, parlant d'Archélaüs, il est dit : « les Romains, Ῥωμαῖοι, ayant pris possession de son royaume... »

2. Strabon, XVII, 1, § 12.

3. Philon d'Alexandrie, *Adv.* ou *In Flaccum*, XIX (II, p. 540, éd. Mangey).

4. D'ailleurs le *praefectus Aegypti* est lui aussi un procurateur dont il porte parfois le nom et occupe toujours la fonction (Marquardt, *Org.*, II, p. 406, n. 1, citant, pour le nom, *Philo, In Flacc.*, I (II, p. 517, éd., Mangey) ἐπίτροπος Ἀλεξανδρείας καὶ τῆς χώρας et, pour la fonction, *procuratio*, Suétone, *Néron*, 35, et Tacite, *Ann.*, XII, 60). — Cf. Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 93.

La fonction primordiale du procureur dans les provinces impériales, qu'il soit adjoint à un gouverneur de province ou que lui-même en ait le titre, est d'ordre financier. « Procureur (ἐπίτροπος), dit Dion Cassius, c'est le nom de ceux qui reçoivent les revenus publics et font les dépenses prescrites ¹. » Si, dans une province, c'est la régie directe qui est employée, le procureur s'occupe avec ses subordonnés de faire rentrer l'impôt. Si les impositions sont affermées, le procureur conclut le contrat de ferme; il remplit alors les fonctions d'inspecteur et de receveur de la ferme ². Dans les deux hypothèses, c'est lui qui paie les dépenses, solde des troupes, traitement des employés, etc... Comme complément de cette organisation, il y a dans chaque province d'une part un bureau central, *tabularium*, dans lequel sont conservés les documents du cadastre, les listes du cens, et d'autre part un *fiscus provinciae* qu'alimente le produit ou de la ferme ou des impôts et sur lequel on prélève les sommes dues; le surplus est envoyé à Rome ³.

Le gouverneur de la Judée, par son titre même, a donc l'administration financière du pays. Les impôts y faisaient-

1. Dion Cassius, LIII, 15.

2. Marquardt. *L'organisation financière chez les Romains*, tr. fr., p. 397, Paris, 1888.

3. Marquardt, *Org. fin.*, p. 397. L'expédition à Rome de la différence entre les recettes et les dépenses va de soi-même; l'auteur a cru devoir cependant appuyer son affirmation sur un texte de Dion Cassius, LVII, 10, où il est dit que le fonctionnaire des finances en Égypte envoya à Tibère une somme plus forte que celle qui était prévue; à quoi Tibère aurait répondu par la phrase célèbre: un pasteur tond ses brebis et ne les écorche pas. Selon nous ce texte ne démontrerait rien en dehors de l'Égypte, si l'affirmation de Marquardt ne s'établissait d'elle-même. Car nous avons vu qu'en Égypte, les revenus appartiennent en particulier à l'empereur; ils ne tombent pas dans la même caisse que les revenus des autres provinces impériales; les règles de l'administration financière en Égypte sont plutôt de droit privé que de droit public.

ils l'objet d'un contrat de ferme, ou étaient-ils perçus directement? Étaient-ils dus en argent ou en nature? Nous l'ignorons¹ ; la seule chose certaine c'est qu'avec la transformation de la principauté d'Archélaüs en province romaine le tribut avait été rétabli, et non pas seulement la contribution volontaire que les Juifs payaient chaque année au temple de Jérusalem, mais un tribut récongnitif de la puissance romaine, le *stipendium* proprement dit. De ce fait nous avons de nombreuses preuves. C'est d'abord l'interrogation faite à Jésus sur le point de savoir si l'on doit payer le tribut et dans sa réponse, l'allusion évidente faite aux Romains et à l'empereur². C'est ensuite, dès le premier procurateur, le soulèvement que tente le Galiléen Judas, traitant les Juifs de lâches s'ils consentent à payer le tribut (φόρον) aux Romains et à reconnaître ainsi des maîtres à côté de Dieu³. C'est enfin, à l'annexion de la Judée,

1. Notre affirmation d'ignorance est peut-être un peu absolue. Lorsque, en effet, les Pharisiens interrogent Jésus sur la légitimité du tribut, le Christ demande à voir la pièce qu'on donne comme tribut, et on lui présente un denier (Matthieu, xxii, 19). Nous savons donc qu'au moins une portion du tribut était payée en argent et qu'il comprenait probablement un impôt de capitation. — De même quand Jésus s'adjoint Matthieu, et qu'il mange dans la maison de ce percepteur d'impôts, les Pharisiens lui font reproche d'être entouré de publicains, *τελώναι*, ce qui paraîtrait indiquer que les impôts étaient affermés à des sociétés de publicains (Matth., ix, 10).

2. Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 96, affirme que la petite monnaie, frappée dans le pays, porta uniquement le nom de l'empereur, mais que, pour respecter les scrupules des Juifs, on ne grava jamais son image. Jésus, cependant, quand on lui présente le denier du tribut demande non seulement de qui est l'inscription mais aussi de qui est l'image. Il faudrait donc, pour ne pas contredire Mommsen, admettre que le denier d'argent, dont la valeur varia de 10 à 16 as, ne rentrait pas dans la petite monnaie. Il est vrai qu'on pourrait encore se demander pourquoi on avait respecté les scrupules religieux des Juifs pour la petite monnaie et pourquoi on en avait fait abstraction pour les pièces de plus grande valeur.

3. Jos., *B. J.*, II, 8, § 1.

l'organisation par Quirinus d'un *census* destiné à fixer l'assiette de l'impôt¹. Et nous avons la preuve certaine que l'intention d'Auguste était moins de savoir combien d'habitants, par l'annexion de la Judée, s'ajoutaient à l'empire que de connaître leurs ressources pour fixer l'imposition. Par trois fois Josèphe le répète : Quirinus fut envoyé ἀποτιμησομενός τὰ ἐν Συρίᾳ — τιμητῆς τῶν οὐσιῶν γενησόμενος — ἀποτιμησομενός τε αὐτῶν τὰς οὐσίας², pour évaluer les fortunes et les biens.

1. Jos., *Ant.*, XVIII, 1, § 1 in fine. Le recensement dont nous parlons est celui qui fut opéré par Quirinus au moment où Coponius prit possession de son poste en Judée et auquel il est fait allusion aux *Actes*, v, 37. Nous n'avons pas à entrer dans la discussion portant sur le point de savoir si le recensement, qui fut l'origine de la révolte de Judas le Galiléen, doit être confondu avec le dénombrement de tout l'empire qui aurait été ordonné par Auguste vers l'année 4/750 et correspondrait à la naissance du Christ (Luc, II, 1), ou si l'on se trouve en présence de deux événements distincts. La question, en effet, peut présenter un gros intérêt au point de vue de l'histoire évangélique, selon laquelle Jésus est né à Bethléem, à l'occasion de ce recensement général qui avait amené dans cette ville Joseph et Marie ; mais au point de vue de l'organisation de la Judée il est intéressant seulement de relever qu'à la chute d'Archélaüs, survenue en l'an 6, Quirinus procéda à l'organisation d'un *census* pour servir de base au tribut. Un recensement opéré dix ans auparavant, Hérode étant encore roi, n'aurait guère eu qu'un intérêt de statistique ; pour le faire, il aurait fallu l'autorisation expresse du roi et il n'aurait servi qu'à fixer le nombre de personnes en rapport avec Rome soit comme sujets dépendants soit comme alliés : ce serait un dénombrement plutôt qu'un recensement. Sur ce point, cf. Huschke, *Ueber den zur Zeit der Geburt Jesu Christi gehaltenen Census*. Breslau, 1840. Du même, *Ueber den Census und die Steuerverfassung der frueheren roemischen Tributsteuern*, Berlin, 1847 ; A. W. Zumpt, *Das Geburtsjahr Christi*, Leipzig, 1869 ; Schuerer, *Geschichte des juedischen Volks*, t. I, tout le chap. intitulé : Le recensement quirinien.

2. Id., *Ibid.*, XVII, 13, § 5 ; XVIII, 1, § 1. De Josèphe, le mot de Syrie n'a rien qui doive surprendre ; il vient de déclarer, en effet, à tort selon nous, que la Judée est devenue partie intégrante de la province de Syrie.

Les Juifs donc payent un tribut et le procureur est à la tête de l'organisation financière de la province. Mais, alors que c'est là toute sa fonction dans les provinces importantes, où le gouverneur est un proconsul ou un propréteur, dans les cercles de moindre étendue comme la Judée, *le procureur joint à ses fonctions financières celles d'un véritable gouverneur, armé qu'il est du jus gladii et pourvu d'un commandement militaire.*

Le procureur a sous ses ordres les troupes qui stationnent dans la province. En plaçant Félix à la tête de la Judée, Claude, par là-même et en même temps, lui donne le commandement de l'infanterie et de la cavalerie qui y séjournent ¹. Mais, tandis que nous trouvons, à l'époque d'Hérode, une légion cantonnée à proximité de Jérusalem, « pour protéger le roi, ἐπὶ φρουρᾷ τῆς βασιλείας ² », dans la Judée province romaine, nous n'en rencontrons plus que des troupes auxiliaires ³, la cavalerie formée en *alae*, l'infanterie en *cohortes*. Ces troupes sont constituées par des soldats pris parmi les populations non juives de la Palestine et sont dénommées d'après les peuples qui les forment ⁴ ; c'est ainsi que le contingent de cavalerie placé sous les ordres du procureur de Judée est constitué par l'*ala I gemina Sebastenorum* ⁵, à laquelle il faut ajouter cinq cohortes d'infanterie, pour avoir signalé le corps d'occupation de la Judée. De ces cinq cohortes, une seule stationnait à Jérusalem ; c'est à elle que fait allusion Josèphe quand il parle

1. Suétone, *Claude*, 28. Cf. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 380 et note 2.

2. Jos., *Ant.*, XV, 3, § 7.

3. Schuerer, *op. cit.*, p. 459, et Hirschfeld, *op. cit.*, p. 395.

4. Cette règle n'est pas spéciale à la Judée. Cf. *Fuehrer durch das Provinzialmuseum zu Bonn*, p. 42, 16304, et *U.* 99, Bonn, 1904.

5. De Sébasté, le nom romain de Samarie.

d'un τάγμα occupant le fort Antonia ¹. Quant aux officiers qui commandaient à ces cohortes, les noms, qui nous sont parvenus, paraissent indiquer que, comme les troupes, les cadres étaient d'origine orientale : le tribun mis à mort à la suite de l'incident où Quadratus intervint s'appelait Celer et celui qui eut affaire dans le procès de Paul de Tarse était un certain Claudius Lysias, avouant que sa qualité de citoyen romain lui avait coûté beaucoup d'argent ².

En sorte que le procurateur de Judée avait à sa disposition, contre les ennemis du dehors et les émeutes du dedans, peu d'hommes et des soldats peu sûrs, parce que du pays, encadrés par des officiers de la région et rattachés à Rome par le seul lien de la cité. Cette insuffisance en nombre et en qualité se fit bien sentir, quand toute la Judée se souleva pour son indépendance ; même aux légions de Syrie ³ il fallut l'adjonction de la valeur de Vespasien, beaucoup de temps, de grandes souffrances, sans compter les rivalités et les divisions de l'adversaire.

Parce que le procurateur a dans ses mains la force, il ne faudrait pas croire que tout, dans le fonctionnement de la province, se réfère à lui, qu'il cumule les pouvoirs et intervient dans toutes les sphères d'activité. En réalité l'annexion n'apporte que les transformations nécessaires et par elle, les institutions, existantes en droit auparavant, subsistent, mais en fait seulement.

En Judée, comme dans les autres provinces, le conseil

1. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 395. Effectivement chaque fois qu'il est fait allusion dans le récit évangélique à l'intervention des troupes, il est parlé non pas d'une des cohortes, ou d'une cohorte, mais de la cohorte, qui constitue la garnison de Jérusalem.

2. Actes, xxii, 28. Cf. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 395, note 4.

3. Sous Auguste il y avait trois légions en Syrie (Jos., *Ant.*, xvii, 10, § 9 ; B. J., II, 3, § 1). Depuis Tibère, il y en eut quatre (Tacite, *Ann.*, IV, 5).

de la cité fut la base de l'administration locale ; les villes comme Samarie ou Sébasté, Césarée, devenue la capitale du pays ¹, s'administrèrent elles-mêmes, ainsi que les cités de l'ancien royaume d'Archélaüs. Jérusalem et le territoire considérable qui en dépendait restèrent soumis au grand Sanhédrin, avec cette restriction que le grand prêtre qui le présidait était nommé par le procureur ². Tous ces sénats provinciaux eurent le droit de prendre telle délibération qu'ils jugeaient favorable au bien public et Mommsen leur reconnaît le droit, en dehors du tribut dû aux Romains, d'imposer les membres de la collectivité en vue d'un impôt profitant à la seule cité ³. Les Juifs donc, pas plus qu'au temps où ils étaient amis et alliés du peuple romain, ne se trouvèrent empêchés de recueillir le tribut sacré du temple. La seule restriction à cette liberté de s'administrer, de prendre des résolutions, de faire des règlements est que, pour chaque cas particulier, le représentant du gouvernement romain peut intervenir et avec un arbitraire absolu : « Le gouverneur ne fait qu'user de ses pouvoirs en annulant une résolution du conseil d'une cité sujette ou en y interdisant la réunion d'une assemblée du peuple ⁴. » Et l'on voit ainsi apparaître la véritable notion romaine en matière d'administration des provinces : gouverner est une charge et une responsabilité ; mieux vaut les laisser aux autorités locales, quitte à intervenir si l'intérêt de Rome le demande.

1. *Caesaream... Judaeae caput.* (Tacite, *Hist.*, II, 78.) Jos., *Ant.*, XVIII, 3, § 1 ; XX, 5, § 4 ; B. J., II, 9, § 2, II, 12, § 2. Actes, xxiII, 23 à 33 ; xxv, 1 à 13.

2. A l'avènement de Tibère, le procureur Valerius Gratus déposa Hanan, le grand-prêtre en exercice et ce fut lui qui pourvut à de nombreux remplacements successifs dans cette charge (Jos., *Ant.*, XVIII, 2, § 2).

3. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 390.

4. Id., *ibid.*, p. 379 et 380.

En matière de culte et de religion, les Juifs ont joui de la plus grande liberté. Comme auparavant, l'entrée de l'intérieur du temple demeura interdite aux Romains sous peine de mort ¹. — Un procurateur, ayant voulu faire pénétrer ses troupes dans Jérusalem avec les enseignes qui portaient les images de l'empereur, fut réprimandé et reçut l'ordre de donner satisfaction aux Juifs ². — L'habit de cérémonie du grand prêtre fut, de l'année 6 à l'an 36, sous la garde du commandant romain de la forteresse Antonia ; aux trois fêtes principales et à la fête de l'expiation, il était remis aux Juifs et devait pendant sept jours être lavé de cette souillure ; sur la réclamation des Juifs, cette légère restriction à la liberté du culte fut abolie et, malgré une tentative de Cuspius Fadus, Claude, vers l'année 44, donna immédiatement satisfaction à l'ambassade qui vint le trouver à ce sujet ³. — Enfin, Caligula ayant donné ordre au gouverneur de la Syrie, Petronius, d'élever sa statue dans le temple de Jérusalem ⁴, les Juifs invoquèrent leurs lois et coutumes anciennes suivant lesquelles il n'est pas permis de placer, soit dans le temple, soit dans tout autre lieu consacré, les effigies de Dieu ou des hommes. A quoi Petronius ne répondit pas que ces lois avaient été abrogées par l'annexion, mais bien que lui-même, s'il n'obéissait pas, serait mis à mort ⁵. L'assassinat de Caligula mit fin à la seule crainte sérieuse qu'aient jamais eue les Juifs de voir violer leurs anciennes coutumes religieuses ⁶. Cette liberté des

1. Jos., *B. J.*, VI, 2, § 4. Cf. Graetz, *op. cit.*, p. 235.

2. Id., *Ant.*, XVIII, 3, § 2.

3. Id., *Ant.*, XX, 1.

4. Id., *Ant.*, XVIII, 8, § 1.

5. Id., *B. J.*, II, 10, § 4.

6. De Claude nous possédons en effet deux décisions, l'une relative aux Juifs d'Alexandrie, l'autre concernant tous les Juifs de l'empire, et d'après lesquelles les uns et les autres sont autorisés à

Juifs d'Orient en matière de culte mérite d'autant plus d'être relevée qu'à la même époque, à Rome et en Occident, le judaïsme fut plus violemment persécuté. Sous Tibère, l'exercice des cultes juif et égyptien fut interdit à Rome et les sectateurs, qui refusèrent de brûler les vêtements sacerdotaux, furent, suivant leurs aptitudes, ou chassés de Rome ou enrôlés dans des troupes auxiliaires et envoyés dans des provinces particulièrement rudes, *in provincias gravioris cæli*¹. Claude, qui rétablissait à Alexandrie les privilèges accordés par Auguste, expulsa les Juifs de Rome, prenant comme prétexte les troubles permanents qui éclataient, à l'instigation d'un certain Chrestus². En réalité, autant il était indifférent aux empereurs que le culte juif fût célébré librement dans leur pays d'origine, autant ils considéraient comme dangereux de favoriser l'immigration juive.

Nous arrivons maintenant à la question la plus importante de cette étude : que devinrent dans la Judée, province romaine, les lois anciennement établies et les tribunaux chargés de les appliquer.

vivre selon leurs lois et coutumes, conformément à ce qui fut décidé par Auguste. La seule remarque à faire est que, si sur ce point, Claude donne satisfaction aux réclamations des rois Agrippa et Hérode, il n'a pas moins conscience de l'intransigeance des Juifs relativement aux croyances des autres peuples, et il les invite à se comporter avec plus de modération vis-à-vis des religions que professent les nations au milieu desquelles ils vivent. Jos., *Ant.*, XIX, 5, § 3; XIX, 6, § 2; B. J., II, 11, § 6.

1. Suétone, *Tibère*, § 36. Sur l'explication donnée par Philon, suivant quoi la tolérance accordée aux Juifs d'Orient viendrait de Tibère lui-même, et la persécution de Rome aurait pour instigateur Séjan, cf. Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 75, n. 1.

2. Id., *Claude*, § 25; Dion Cassius, LX, 6, émet une affirmation contraire à celle de Suétone; mais cette dernière est confirmée par les Actes, xviii, 2 : «... parce que Claude avait ordonné à tous les Juifs de sortir de Rome... »

« L'organisation légale de la cité (ou du royaume) sujette a pour base l'ensemble des règles en vigueur dans son territoire au moment où il est entré dans l'empire ¹. » Non pas qu'on accorde expressément l'usage de ses lois à la province : on se contente de ne pas les lui retirer. En sorte que la Judée aurait continué à vivre sous l'empire de ses anciennes lois. Un texte de Josèphe semble pourtant s'opposer à cette conclusion :

« Πιλάτος δὲ, ὁ τῆς Ἰουδαίας ἡγεμῶν, στρατιὰν ἐκ Καισαρείας ἀγαγὼν, καὶ μεθιδρύσας χειμαδιούσαν ἐν Ἱεροσολύμοις, ἐπὶ καταλύσει τῶν νομίμων τῶν Ἰουδαϊκῶν... Or Pilate, qui était à la tête de la Judée, ayant quitté Césarée avec son armée, qu'il conduisait pendant l'hiver à Jérusalem, en vue d'abroger les lois des Juifs... ² »

D'où il semble résulter que, si la proposition de Mommsen est vraie pour les premiers temps de l'annexion, elle cesse de l'être à partir de la procuratelle de Pontius Pilatus, qu'on s'accorde à faire débiter vers l'an 26 ; depuis cette époque une seule loi aurait eu à s'appliquer, la loi romaine, et ce fait aurait entraîné obligatoirement la disparition des juridictions locales, une seule demeurant compétente pour appliquer la nouvelle loi, celle du procurateur ³. Le fait apparaît d'autant plus grave que

1. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 383 et 384.

2. Jos., *Ant.*, XVIII, 3, § 1. Cf. Mueller, *op. cit.*, p. 14.

3. Sur la traduction du membre de phrase, ἐπὶ καταλύσει τῶν νομίμων τῶν Ἰουδαϊκῶν, il ne paraît pouvoir s'élever aucun doute ; même l'expression νόμιμον ne présente pas de difficulté, elle équivaut à νόμος et bien plus, peut prendre le sens « d'ensemble de lois constituant le droit d'un pays ». Quant à καταλύειν, κατάλυσις, ils correspondent à l'expression technique d'abroger (Polybe, III, 8, 2). La traduction de l'incidente de Josèphe ne semble donc présenter aucune difficulté grammaticale.

cette abrogation ne pouvait être l'œuvre de Pilate seul ; la constitution d'une province ne pouvait certainement pas être transformée par la seule volonté d'un gouverneur, surtout d'un procureur, et, si Pilate se rendait à Jérusalem dans le but de supprimer les lois mosaïques, c'était assurément sur un ordre venu de Rome, probablement de l'empereur.

Si extraordinaire qu'apparaisse cette abrogation en bloc des lois d'un pays, sans événement antérieur qui puisse l'expliquer, il semble, aux détails du récit de Josèphe, qu'il s'agisse d'un événement important ; c'est l'armée entière qui se déplace, et effectivement, s'il est question de la suppression des lois mosaïques, il y a à redouter plus qu'une révolte. La traversée de la Judée a lieu l'hiver, c'est donc que l'événement presse. Enfin l'objectif de cette marche est Jérusalem, restée la ville sainte en dépit de l'élévation de Césarée au rang de capitale du pays ; à Jérusalem l'annonce de la décision impériale prend un caractère plus solennel et en même temps plus hostile. Et pourtant, nous croyons que les conclusions tirées du récit de Josèphe sont exagérées.

La phrase étudiée est extraite du récit de l'incident que nous avons mentionné plus haut, relatif à l'introduction dans Jérusalem des enseignes ornées des figures de l'empereur : « Pilate, qui était à la tête de la Judée, ayant quitté Césarée avec son armée qu'il conduisait d'hiver à Jérusalem [*ἐπὶ καταλύσει τῶν νομίμων τῶν Ἰουδαϊκῶν*], songea à pénétrer dans la ville avec l'effigie de César placée sur les enseignes des troupes, alors que notre loi défend cette représentation. » De fait, pendant la nuit, Pilate pénètre dans Jérusalem à l'insu du peuple, qui, à l'annonce de la violation de sa loi, se rend en foule à Césarée, où sans doute Pilate était

retourné. Violences, menaces de mort, ne troublent pas les Juifs ; Pilate cède, retire les enseignes, étonné d'un tel courage et d'une telle fermeté déployés pour conserver des lois : ἐπὶ φυλακῇ τῶν νόμων. De ce récit on peut conclure :

α) que, s'il faut traduire l'incidente par : dans le but d'abroger les lois juives, Pilate est peut-être parti de Césarée avec l'intention de le faire, mais qu'il n'a pas mis son projet à exécution ;

β) que le transport à Jérusalem n'a pas eu pour but de donner plus de retentissement à l'abrogation des lois, puisque c'est furtivement, de nuit, qu'a lieu l'entrée dans la ville.

En réalité, il n'y a pas eu du tout abrogation de l'ensemble des lois juives. La phrase ἐπὶ καταλύσει... ne se rapporte pas à la première partie de la proposition mais bien à la seconde ; il faut comprendre non que Pilate va à Jérusalem dans le but de supprimer, mais que, se rendant de Césarée à Jérusalem avec l'intention d'y faire pénétrer les enseignes, il abroge ou plutôt il viole la loi juive. Et l'exactitude de cette interprétation nous est démontrée par trois considérations principales :

α) Il est impossible qu'un bouleversement aussi considérable soit signalé uniquement par une incidente. La transformation, qui en aurait été la résultante, devait tenir une place trop grande dans l'histoire des institutions judaïques pour que, dans le livre de Josèphe, il n'en soit resté aucune trace. Sans compter que les Romains, après avoir pris cette résolution, sans aucun doute d'importance, nous apparaîtraient comme bien vite vaincus par une résistance, fût-elle relativement assez longue¹ ;

1. D'après Josèphe, les prières adressées à Pilate durèrent de longs jours, ἐπὶ πολλὰς ἡμέρας. Dans le *B. J.*, II, 9, § 2, il en fixe le chiffre à cinq, et le procureur aurait cédé le sixième.

β) dans les réclamations des Juifs, il n'est pas question du tout de la sauvegarde de l'ensemble de leurs lois ; leur grief est unique : ils font des supplications pour que soient enlevées les images de l'empereur : ἵκεταὶν ποιούμενοι ἐπὶ μεταθέσει τῶν εἰκόνων ;

γ) enfin, dans la *Guerre judaïque*, nous possédons le récit du même fait ¹ ; les incidents y sont même rapportés avec plus de détail, Josèphe cite des chiffres, mais nulle part il n'y est question d'abrogation de lois : les Juifs demeurent atterrés en voyant ainsi fouler aux pieds les coutumes de leurs pères ; ils descendent en foule à Césarée, prient et obtiennent ce qu'ils désirent ².

En sorte que dans cette affaire une loi aurait pu être tenue pour lettre morte ; elle ne l'a pas été : l'abrogation de la législation mosaïque se réduit à un conflit religieux.

Est-ce à dire que la transformation de la Judée en province romaine n'ait apporté aucun changement dans le droit juif et dans son application ? La réponse négative est certaine. Dans quelles limites, nous allons l'étudier pour la justice civile et la juridiction criminelle.

En matière de procès civils, le principe est formel ; lorsqu'il s'agit d'une affaire où deux Juifs sont parties, la compétence des autorités et des tribunaux locaux est cer-

1. Jos., B. J., II, 9, §§ 2 et 3.

2. Le récit de la *Guerre judaïque* ne contient pas la mention de la mise en marche de l'armée entière et pendant l'hiver. C'est donc vraisemblablement que ces détails n'ont pas l'importance qu'on pourrait leur attribuer tout d'abord ; peut-être faut-il y voir simplement un exercice destiné à tenir en haleine les troupes de la Judée, et au cours duquel Pilate aurait cantonné à Jérusalem sans prendre la précaution, comme ses prédécesseurs, de n'y entrer qu'avec des enseignes sans effigie, ou même aurait volontairement accompli cette violation du droit du vaincu, droit qui, pour un Romain, n'a d'autorité que celle qu'y attache le vainqueur.

taine ¹ : le procès est de la compétence d'un Sanhédrin de trois membres. Mais lorsque l'affaire concerne un Juif et un Romain, alors les principes ont été différents selon que les Juifs ont été sujets autonomes ou sujets non autonomes. Au temps où les Juifs étaient alliés et amis du peuple romain, le Juif, domicilié en Judée, aurait dû être poursuivi devant le tribunal de son domicile ; il est même probable que, par réciprocité, si le citoyen romain avait établi en Judée sa résidence durable, il aurait été justiciable du tribunal du lieu ². Depuis l'annexion, l'affaire est toujours déferée à un magistrat romain, soit au procureur, soit, si le gouverneur le veut, aux magistrats de la capitale ³ ; et, si l'on s'en rapporte aux règles posées par Cicéron à propos des procès entre Siciliotes et Romains, dans cette hypothèse, au demandeur juif correspondrait un juge romain, et un juge de nationalité juive statuerait sur la prétention d'un Romain ⁴. Quant au droit à appliquer, le principe admis est des plus simples : « il n'y a pas de conflit possible entre les lois de l'état sujet et les lois romaines : car ces dernières effaçaient de plein droit, pour peu que telle eût

1. Cf. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 387 et 388 ; Schuerer, *op. cit.*, I, p. 466 ; II, p. 208 à 210.

2. Mommsen, *ibid.*, p. 339. L'auteur allemand raisonne sur les rapports d'un Romain et d'un Chioite et fait une restriction relativement à la réciprocité prévue au texte ; il pense que, même quand le traité l'établissait, des dispositions d'exception ont dû souvent violer le principe et tel procès de la compétence du tribunal allié a été déferé aux autorités romaines et aux jurés italiques.

3. C'est ainsi que nous voyons Cicéron demander à Therinus de renvoyer à un tribunal déterminé les affaires que son ami L. Genucillus Curvus pourrait avoir dans l'Hellespont (Cic., *Ad Fam.*, XIII, 53). Et d'autre part Cicéron prie Sulpicius de faire venir à Rome les procès que L. Messinius pourrait avoir à soutenir à propos de la succession de son frère qui faisait le commerce en Élide (Cic., *Ad Fam.*, XIII, 26).

4. Cicéron, *In Verr.*, II, 2, 13.

été la volonté du législateur, les institutions des sujets, maintenues seulement à titre précaire ¹. » Quant à l'hypothèse où deux Romains ont un procès dans une province, il est à peine besoin d'indiquer que la compétence du procureur s'impose, avec application du droit national.

En sorte que, en matière de juridiction civile, le droit national juif trouvait à s'appliquer et les tribunaux pouvaient fonctionner. Si limitation il y avait à leur exercice, elle venait bien moins de règles précises, de textes impératifs que du principe qui domine les institutions des sujets non autonomes : Rome tolère, mais ne reconnaît pas de conflits.

En ce qui touche la juridiction criminelle, relativement aux pérégrins, l'opinion généralement admise donne compétence aux autorités locales, donc pour la Judée la plupart du temps aux Sanhédrins de 23 membres et, pour des cas limitativement établis, au grand Sanhédrin de Jérusalem ².

1. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 384 et 385. C'est ici la sphère d'application du *jus gentium*, au sens technique du mot, dont les institutions, selon M. P. F. Girard (*Manuel*, 3^e éd., p. 3, n. 2), « se sont développées d'une manière indépendante dans le sein de l'état romain par suite de la juxtaposition des citoyens romains et des sujets étrangers, surtout depuis la loi Aebutia et à peu près exclusivement en matière de droit du patrimoine ».

2. Schuerer affirme que « le Sanhédrin avait le pouvoir législatif et judiciaire dans une sphère très large, plus large que ce n'était le cas à l'habitude dans les communautés non autonomes de l'empire romain. D'ordinaire, aux peuples reconnus par Rome comme libres et autonomes, leurs propres pouvoirs, législatif et juridictionnel, étaient expressément garantis, et s'appliquaient même en principe aux citoyens romains. Pour les peuples non autonomes, comme la Judée, il existait un état de fait à peu près semblable, mais avec une double restriction : d'abord il n'était pas garanti ; puis les citoyens qui résidaient en Judée avaient leur droit et leur juridiction propres » (Schuerer, *op. cit.*, I, p. 480 et suiv.). Pour notre part nous ne voyons pas dans ce tableau en quoi le pouvoir judiciaire des autorités juives possédait une sphère d'application plus large que celui des autres

Mais ici il faut tenir compte d'un élément nouveau : non seulement le procureur a le droit d'intervenir à sa volonté dans l'exercice des juridictions locales comme dans le fonctionnement de toutes les autres institutions, mais encore il possède une autorité supérieure, il a le *jus gladii*, c'est-à-dire qu'entre ses mains réside le droit de vie et de mort sur tous les habitants de la province : nul ne peut être envoyé au supplice suprême sans que le procureur y ait consenti. Sans doute les procureurs n'ont pas le *jus gladii* de plein droit¹ ; lorsque dans une province ils ne sont que des administrateurs financiers, ils ne le possèdent pas, car, au-dessus d'eux, il y a le gouverneur, proconsul ou propréteur, qui, en vertu de son *imperium* même, est investi du droit de vie et de mort. Mais, quand le procureur, comme en Judée, est à la fois fonctionnaire chargé des finances et gouverneur de la province, alors, par délégation de l'empereur, il peut recevoir le *jus gladii*². C'est ce que Josèphe, dans un texte déjà cité³, nous affirme formellement, pour le procureur de Judée. Après nous

sujets de Rome. Pour les uns comme pour les autres, l'exercice des juridictions locales se retrouve, mais mitigée dans tous les cas par la double restriction que signale Schuerer. Que si l'auteur a voulu faire allusion à la défense portée contre les gentils de pénétrer dans l'intérieur du temple et à la peine de mort qui leur était applicable, fussent-ils Romains, il faudrait dans ce dernier cas, pour qu'il y eût augmentation de la sphère d'action des juridictions locales, démontrer d'abord que l'affaire relevait du Sanhédrin et non du procureur. Cf. Mommsen, *Dr. pub.*, VI, 2, p. 387 ; *Hist. rom.*, XI, p. 93.

1. Schuerer, *op. cit.*, I, p. 467, n. 75.

2. « On appelle aussi procureurs les gouverneurs de petites provinces ou districts qui, en dehors de fonctions financières, ont juridiction et administration comme les gouverneurs de grandes provinces. Le plus connu est Pontius Pilatus qui, procureur en Judée, avait l'*imperium* (?) comme un proconsul » (*Real encyclopaedie* de Pauly, v^o PROCURATOR CAESARIS). Cf. Mommsen, *Dr. pénal*, I, p. 285 et note 3.

3. Jos., *B. J.*, II, 8, § 1.

avoir dit aux *Antiquités* ¹ que Coponius prit possession de son poste avec autorité sur tous, τῇ ἐπὶ πᾶσιν ἐξουσίᾳ, il complète sa pensée dans la *Guerre Judaïque*, par cette phrase : Coponius fut envoyé, ayant reçu de César une autorité allant jusqu'au droit de mettre à mort : μέχρι τοῦ κτείνειν λαβὼν παρὰ τοῦ Καίσαρος ἐξουσίαν. Sans doute il n'y a pas là la traduction littérale des mots *jus gladii*, que nous rencontrons dans l'histoire de Perpetua et Felicitas ² : « Ἰλαριανὸς τις ἐπίτροπος ὃς τότε τοῦ ἀνθυπάτου ἀποθανόντος Μινουκίου ἐξουσίαν ἐιλήφει μαχαίρας... Hilarius, procurateur (d'Afrique), qui, à la place du proconsul Minucius décédé, avait reçu le *jus gladii* (traduction littérale, le droit du glaive)... » Mais la caractéristique de ce droit s'y retrouve : le procurateur de Judée a dans ses mains le droit de vie et de mort ³ : sur ce point d'ailleurs aucun doute n'est soulevé.

La difficulté vient, il est facile de s'en rendre compte, de cette dualité d'autorités ; dans une affaire capitale, qui sera compétent pour prononcer la condamnation et ordonner l'exécution ? Les tribunaux locaux, qui en principe au moins ont conservé leur ancienne compétence, ou le procurateur en vertu de son *jus gladii* ?

Mommsen ⁴ a esquissé une théorie pour concilier, dans

1. Jos., *Ant.*, XVIII, 4, § 1.

2. *Histoire de Perpetua et de Felicitas*, dans Ruinart, *Acta martyrum*, éd. 2, 1713, p. 95, et Muenther, *Primordia ecclesiae Africanae*, p. 234, apud Schuerer, *op. cit.*, I, p. 467, note 75.

3. « La compétence des chevaliers gouverneurs comprenait aussi le droit de vie et de mort, *jus gladii* ou *potestas gladii* » (Schuerer, *op. cit.*, I, p. 466). Et l'auteur allemand cite à l'appui de son affirmation deux textes extraits du *C.I.L.* : 1) *Proc. Alpium Atractianar(um) et Poeninar(um) jur(e) glad(ii)*. *C. I. L.*, IX, 5439 ; 2) *Praeses (scil. Mauretaniae Caesariensis) jure glad(ii)*. *C. I. L.*, VIII 9367.

4. Mommsen, *Droit pénal*, t. I, p. 279 à 282.

un procès entraînant la peine de mort¹, la survivance des autorités locales et l'intervention du pouvoir romain. Selon lui, à l'origine de l'annexion, Rome n'a pas à s'ingérer dans un procès fait à un national, les tribunaux du pays sont souverains et la loi reçoit pleine et entière application. Ensuite, on s'aperçoit que cette liberté absolue entraîne de graves inconvénients; trop faciles aux uns, les juridictions autochtones sont d'une sévérité sans exemple à l'égard des autres, surtout de ceux qu'on soupçonne favorables aux nouveaux maîtres; c'est alors qu'intervient l'autorité romaine. Non pas qu'elle évoque à elle toutes les affaires; les juges restent les mêmes, ils continuent à siéger et à prononcer des condamnations; mais une sentence de mort est-elle rendue, l'affaire vient devant le représentant romain, qui, à volonté, autorise ou non l'exécution. Enfin le dernier terme de l'évolution consiste à retirer aux juridictions locales la connaissance même partielle d'une affaire et à en assurer le jugement et l'exécution par l'autorité romaine.

Cette évolution, avec ses trois étapes bien marquées, peut paraître très vraisemblable; il est seulement étrange que Mommsen ait pu écrire : « Il est probable que les autorités locales rendirent la justice, concurremment avec le procureur romain; seulement elles ne pouvaient faire exécuter leurs arrêts de mort qu'après confirmation du fonctionnaire impérial². » En sorte que la Judée, si du

1. Nous croyons que, dans les présentes explications et celles qui vont suivre, il faut assimiler au procès capital proprement dit les affaires qui doivent entraîner la relégation, la déportation, les travaux forcés ou même des peines pécuniaires particulièrement importantes comme la confiscation du patrimoine. Cf. Mommsen, *Dr. pén.*, I, p. 281.

2. Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 96. Cf. Shuerer, *op. cit.*, I,

moins elle est passée par le premier stade de l'évolution, s'est arrêtée et fixée au second. Sans compter qu'à proprement parler, il n'y a pas d'exercice concurrent des juridictions juives et du tribunal du procureur ; ils collaborent bien plutôt au but qu'est la reddition d'une sentence définitive et susceptible d'être exécutée.

Sans insister davantage sur la technique des mots, admettons un instant que les procès capitaux étaient en Judée jugés par un Sanhédrin et la sentence confirmée par le procureur. Qu'est-ce au juste que cette espèce d'*exequatur* ? On peut le comprendre de deux façons différentes. Ou bien le tribunal local instruit l'affaire, provoque la production des preuves, entend les témoins, rend sa sentence, et le procureur n'a qu'à voir si la peine correspond à l'inculpation, tenant pour prouvé ce qui a déjà été établi, pour avoué ce qui a été confessé ; et son rôle alors est nul ou peu s'en faut, son pouvoir de contrôle à peu près inexistant. Ou bien, point par point, il reprend les griefs, enquête sur chacun d'eux, se fait une opinion personnelle de toutes les circonstances de la cause et décide sans se préoccuper de l'opinion émise par les premiers juges autrement que pour savoir si la sienne et la leur concordent. Dans cette hypothèse c'est la sentence de ces derniers qui n'a plus de raison d'être : le procureur confirme bien moins qu'il ne crée une condamnation ou une absolution. Et Mommsen l'a si bien senti qu'il donne pour raison à la troisième phase de son évolution justement

p. 480 à 482. F. Walter (*Histoire du droit criminel chez les Romains*, Paris, 1863, § 839, p. 80 de la tr. fr.) pense que la situation de la Judée ne découle pas des principes généraux sur l'organisation des provinces, mais bien qu'elle lui est particulière.

cette obligation pour le fonctionnaire romain de reprendre l'affaire et de recommencer le procès ¹.

Faisons encore abstraction de l'aveu de Mommsen et supposons que le procureur prenne en bloc et le procès qui s'est déroulé devant le Sanhédrin et la sentence qu'il a rendue, pour que vienne s'y ajouter ou non l'autorisation demandée. Dans ce cas, la décision, même après l'intervention favorable du fonctionnaire romain, reste l'œuvre du tribunal juif; c'est au nom de l'autorité supérieure de ce pays qu'elle est prononcée et puisque le procureur se contente de laisser faire, c'est aux magistrats juifs à agir, à assurer l'exécution de leur décision, c'est dans les formes de leur législation que le supplice doit avoir lieu, comme ont eu lieu l'accusation, l'inculpation et le jugement. Or justement nous savons qu'il n'en est rien : dans le procès de Jésus, il est à peine besoin de citer les textes pour montrer que le condamné, quoique soi-disant livré aux autorités juives ², fut crucifié par des soldats romains : au témoignage de la Mischnah, le condamné à mort est, d'après la législation juive, lapidé, brûlé, décapité ou étouffé ³.

Il y a là certainement une conséquence étrangère au principe de la justice rendue par l'autorité locale avec confirmation de la sentence par le procureur. Il en existe une autre relative au droit de grâce. Un pérégrin, nommé Barabbas, fut grâcié par Pilate ; poursuivi pour sédition et meurtre ⁴, il avait dû, selon la conception de Mommsen, être condamné par le Sanhédrin, et son affaire portée au procureur, qui

1. Mommsen, *Dr. pén.*, I, p. 281.

2. Mathieu, xxvii, 26; Marc, xv, 15; Luc, xxiii, 24; Jean, xix, 16.

3. Mischnah, *Syn.*, ch. 7, § 1.

4. Luc, xxiii, 19.

sans doute accorda l'autorisation d'exécuter. Barabbas attendait son supplice, enfermé dans la prison romaine, quand Pilate lui accorda sa grâce¹. En fait, si grâcier un coupable est en quelque sorte donner une solution à la condamnation, c'est au même titre qu'on peut s'étonner de voir le procureur exécuter la sentence et remettre la peine. Mais, si l'on considère surtout quel organe possède le droit de renoncer à une condamnation acquise, il faut reconnaître que seul peut le faire un représentant de l'autorité au nom de qui elle a été prononcée. Or, dans la théorie traditionnelle, les véritables tribunaux juifs sont les Sanhédrins qui rendent la justice au nom du peuple ; le procureur, à l'égard d'un pérégrin, n'est pas un juge, c'est un organe de contrôle, un contrepoids et, s'il y avait place dans cette organisation théocratique pour le droit de grâce, il appartiendrait au grand Sanhédrin de Jérusalem.

Or nous possédons une donnée certaine ; la grâce de Barabbas émane de Pilate ou plutôt de l'empereur qui lui a donné le droit de grâce². Dès lors, si, comme nous le croyons, l'autorité qui grâcie est la même que celle au nom de qui est prononcée la condamnation, qu'elle est la seule qui puisse le faire, alors, par le raisonnement, nous sommes conduits à conclure que l'empereur ou son délégué n'a pu remettre qu'une peine prononcée par lui-même ou par le fonctionnaire à qui il en a donné le pouvoir. Barabbas, grâcié par Pilate, n'a pu être condamné que par Pilate.

1. Luc, xxiii, 25.

2. Sur l'attribution du droit de grâce aux gouverneurs, cf. Pline, *Ep.*, X, 40. Nous n'avons pas eu la prétention ici d'entreprendre une étude, si restreinte soit-elle, du droit de grâce, la réservant pour l'exposé du procès du Christ proprement dit. Nous sommes simplement parti d'un fait établi, sans en discuter les conditions d'application, pour diriger ensuite notre argumentation.

Il est d'ailleurs des hypothèses où il est matériellement impossible de concevoir l'application de la théorie de Mommsen. Supposons en effet que la loi juive et la loi romaine prononcent pour un même fait des peines différentes. Prenons le cas de l'adultère ; en droit juif, celui qui se rend coupable de ce crime, en toute hypothèse, doit être lapidé¹ ; en droit romain la peine de mort résulte de *la loi Julia de adulteriis* ; toutefois, dans certaines circonstances, le coupable et son complice peuvent être simplement exilés ou déportés dans une île². Si donc la situation se présente en Judée, le Sanhédrin devrait prononcer la mort ; au cas où le procureur penserait que les circonstances réclament seulement le bannissement, il est certain qu'il ne donnerait pas l'*exequatur* à la décision du Sanhédrin. Mais alors de deux choses l'une : ou il renverrait l'affaire au tribunal juif pour que sa sentence soit mitigée, ce qui est impossible d'après la loi mosaïque, et l'on se trouve alors dans une impasse ; ou bien le procureur jugerait suivant la loi romaine et alors il devient impossible de parler d'une décision juive confirmée par un magistrat romain : la condamnation est l'œuvre unique de celui-ci.

Un passage de Josèphe³ semble en outre nous indiquer que, pour les affaires capitales, le grand Sanhédrin n'avait pas à intervenir. Dans l'intérim qui eut lieu entre la mort du procureur Festus et l'arrivée en Judée de son successeur Albinus⁴, le grand prêtre Hanan réunit le grand

1. Mischna, *De Syned.*, ch. 7, § 4.

2. A propos de l'adultère de la fille d'Auguste, Julie, certains de ses complices, comme Julius Antonius, furent condamnés à mort ; la plupart furent bannis (Sénèque, *De Clem.*, I, 40). Julie elle-même fut simplement exilée (Ferrero, *op. cit.*, VI, p. 221).

3. Jos., *Ant.*, XX, 9, § 1.

4. Albinus fut procureur de Judée de 62 à 64 (Marquardt, *Org.*, II, p. 359).

Sanhédrin et lui déféra divers individus qui furent lapidés : « Hanan, appartenant à la secte des Sadducéens, pensa que le moment était favorable, Festus étant mort, Albinus se trouvant encore en chemin, pour réunir l'assemblée. Ayant fait venir en justice un nommé Jacques, frère de Jésus, qui est appelé Christ, et un certain nombre d'autres personnes, sous l'inculpation de violation des lois, il les livra pour être lapidés. » Il est absolument certain que Hanan, qui, comme grand prêtre, avait probablement la présidence du grand Sanhédrin, outrepassait ses droits. Dans quelle limite ? là est la question. Le texte continue : « Quelques Juifs se hâtèrent au-devant d'Albinus qui, parti d'Alexandrie, faisait route vers la Judée, et lui firent remarquer qu'il n'était pas permis à Hanan de réunir l'assemblée en dehors de la volonté du procureur, ὡς οὐκ ἔξδν ἤν Ἀνάτω χωρὶς τῆς ἐκείνου γνώμης καθεῖσαι συνέδριον. » A vrai dire, il est à peu près impossible de concilier ce texte avec la conception de Mommsen. Ils'agit en effet ici de l'assemblée considérée comme cour de justice. Or, si les procès capitaux relèvent dès l'abord de sa compétence, comment peut-on reprocher à son président de l'avoir réunie dans un but qui est sa fonction normale ? Le grief qu'on pouvait invoquer contre Hanan était qu'on eût procédé à l'exécution sans avoir attendu la ratification de la sentence par le procureur ; mais le jugement en lui-même ne présentait rien d'illégal. Que si au contraire on suppose le fonctionnaire romain seul compétent pour connaître des affaires capitales, alors tout s'explique ; non seulement l'exécution mais encore la réunion du Sanhédrin comme tribunal, la connaissance de l'affaire et le jugement sont contraires à la légalité : le procureur a le droit d'en faire grief au grand prêtre.

En revanche nous croyons que, ni dans un sens ni dans l'autre, il n'est permis de tirer des conclusions du procès en trahison, qui fut intenté à un certain Zacharie au cours de la guerre contre les Romains, porté devant un tribunal de 70 membres et qui se termina par un acquittement¹. Toute la région à cette époque est en pleine révolte. Les principes relatifs à l'administration de la justice dans une province romaine n'ont plus aucune valeur réelle et les tribunaux locaux jugent en toute indépendance.

Pour d'autres raisons, le procès du diacre Étienne ne se trouve pas être davantage utilisable². Effectivement toute la procédure se déroule devant le Sanhédrin et la lapidation a lieu sans intervention d'aucune sorte de l'autorité romaine. De telle manière qu'à prendre ce procès au pied de la lettre, on arriverait à cette conclusion que non seulement le procureur ne juge pas seul les affaires capitales, mais encore qu'elles sont de la compétence unique du Sanhédrin. Mais il ressort jusqu'à l'évidence du récit des Actes, qu'il s'agit bien plutôt d'une émeute organisée que d'un procès proprement dit. A propos de l'arrestation il est dit que le peuple, se précipitant sur Étienne, ἐπισείοντες, l'enleva de force et le conduisit au Sanhédrin³; relati-

1. Jos., *B. J.*, IV, 5, § 4. Sur l'organisation de ce tribunal, cf. *B. J.*, II, 20, § 5.

2. Actes, vi et vii. L'affaire du diacre Étienne devrait être cependant fort intéressante, car c'est, d'après les documents qui nous sont parvenus, le premier procès capital qui suivit celui du Christ, sans compter que l'accusation portée devant le Sanhédrin est la même dans les deux hypothèses : l'un et l'autre sont inculpés d'avoir blasphémé la loi et le Temple ; la différence d'exécution pourrait donc avoir de quoi surprendre. Cf. Strauss, *Vie de Jésus*, trad. fr. par Littré, § 128, note 2. Paris, 1840, et Langen, *op. cit.*, I, § 4, p. 433.

3. Actes, vi, 12.

vement au jugement : « κράξαντες δὲ φωνῇ μεγάλη συνέχον τὰ ὄτα αὐτῶν, καὶ ὤρμησαν ὁμοθυμαδὸν ἐπ' αὐτὸν, poussant de grands cris, ils se bouchèrent les oreilles et se précipitèrent tous sur lui ¹. » Il est certain qu'on ne trouve pas là les éléments d'un jugement, fût-il purement conforme à la législation juive. Où est-il ce vote que les scribes recueillent et inscrivent, cette nécessité de revenir sur le siège pour condamner définitivement, quand une première sentence défavorable à l'inculpé a été rendue ? En fait la mise à mort d'Étienne fut une illégalité au point de vue romain ; ce fut, pour ainsi dire, un assassinat du côté juif ².

Si donc nous devons faire abstraction de ces deux derniers textes, nous arrivons à cette conclusion en matière d'affaire capitale : la théorie de Mommsen, qui fait prononcer la condamnation par le Sanhédrin et réserve au procureur le droit de donner ou non à cette sentence force exécutoire, d'une part nous conduit à admettre deux procès distincts pour aboutir à un seul résultat ; d'autre part, elle se heurte à ce fait que l'exécution et le droit de grâce appartiennent au seul procureur, sans compter

1. Actes, vii, 56.

2. Il est cependant à remarquer qu'une des formalités requises pour la lapidation fut probablement observée. Au § 57, il est dit : « et l'ayant entraîné hors de la ville, ils le lapidèrent, et les témoins mirent leurs vêtements aux pieds d'un jeune homme appelé Saul ». Il est probable que ces derniers mots font allusion à ce fait que les témoins, dont la déposition avait amené la condamnation, devaient jeter la première pierre ; pour y procéder ils se dépouillaient de leurs vêtements. La phrase, il est vrai, devrait être construite : l'ayant traîné hors la ville, les témoins mirent leurs vêtements aux pieds d'un jeune homme nommé Saul, [jetèrent les premières pierres] et le peuple le lapida. Sur cette coutume, cf. Deutéronome, xii, 10. Il n'y est pas parlé expressément de témoins ; mais l'Eternel s'adresse à celui qu'on a cherché à séduire, et c'est le meilleur témoin, pour ordonner que sa main soit la première sur le coupable. Cf. un texte plus formel, Deutér., xvii, 17.

qu'elle est en contradiction avec le texte de Josèphe que nous avons étudié. Remettre au contraire au fonctionnaire romain la connaissance de toute affaire capitale, c'est revenir à l'unité de procès pour l'unité de jugement ; c'est expliquer clairement ce fait que l'autorité romaine est chargée d'exécuter la sentence, soit en procédant au supplice, soit en remettant la peine ; c'est en l'absence de tout texte formel, tirer de quelques indices, les conclusions les plus pratiques et les plus logiques ¹.

Peut-être cependant un texte hébraïque pourrait-il nous donner la certitude ; il est dit en effet par deux fois, au *Talmud de Jérusalem*, Traité Sanhédrin ², que, quarante ans avant la destruction du temple, le droit de prononcer des sentences capitales fut retiré aux Israélites. Et, comme le remarquent très justement M. Loisy ³, ce n'est pas seulement l'exécution des sentences qui leur fut enlevée, mais bien, ainsi que l'indique la formule, la connaissance entière de l'affaire. En sorte que, au moins à une date déterminée, la conception de Mommsen se trouverait formellement contredite. Sans compter que ce texte talmudique ne saurait être rejeté à la légère ; car, en premier lieu, il constitue

1. Peut-être pourrait-on faire remarquer que le procureur Gestius Florus, à un moment déterminé, fit mettre en croix des Juifs qui avaient été condamnés par lui seul. Mais en réalité il s'agit d'une véritable vengeance exercée contre les Juifs, d'un massacre organisé. A côté de ceux qui furent crucifiés après condamnation, il y en eut d'autres tués jusque dans leurs maisons ; en sorte que, on ne peut pas prendre ce qui se passa alors pour une application des règles en usage ; bien au contraire, il y eut là, suivant Hirschfeld (*op. cit.*, p. 403 ss.), mépris absolu du droit (Jos., B. J., II, 14, § 9).

2. *Talmud Jérus.*, Traité Sanhédrin, I, 1, fol. 18^a et VII 2, fol. 24², trad. Schwab, X, p. 228, XI, p. 3. Cf. Langen, *op. cit.*, p. 455.

3. Cf. A. Loisy, *Les évangiles synoptiques*, t. II, p. 593, n. 4, Ceffonds, 1907-1908.

pour celui qui l'écrit un aveu pénible : c'est reconnaître, au moins quant aux procès capitaux, que sa législation est vaine et que ce qu'il ordonne est lettre morte. En outre, ce passage est parfaitement à sa place : après les premiers principes de législation criminelle, il intervient pour avertir qu'il y a là plutôt un souvenir du passé qu'une règle impérative. Et il ne saurait être question d'une interpolation ; de la part des Romains, encore que ce soient eux qui aient consenti à la rédaction du *Talmud*, elle est inadmissible ; de la part des Juifs, peu importe que la phrase soit postérieure à l'époque où furent réunis les textes talmudiques ; elle constitue toujours un aveu qui conserve son caractère et son importance.

La seule raison de douter est la date exprimée par le texte ; en plaçant la prise et la destruction du temple en 70¹, la réforme aurait eu lieu en 30, c'est-à-dire pendant que Pilate exerçait ses fonctions. On ne conçoit guère un tel événement, sans raison apparente, intervenant en dehors de l'annexion ou au moins de l'entrée en charge d'un procureur. Il est vrai que, selon la plupart des auteurs², cette date ne doit pas être prise à la lettre. A l'époque d'Hadrien où fut rédigé le *Talmud*³, on avait dû conserver le souvenir du fait matériel, sans être renseigné sur le moment d'une façon aussi précise. En sorte que ce qu'il faut retenir surtout du fragment talmudique, c'est la substitution des autorités romaines aux juridictions locales dans les procès capitaux, sans qu'il soit possible de fixer

1. Goyau, *Chronologie*, année 70 ; Mommsen, *Hist. rom.*, XI, p. 129 et suiv.

2. Schuerer, *op. cit.*, II, p. 209 ; A. Loisy, *op. cit.*, II, p. 593.

3. Trad. du *Talmud de Jérusalem*, par M. Schwab, t. XI, Introduction.

une date avec précision, mais, comme le pense Schuerer, sans qu'il soit impossible d'autre part de faire remonter la transformation à l'époque de l'annexion ¹.

Non pas du reste, qu'à un jour déterminé, les Romains aient déclaré qu'ils entendaient se réserver la connaissance des affaires capitales; c'est chose invraisemblable et c'était chose inutile. Ce résultat devait être atteint par le seul jeu des principes : deux conceptions étaient en présence, d'une part maintien des juridictions locales, d'autre part droit de vie et de mort du procureur. Du moment où une affaire capitale se présentait, le Sanhédrin devait la réclamer au nom du premier principe; en vertu du second elle devait aller au représentant de Rome. Et dans ce conflit, il n'est pas possible que le procureur ne l'ait pas emporté : sa prétention est basée sur le droit; les juridictions locales ne sont que tolérées. Cette tolérance du reste, quand elle ne se heurte pas au pouvoir romain, leur assure un exercice normal et en toute autre matière que dans les procès capitaux, pour des délits ordinaires, elles ont fonctionné et l'histoire des origines du christianisme nous en fournit un exemple.

Les apôtres Pierre et Jean, ayant guéri un homme impotent de naissance ², montèrent au temple et enseignèrent le peuple ³. Survinrent les prêtres et les Sadducéens, qui,

1. Nous nous permettrons d'ailleurs de faire remarquer que même si l'on devait adopter l'année 30 comme étant celle où fut accomplie la réforme, les principes nouveaux ont dû s'appliquer aux affaires que nous avons étudiées, au procès du diacre Étienne, au procès de Jacques et à l'affaire principale, au procès de Jésus. Pour elles, de l'aveu même des Juifs, il n'est pas d'intervention possible de la part du Sanhédrin. Sur notre système, cf. A. Loisy, *Le quatrième Évangile*, p. 845, Paris, 1903.

2. Actes, III, 2.

3. *Ibid.*, III, 12 à 26.

« ne pouvant souffrir qu'ils enseignassent ¹ », les firent arrêter par l'officier préposé à la garde du temple. Devant le Sanhédrin ils ne nièrent pas qu'ils agissaient au nom de Jésus ; mais aucune peine ne fut prononcée contre eux, défense leur fut faite de parler et d'enseigner ². Ayant récidivé, ils furent à nouveau conduits devant le Sanhédrin qui réitéra sa défense et les condamna au fouet ³, sentence qui fut exécutée sur-le-champ.

Ainsi non seulement le Sanhédrin peut poursuivre un délit prévu par la loi juive, mais encore ayant donné un ordre purement arbitraire, il lui est possible, s'il est enfreint, de faire arrêter les coupables par des gens à son service et d'infliger une peine qu'il fait lui-même exécuter. En sorte que, si les juridictions locales ne jugent pas tous les procès, il est néanmoins certain qu'elles sont le plus souvent, et seules, compétentes.

Il est toutefois un domaine qui leur reste absolument étranger, c'est celui de la juridiction criminelle à l'égard des Romains. Il n'est même pas certain pour les affaires capitales que le procureur ait le droit de vie et de mort sur ses concitoyens. C'est Josèphe qui serait dans le vrai en nous disant que la puissance absolue donnée par l'empereur à Coponius s'étend sur tous les Juifs, sans faire allusion aux Romains. Hirschfeld ⁴ pense que le *jus gladii* ne s'étendit pas aux citoyens romains avant le III^e siècle et Schuerer écrit : « Ce droit de vie et de mort s'étendait depuis le III^e siècle aux citoyens romains, avec cette limitation qu'on pouvait en appeler à l'empereur.

1. Actes, iv, 2.

2. *Ibid.*, iv, 18.

3. *Ibid.*, v, 40.

4. Hirschfeld, *op. cit.*, p. 403 et sqs.

Au début de l'empire, il appartenait au citoyen romain inculpé et dont la vie était en cause, de s'en remettre à l'empereur, c'est-à-dire de réclamer que l'instruction eût lieu à Rome et que la sentence fût prononcée par l'empereur ¹. » Mommsen, enfin, soutient que dans les premières années de l'empire « en cas de crime capital, le gouverneur devait, après avoir établi le bien fondé de l'accusation, s'abstenir de toute condamnation formelle et renvoyer l'accusé devant les tribunaux de la capitale, seuls compétents pour prononcer la peine de mort contre un citoyen romain, notamment devant le tribunal impérial ². »

Sur ce point, nous possédons des renseignements nombreux et précis par le récit du procès de Paul de Tarse ; commencée sous le procurateur Félix, cette affaire se continua sous son successeur Portius Festus et eut probablement son dénouement à Rome ³.

L'affaire débute par un tumulte des Juifs qui prétendent leur temple profané par la présence d'un Éphésien, Trophime, que Paul y aurait amené avec lui ⁴ ; un grand concours de peuple se produit ; Paul va être tué quand le tribun, qui commande la cohorte de Jérusalem, intervient et arrête celui qui est la cause du tumulte ⁵. Le bruit n'en

1. Schuerer, *op. cit.*, I, p. 467.

2. Mommsen, *Dr. pén.*, I, p. 283.

3. Les Actes des apôtres qui nous ont conservé ce récit s'arrêtent au moment de l'arrivée de Paul à Rome. Nous savons seulement par le même témoignage, que Paul eut licence d'habiter où il voudrait, avec un soldat pour le garder et que pendant deux ans il enseigna librement (xxviii, 16, 30 et 31). L'affaire fut-elle abandonnée, ou eut-elle un résultat favorable à l'inculpé, nous l'ignorons absolument. L'important est d'ailleurs de savoir dans quelle mesure les procurateurs de Judée intervinrent dans cette affaire. Cf. Langen, I, § 4 à 6, p. 433 à 442.

4. Actes, xxi, 29.

5. *Ibid.*, xxi, 33.

continue pas moins, et un centurion s'apprête à faire flageller Paul qu'on a lié, quand celui-ci révèle sa qualité de citoyen romain¹. Dès ce moment, Paul doit être mené au procureur pour qu'il instruisse l'affaire, et, si auparavant il comparait devant le Sanhédrin, le rôle de celui-ci est nettement indiqué : il se porte accusateur. « Le lendemain, voulant savoir au juste pour quelle cause il était accusé par les Juifs, il lui fit ôter ses chaînes...² » Ce que le tribun demande aux Juifs c'est de préciser leurs griefs³ et, effectivement, dès l'arrivée de Paul à Césarée, le Sanhédrin délègue un certain nombre de ses membres pour aller soutenir l'accusation devant Félix⁴.

Il est du reste à remarquer que Félix, après avoir entendu l'accusation et la défense, ne prend aucune résolution, sauf celle d'entreprendre une enquête et d'entendre le tribun Lysias⁵. Un deuxième interrogatoire n'a pas davantage de résultat et, à vrai dire, le procès véritable commence avec l'arrivée de Festus⁶.

Tout d'abord les accusations, portées par les Juifs contre Paul, apparaissent surtout comme ayant un caractère religieux : devant Félix, il lui avait été reproché d'être le chef de la secte des Nazaréens et d'avoir profané le temple⁷ ; cependant, pour intéresser le procureur à leurs querelles religieuses, les Juifs veulent faire de Paul un séditieux, jetant le trouble et la division, en sorte que, devant Festus, Paul se défend d'avoir fait quelque chose

1. Actes, xxii, 25.

2. *Ibid.*, xxii, 30.

3. *Ibid.*, xxiii, 28.

4. *Ibid.*, xxiv, 1.

5. *Ibid.*, xxiv, 22.

6. *Ibid.*, xxiv, 26 ; xxv, 1.

7. *Ibid.*, xxiv, 5 et 6.

contre la loi des Juifs, contre le temple ou contre César¹. Le procurateur ne s'y trompe pas : « Ils avaient seulement je ne sais quelle dispute avec lui touchant leur superstition, et un certain Jésus mort, que Paul assurait être vivant². » Toutefois, se souvenant probablement que le respect des lois et institutions juives avait été ordonné par Claude, Festus retient l'inculpation religieuse, et propose à Paul d'aller à Jérusalem pour y être jugé sur les choses dont on l'accusait³. Devant qui se serait déroulé le procès ? Le texte porte : ἔχει περὶ τούτων κρίνεσθαι ἐπ' ἐμοῦ. Le texte latin traduit *ibi de his judicari apud me ; y être jugé devant moi sur ces griefs*. Il est indiscutable que le procurateur n'aurait pas été juge ; d'abord ἐπ' ἐμοῦ signifie bien plutôt *en ma présence* que *par moi*. De plus, si Festus avait dû être juge, pourquoi se transporter à Jérusalem, qui se trouve être le siège du Sanhédrin ? Enfin Paul le comprend si bien qu'il rappelle au procurateur les règles de sa compétence : il s'agit d'une affaire capitale : « Si j'ai commis quelque crime digne de mort, je ne refuse pas de mourir⁴. » Mais « je suis devant le tribunal de César, c'est là qu'il est nécessaire que je sois jugé, ἐπὶ τοῦ βήματος Καίσαρος εἰμὶ, οὗ μὲ δεῖ κρίνεσθαι⁵ ». Peu importe à Paul que la présence du procurateur lui assure une justice équitable de la part du Sanhédrin, celui-ci n'est pas compétent ; il ne le serait même pas après l'acquiescement de l'inculpé ; Paul réclame le juge qu'il doit avoir : le procurateur de Judée.

Mais dans quelles limites, celui-ci était-il compétent ? Pouvait-il trancher le procès par une condamnation ou un

1. Actes, xxv, 8.

2. *Ibid.*, xxv, 19.

3. *Ibid.*, xxv, 9 et 20.

4. *Ibid.*, xxv, 11.

5. *Ibid.*, xxv, 10.

acquiescement, ou bien son rôle se restreignait-il, comme le prétend Mommsen, à faire une enquête, à établir le bien fondé de l'accusation, à envoyer à Rome un rapport, sur quoi la condamnation pouvait être prononcée par un tribunal de Rome ? Une circonstance ne nous a pas permis de voir trancher la difficulté pour le procès de Paul. Celui-ci en effet fait appel à César : *Καίσαρα ἐπικαλοῦμαι*. Et l'affaire échappa à la compétence du procureur ¹.

En fait, à proprement parler, on ne peut pas dire qu'il y ait appel à l'empereur. L'appel en effet suppose une première sentence dont l'accusé n'est pas satisfait et qu'il croit devoir être changée par un tribunal supérieur. Ici le procès est à peine commencé ; et dès l'abord l'inculpé ferait appel ; il y a là bien plutôt une récusation du tribunal compétent. Pour une raison ou pour une autre, et dans l'hypothèse, elle est nettement indiquée ², l'inculpé se défie du juge auquel il est déféré, et il réclame ce qui, dès le début de l'empire serait son droit, la possibilité de faire prononcer la sentence par l'empereur ³. Cette conception de l'appel, à savoir qu'il s'agirait là d'un déclinatorie d'incompétence, nous semble très admissible ; d'autant plus que l'expression même « faire appel à l'empereur » ne serait pas absolument inexacte ; car, d'un coup, on franchit tous les degrés de la hiérarchie judiciaire pour arriver au plus élevé, celui dont on ne peut, par personne, faire réformer la sentence.

Quoi qu'il en soit, le problème se pose dans les mêmes termes. Sans cet acte de Paul, le procureur aurait-il pu

1. Actes, xxv, 11 et 12.

2. « Festus voulant favoriser les Juifs... » (Actes, xxv, 9).

3. Schuerer, *op. cit.*, I, p. 467. Mommsen, *Dr. pén.*, I, p. 283, n. 3.

juger ? Autrement dit, Paul a-t-il décliné la compétence du procureur, ou celle d'un tribunal de Rome auquel il eût été renvoyé après enquête ? Un fait est certain : Le fonctionnaire romain aurait pu renvoyer l'inculpé, dit la traduction française généralement admise ; *dimitti poterat homo hic* ; ἀπολελίσθαι ἐδύνατο ὁ ἄνθρωπος ¹. Mais cette remarque dans la question ne présente pas d'intérêt ; elle n'infirme en rien la théorie de Mommsen, car l'inculpé dans la procédure susvisée peut être relâché à deux moments : d'abord quand il a été déclaré absous par le tribunal, quel qu'il soit, qui devait le juger, et dès auparavant quand le magistrat chargé de l'instruction ne l'a pas trouvé pertinente et n'a pas relevé de charges suffisantes pour fixer définitivement l'inculpation : on peut dire, employant une expression du droit moderne, qu'au second cas il y a non lieu, et qu'au premier il y a acquittement. Or le mot ἀπολελίσθαι signifie sans doute être renvoyé absous, mais il correspond également à être relâché, qui s'applique indifféremment aux deux hypothèses. Qu'Agrippa dise à Festus que, si Paul n'avait fait appel à l'empereur, il aurait pu être mis hors de cause, cela n'implique donc pas que le procureur avait le pouvoir de terminer l'affaire, soit par un acquittement, soit par une condamnation ; il est vrai en revanche que cette idée n'est pas en contradiction manifeste avec le texte de Luc.

Quant au rapport que ferait le magistrat après son enquête, Mommsen en voit une trace dans le passage suivant des Actes : « ... Comme lui-même (Paul) a appelé à Auguste, j'ai résolu de le lui envoyer. Mais n'ayant rien de certain à écrire à l'Empereur, je l'ai fait venir..., afin qu'après

1. Actes, xxvi, 32.

avoir examiné son affaire, je sache ce que j'en dois écrire ¹. » Il y a là une allusion évidente à un rapport de Festus à l'empereur. La nécessité s'en explique d'ailleurs d'elle-même; puisque Paul avait le droit de réclamer l'empereur comme juge et qu'il l'a fait, encore faut-il que celui qui statuera sur l'affaire sache les circonstances et les griefs de l'accusation : « Il me semble qu'il est impossible, dit Festus, d'envoyer un prisonnier sans indiquer les causes qui l'ont fait inculper ². » Chaque fois, du reste, qu'une affaire, née dans une province, devra être tranchée à Rome, la même nécessité d'un rapport se présentera; et pour un procès capital jugé normalement, la question est bien moins de savoir si, à l'exemple du procès de Paul, il y aura lieu de faire un rapport que d'établir la nécessité pour le procureur de se dessaisir et de renvoyer l'affaire à Rome; s'il est possible de résoudre affirmativement ce dernier point, alors l'obligation de fournir au juge des renseignements officiels s'ensuivra naturellement. Même si les accusateurs se transportent à Rome, on ne peut les croire sur parole et il est simplement logique de songer au procureur pour informer sur l'affaire.

Il est vrai que Mommsen a eu tort, en établissant son système, de songer au procès de Paul. En effet, selon lui, les deux procureurs Felix et Festus, qui eurent à s'occuper de cette affaire, ne possédaient pas le *jus gladii* ³. Il n'y a là du reste qu'une affirmation que l'auteur ne fonde en apparence sur rien; mais, en admettant que le fait soit vrai, il n'y a plus dès lors aucune raison pour qu'ils soient compétents ni à l'égard des Romains, ni même à l'égard

1. Actes, xxv, 25 et 26.

2. *Ibid.*, xxv, 27.

3. Mommsen, *Dr. pén.*, I, p. 285, n. 3.

des pérégrins ; nous avons vu en effet que, abstraction faite de ce *jus gladii* qui fait d'eux, à l'égal des gouverneurs de rang sénatorial, la plus haute juridiction dans leurs provinces¹, les procureurs sont de simples administrateurs financiers, et, dépourvus de leur droit de vie et de mort, c'est à peine s'il est possible de les imaginer auxiliaires de la justice et chargés d'une enquête officielle. Pour que la compétence des juridictions de Rome puisse faire doute, encore faut-il qu'il s'élève un conflit et il n'en saurait y avoir quand le procureur n'a pas le *jus gladii*.

Malgré tout, nous croyons la théorie de Mommsen vérifiable ; avec lui nous refusons aux procureurs le droit de juger les citoyens romains ; les crimes capitaux relèvent des tribunaux compétents de Rome² et longtemps encore après le début de l'empire, la situation demeura la même. Sous Trajan, Pline le Jeune écrit à l'empereur relativement aux chrétiens³. Gouverneur de la province de Bithynie, ses agents en ont amené quelques-uns devant lui et il est facile de remarquer que parmi ces inculpés, il fait une distinction importante. D'une part les pérégrins qui, interrogés deux et trois fois, avouent et persistent dans leurs convic-

1. Schuerer, *op. cit.*, I, p. 466.

2. Nous ne pouvons entreprendre l'étude complète de l'organisation de la juridiction criminelle à Rome. Aux *quaestiones perpetuae* qui se rattachaient à la procédure de l'*ordo*, furent substitués successivement, sous l'empire, des magistrats qui statuèrent extraordinairement, comme le préfet de la ville ou le préfet du prétoire. Mais ce fut surtout à l'empereur qu'allèrent la plupart des crimes graves ; tantôt il statuait avec l'assistance de son conseil, comme nous le voyons dans Pline, *Ep.*, VI, 22, tantôt il renvoyait l'affaire devant le Sénat (Tacite, *Ann.*, VI, 7-10) ou devant un magistrat statuant extraordinairement (Pline, *Ep.*, VI, 6). Cf. Walter, *Histoire du droit criminel chez les Romains*, tr. fr., Paris, 1863, et pour la compétence de ces différents magistrats, Mommsen, *Dr. pén.*, livre II, section 9 et suiv.

3. Pline, *Ep.*, X, 97.

tions, sont envoyés au supplice. Par ailleurs, dit Pline, il y en a d'autres que j'ai réservés pour envoyer à Rome, parce qu'ils sont citoyens romains. Il est donc certain que si ces derniers ne sont pas jugés par Pline, c'est à cause de la cité romaine qu'ils possèdent. Du reste, il n'est pas fait mention que ces accusés soient envoyés à l'empereur, parce qu'ils auraient fait usage du même droit que Paul : leur situation est normale, le gouverneur les a interrogés ; ils ont persévéré dans leur aveu, par conséquent l'inculpation est établie et si Pline remet la connaissance de leur affaire entre les mains des autorités de Rome, ce n'est point qu'il se juge incapable de la trancher, c'est parce que les accusés sont citoyens et que pour les juger il n'a pas compétence.

Avec ces conclusions, nous sommes arrivés à la fin de l'étude que nous avons entreprise relativement aux rapports des Juifs et des Romains ; volontairement nous ne l'avons conduite, en partant de la conquête de Pompée, que jusqu'aux premiers temps de l'empire, non pas que la Judée, depuis Tibère, n'ait connu de nombreuses transformations, jusqu'au moment où Jérusalem, colonisée par les Grecs, reçut le nom de *Colonia Aelina Capitolina* ¹. Tour à tour province romaine tantôt persécutée, tantôt favorisée par les empereurs, royaume confié à Agrippa, province procuratorienne à nouveau, elle a subi en moins d'un siècle de multiples et importants changements ; mais, puisqu'à nos yeux elle reste avant tout la province où fut jugé et exécuté Jésus, il fallait et il suffisait que nous montrions, aux environs de cette époque, quelles étaient les grandes lignes de

1. Marquardt, *Org.*, I, p. 360.

l'organisation de la Judée, et en particulier de son organisation judiciaire ¹.

1. Nous n'avons pas voulu rechercher si les Romains avaient introduit en Judée leur calendrier, leurs poids et mesures et exposer quel était le système monétaire employé ; comme l'a dit Mommsen (*Dr. pub.*, VI, 2, p. 400), les Romains ont réglé ces questions d'une manière très diverse selon les temps et les lieux, et les renseignements que nous possédons sur la Judée sont assez restreints. Tout au plus pouvons-nous affirmer que la monnaie d'argent était frappée à l'effigie de l'empereur, puisque quand on présente à Jésus le denier du tribut, à sa demande : « De qui est cette inscription et cette figure ? » il lui est répondu : « de César. » En revanche, quand dans les Évangiles, il est question de l'heure où fut condamné Jésus et où il mourut, il semble bien que le temps soit marqué à la façon juive (Le P. Didon, *Jésus-Christ*, p. 777, note 1). Il est vrai qu'il y a là plutôt une habitude du peuple qu'une indication de la législation en usage.

DEUXIÈME PARTIE

LE PROCÈS DU CHRIST

I. *L'arrestation et l'intervention du Grand Sanhédrin.*

L'an de Rome 783, un soir aux environs de la fête de la Pâque¹, Jésus, étant à Jérusalem, s'en alla après le

1. Il est à peu près impossible de savoir quel jour se passa le procès du Christ. La tradition le place dans la journée du 14 nisan, un vendredi. Elle repose sur les observations suivantes :

1° Le jugement et l'exécution eurent lieu le même jour. Or ce jour est qualifié de προσάββτον, c'est-à-dire de veille du sabbat par Marc, xv, 42. Luc, xxiii, 54, dit que le sabbat allait commencer, au moment où Jésus fut inhumé ; et Jean, xix, 42, rapporte la même indication. Or le sabbat, allant du vendredi au coucher du soleil jusqu'au samedi au coucher du soleil, le procès comme l'exécution aurait eu lieu le vendredi.

2° Pendant le portement de la croix, Jésus est aidé par un Juif de Cyrène qui est représenté comme revenant des champs : ἀπ' ἀγροῦ (Luc, xxiii, 26) ; il ne peut donc s'agir du sabbat, du samedi, qui n'est pas un jour ouvrable.

Mais inversement, le soir même de son arrestation, Jésus est représenté comme faisant avec ses disciples le repas pascal (Matthieu, xxvi, 19 et 20 ; Marc, xiv, 16 et 17 ; Luc, xxii, 13 et 14). Or l'agneau pascal devait être mangé le 15 nisan ; l'arrestation aurait donc eu lieu le vendredi soir et le jugement le samedi ; ce qui est contredit à nouveau par le texte de Jean, xviii, 28, qui affirme que durant le procès, les Juifs ne voulurent pas pénétrer dans le prétoire, de peur, étant souillés, de ne pouvoir manger la Pâque.

Il est donc à peu près impossible d'arriver à une solution conciliant ces idées et ces textes ; toutefois la solution traditionnelle paraît la plus vraisemblable.

repas, avec ses disciples au delà du Cédron sur la montagne des Oliviers¹. Il pria et ses apôtres dormaient

1. Jean, XVIII, 1. — Puisque nous avons fait nos premiers renvois aux textes évangéliques, nous tenons à nous expliquer sur le rôle que nous leur attribuons. Notre intention n'est pas de faire œuvre de critique et de rechercher par exemple si l'évangile de Jean doit ou non lui être attribué ou si dans les synoptiques nous possédons une version originale. Sans doute, au cas où, avec M. Reinach (*La curiosité de Tibère dans Mythes et Religions*, Paris, 1908), on admet qu'au même titre que les miracles, ni le procès ni l'exécution de Jésus n'ont eu lieu, le présent travail n'a plus de raison d'être. Mais puisque les critiques les plus sévères s'accordent pour trouver, dans les synoptiques au moins, un récit fidèle de l'affaire, il est possible de rencontrer des bases sérieuses pour une étude juridique du procès de Jésus. Strauss (*Vie*, II, 2, p. 478) accepte presque en bloc les trois premiers évangiles pour la partie qui nous concerne, et si M. Loisy donne la préférence au texte de Luc pour l'interrogatoire devant Pilate (*Évang. synopt.*, II, p. 634), il reconnaît que nous pouvons trouver dans les autres évangiles des renseignements précieux sur la procédure qui se déroula devant le procureur (cf. dans l'Introduction, t. I, ch. II, p. 59 à 84, son Étude sur les trois premiers évangiles et la critique moderne). Dans un style ampoulé, Tolstoï reconnaît que tout n'est pas faux dans le récit évangélique; le comparant à une fresque, il le croit recouvert d'enduit pour l'époque précédant la naissance du Christ, pour les miracles, pour la résurrection; en sorte que *a contrario* il paraît reconnaître la vérité de ce qui est récit proprement dit et les événements de la Passion sont dans ce cas (L. Tolstoï, *l'Évangile*, fragm. parus dans la *Revue bleue*, 27 fév. 1904, p. 263).

Quant à l'évangile de Jean, nous pourrions, pour en tirer parti, nous appuyer sur l'autorité de Renan qui, dans un appendice à sa *Vie de Jésus*, en a reconnu l'authenticité. Strauss (*op. cit.*, préface de la 3^e éd., tr. fr., I, p. vi), à un moment donné, n'osa plus se déclarer convaincu de sa fausseté; mais dans la 4^e éd. non traduite, il reprit plus fortement parti encore contre l'authenticité. Non pas d'ailleurs que le fait d'y voir l'œuvre d'un disciple de Jean enlève toute autorité au récit. Mais un critique est venu qui a vu dans l'évangile de Jean le travail d'un savant chrétien du II^e siècle; bien plus il y aurait là non plus un récit plus ou moins authentique mais une représentation symbolique des faits du II^e siècle: comme le dit M. Loisy (*Le quatrième évang.*, p. 821), « la passion de Jésus est d'un bout à l'autre comme le type des persécutions chrétiennes ». On arrête Jésus comme on le fait pour un chrétien; Jésus répond au procureur, comme un chrétien répond à son juge. Ce qui a fait

quand parut une troupe d'hommes en armes qui se saisit de lui¹. De lui-même, Jésus arrêta une tentative de résistance de la part de ceux qui l'accompagnaient : sans délai il fut emmené vers les autorités qui l'avaient fait appréhender.

Au témoignage des trois synoptiques, cette troupe, qui s'assura de Jésus, était composée d'hommes envoyés par les prêtres, les sénateurs et les scribes juifs² ; Luc affirme qu'à l'arrestation étaient présents les principaux sacrificateurs, le capitaine du temple et un certain nombre de membres du grand Sanhédrin³. A ces autorités semblent se joindre, d'après Jean, une cohorte de soldats romains commandée par un tribun :

dire que « tous les incidents de la passion rapportés dans le quatrième évangile ne seraient que figuratifs, nullement historiques » (MM. Lémann, *Saint Jean et le quatrième évangile*, p. 29, Paris-Lyon, 1909).

Nous n'entreprendrons pas de montrer en quelques lignes pourquoi nous n'acceptons pas les conclusions que M. Loisy a posées dans un volume entier. Nous ferons simplement remarquer que l'entretien de Pilate et de Jésus sur la vérité, ou sur la puissance qui a livré l'accusé entre les mains de son juge n'ont rien à voir dans l'étude juridique de l'affaire. Ce que nous recherchons ce sont les chefs d'inculpation, l'enquête qui a été faite, son résultat, les causes qui ont amené la condamnation et si l'on veut se reporter au tableau comparatif que nous avons dressé des quatre évangiles, on verra que le dernier diffère par un seul point des trois synoptiques : il signale au cours du procès une flagellation qu'on ne retrouve point dans les autres ; mais à la page 856, M. Loisy s'est chargé d'en donner une explication satisfaisante. Que si donc les quatre évangiles concordent, sauf sur quelques points de détail, pourquoi voudrait-on se servir des trois premiers et non du quatrième ? Parce qu'uniquement il est un symbole ? Étrange chose en vérité que ce symbole et ces réalités qui se rapprochent jusqu'à se confondre !

1. Matthieu, xxvi, 57 ; Luc, xxii, 54 ; Jean, xviii, 12.

2. Id., xxvi, 47 ; Marc, xiv, 43 ; Luc, xxii, 47.

3. Luc, xxii, 52.

1. Ὁ οὖν Ἰούδας λαβὼν τὴν σπεῖραν καὶ ἐκ τῶν ἀρχιερέων καὶ φαρισαίων ὑπηρέτας...

Judas ergo cum accepisset cohortem et a pontificibus et Phariseis ministros...

*Judas, ayant pris une cohorte et des gens que lui donnèrent les prêtres et les Pharisiens*¹...

2. Ἡ οὖν σπεῖρα καὶ ὁ χιλιάρχος καὶ οἱ ὑπηρέται τῶν Ἰουδαίων συνέλαβον τὸν Ἰησοῦν...

Cohors ergo et tribunus et ministri Judaeorum comprehenderunt Jesum...

*La cohorte, le tribun, les gens des Juifs prirent donc Jésus*²...

Il paraît bien résulter des trois synoptiques que l'arrestation fut l'œuvre des autorités juives, du quatrième évangile, que les Romains y contribuèrent, d'accord avec le grand Sanhédrin. Cette dernière conception est du reste celle qui s'accorde le mieux avec l'organisation de la Judée province romaine telle que nous avons cru la trouver. Jésus est sous le coup d'une accusation capitale ; les griefs qui seront invoqués contre lui le démontrent amplement. Il est donc justiciable du procureur romain en sa qualité de pérégrin ; or il semble bien résulter d'un texte d'Aulu-Gelle³ que, vu les circonstances, c'est au procureur seul qu'appartient le droit d'appréhender un individu prévenu d'un crime capital.

Malgré cette concordance entre l'état du droit et le texte de Jean, nous croyons cependant que les conclusions,

1. Jean, XVIII, 3.

2. Id., XVIII, 13.

3. Aulu-Gelle, *Nuits Attiq.*, XIII, 12.

qui en ont été tirées, sont exagérées. Le mot *σπεῖρα* sans doute peut désigner techniquement soit la cohorte entière, soit le tiers de la cohorte, un manipule¹; mais dans un sens beaucoup plus large, il désigne un corps de troupe. Quant au terme *χιλίαρχος*, on le trouve très fréquemment employé avec la signification de tribun militaire². Toutefois il n'est pas le seul qui corresponde à tribun; *ἡγέμων* est parfois également usité³. En tout cas celui qui porte le titre de *χιλίαρχος* est un officier de rang élevé: étymologiquement, c'est celui qui commande à mille hommes⁴.

Ainsi d'après les données actuelles, l'arrestation de Jésus aurait été opérée par six cents hommes, commandés par un officier supérieur, accompagnés de valets armés de bâtons⁵. Même si l'on avait attendu une résistance acharnée, la troupe n'eût pas été plus forte; or, avant même que Judas se levât de table pour trahir, la conversation suivante s'était engagée: Jésus parlant de son arrestation et de son supplice, ses disciples lui dirent qu'ils possédaient deux épées, en songeant probablement à la résistance: à quoi Jésus répond: c'est assez, *ἱκανὸν ἐστί*⁶; de telle sorte

1. Polybe, II, 3, 2.

2. Actes, xxi, 32-33, 37; xxii, 24; xxiii, 18 et 19. Jos., *B. J.*, IV, 11, §§ 1 et 2; VI, 2, § 4, 4, § 3. Plutarque, *Cam.*, 1.

3. Jos., *B. J.*, IV, 10, § 5 et § 2; V, 2, § 1. Toutefois il est à remarquer que dans Jos., V, 12, § 2, on voit employer les deux termes *ἡγέμων* et *χιλίαρχος* comme désignant deux fonctions différentes, la première étant supérieure à l'autre. Cf. également *φρούραρχος*, Jos. *Ant.*, XV, 11, § 4; XVIII, 4, § 3.

4. Dans le récit de la bataille de Salamine fait par le messager des « Perses » il est dit (Eschyle, *Perses*, 304) « et le Khiliarque Dadacés, percé d'un coup de lance, a été précipité du haut de sa nef ». Donc pour qu'il fût cité nominativement parmi les morts, il fallait que ce fût un personnage important.

5. Luc, xxii, 52.

6. Id., xxii, 38.

que Judas, qui, suivant l'expression même de Jean, prit la cohorte, aurait pu se dispenser de réquisitionner la garnison entière de Jérusalem pour arrêter un individu dont les onze compagnons à eux tous possédaient deux épées. D'ailleurs admettons qu'il faille voir ici l'intervention de la cohorte commandée par un tribun ; alors on ne s'explique pas qu'à titre officiel, viennent s'y joindre des gens envoyés par le Sanhédrin. D'ailleurs Simon Pierre qui coupe l'oreille à un des serviteurs du grand prêtre ¹ se rend coupable d'un délit, qui ne tend pas moins qu'à empêcher l'arrestation d'un inculpé et qui devait très vraisemblablement tomber sous le coup de la loi *Julia de vi publica* ². Or, au cours du récit évangélique, il n'est pas question qu'il soit inquiété : on s'assure de Jésus seul, il est loisible à ses disciples de s'enfuir.

Bien plus, cette arrestation par les soldats romains n'a pu être opérée que pour le compte de deux autorités : ou le grand Sanhédrin, si on considère qu'il a conservé la faculté de juger au criminel, ou le procureur, si l'on admet avec nous qu'il est seul compétent dans les procès capitaux. Au second cas, l'inculpé doit être conduit devant le tribunal romain ; au premier les soldats doivent le remettre entre les mains du Sanhédrin. Or nous savons que, si successivement Jésus comparut devant ces deux autorités, tout d'abord il fut amené chez un ancien grand prêtre, Hanan ³, déposé à l'avènement de Tibère, en l'an 14, par le procureur Valerius Gratus ⁴. Comment dès lors concevoir que le tribun ait consenti à conduire l'inculpé chez un person-

1. Luc, xxii, 50.

2. Rapprocher de cette idée le fr. 8 au *Dig.*, XLVIII, 6, de Mac-cianus.

3. Jean, xviii, 13.

4. Jos., *Ant.*, XVIII, 2, § 2.

nage, qui, aux yeux des Juifs, pouvait avoir conservé une haute autorité, mais qui, par rapport aux Romains, n'était qu'un simple particulier ? Cela est impossible ; si Jésus a été pour Hanan l'objet d'une curieuse exhibition, cela démontre que l'arrestation a été l'œuvre d'individus entièrement dévoués aux Juifs, pour qui, en dépit des décisions du procureur, un grand prêtre déposé conserve son influence et sa dignité.

Dès lors, comment faut-il comprendre le texte de Jean ? D'une part nous retrouvons les serviteurs des prêtres et des Pharisiens, qui, dans un tragique pêle-mêle, ont pris qui un bâton, qui une épée, ou portent un flambeau, une lanterne¹. Ceux-là sont des spectateurs autant que des acteurs, qui tomberont ou reculeront à la vue de Jésus s'avancant vers eux². D'autre part c'est une véritable troupe de soldats, *στειρα*, mais non pas empruntée à la garnison de la forteresse Antonia ; le temple en effet a sa garde spéciale dépendant de la seule autorité juive et il est très logique de supposer que le détachement qui arrêta Jésus fut pris parmi ces troupes. D'autant que, par le témoignage de Luc³, nous savons qu'au jardin des Oliviers se trouvaient des officiers du temple : *στρατηγους τοῦ ἱεροῦ*. Il n'y a donc aucune difficulté à admettre que le soi-disant tribun du texte de Jean était un officier de la milice du temple⁴. En réalité il y avait eu fausse interprétation des termes de Jean.

1. Jean, xviii, 3 ; Matthieu, xxvi, 47 ; Marc, xiv, 48 ; Luc, xxi, 52.

2. Id., xviii, 6.

3. Luc, xxi, 52.

4. Sur la présence de soldats romains au moment de l'arrestation, il est certain que ceux qui donnent au Sanhédrin le pouvoir de juger avec confirmation du procureur, ne font aucune difficulté pour l'admettre (cf. Renan, *Vie*²⁶, p. 392 ; P. Didon, *Jésus-Christ*, p. 756

Mais alors, si, comme il nous semble, les seules autorités juives ont procédé à l'arrestation de Jésus, il est certain qu'il y eut là usurpation de fonctions et illégalité au premier chef; la chose est indéniable, de même qu'est indéniable le caractère du procès qui va s'engager devant le Sanhédrin, après un court interrogatoire chez Hanan.

Ayant lié Jésus, ceux qui l'avaient capturé l'emmenèrent devant le grand prêtre, que Matthieu désigne par son surnom, Kaïapha¹, auquel Marc et Luc donnent seulement son titre ἀρχιερεύς²; Jean³ complète les renseignements en nous apprenant que Jésus fut amené devant Hanan, l'ancien grand prêtre, puis devant Kaïapha, son gendre, à qui les Romains avaient donné le suprême pontificat. On a nié cet arrêt chez Hanan, en considération du silence des synoptiques; mais il paraît aujourd'hui bien établi que cette

et 768 et dans *la grande Encyclopédie* à l'art. Jésus, etc.). Parmi les auteurs qui reconnaissent la compétence du procureur, Strauss (*Vie*, § 123, p. 495) ne s'explique pas sur la cohorte et M. Loisy (*Quatrième Évangile*, p. 821) concilie la compétence qu'il admet, le procès devant le Sanhédrin, et la présence des Romains à l'arrestation par cette idée qu'au II^e siècle, les Romains s'assurant des Chrétiens, l'auteur de l'évangile devait par similitude faire arrêter Jésus par l'autorité romaine. Il est vrai qu'en poussant le raisonnement jusqu'au bout, on devrait conclure des termes de cohorte et de tribun qu'il fallait vers le II^e siècle au moins six cents hommes et un tribun pour arrêter le moindre Chrétien. Parmi les anciens auteurs qui adoptent l'interprétation ordinaire du texte de Jean, cf. en particulier la *Vita Christi* de Ludolphe le Saxon, ch. LIX, fol. 205 de l'édition de Paris, 1517. Sur l'autorité de cet ouvrage, cf. R. Koechlin. *Un livre de piété du Moyen-Age* au Journal des Débats du 13 août 1909.

1. Matthieu, xxvi, 57.

2. Marc, xiv, 53; Luc xxii, 54.

3. Jean, xviii, 13. Il ne faudrait pas conclure des termes de Jean que le grand prêtre était nommé pour une année; en réalité nommé sans limitation de durée, il conservait ses fonctions, tant que durait le bon plaisir du procureur.

circonstance est certaine ¹. D'ailleurs, on ne peut tirer ni de Luc ni de Marc argument pour ou contre ; Matthieu peut avoir ignoré l'incident.

Que se passa-t-il chez Hanan ? Nous l'ignorons probablement. D'ordinaire on rapporte à ce personnage l'interrogatoire de Jésus sur ses disciples et sa doctrine ², ainsi que la réponse de Jésus, invoquant ceux qui l'avaient écouté ³. En réalité nous croyons qu'il faut saisir autrement tout le passage de Jean.

v. 13. Ils l'amènèrent premièrement chez Hanan, beau-père de Kaïapha, qui était grand prêtre cette année-là.

v. 14. Cependant Simon Pierre... entra avec Jésus dans la cour du grand prêtre.

v. 19. Le grand prêtre interrogea Jésus sur ses disciples et sa doctrine.

Toute la question revient à savoir à quel grand prêtre fait allusion Jean. Or, au cours du récit, une seule personne a porté ce titre, c'est Kaïapha. Que nous sachions par ailleurs que Hanan lui aussi a été grand prêtre, peu importe ; le récit ne laisse entrevoir qu'un seul dignitaire, Kaïapha, et il est à peu près indiscutable que c'est lui qui dirige le procès, le titre ne peut s'appliquer qu'à lui.

Un doute pourtant peut être soulevé par le v. 24. Après l'interrogatoire, il est dit : ἀπέστειλεν οὖν αὐτὸν ὁ Ἄννας πρὸς Καϊάφαν τὸν ἀρχιερέα. Il est certain que si l'on traduit : donc

1. Renan, dans son appendice à la *Vie de Jésus*, sur l'authenticité du quatrième évangile, voit même là une des raisons les plus fortes d'y souscrire et M. Loisy (*op. cit.*, p. 828 et 829) tient pour certaine l'intervention d'Hanan.

2. Jean, xviii, 19. Cf. Rosadi, *Le procès de Jésus*, tr. fr., ch. 9, p. 133, Paris, 1908.

3. Id., xviii, 20.

Hanan l'envoya à Kaïapha le grand prêtre, le récit devient très compliqué et il faut admettre que ce qui s'est passé auparavant a eu lieu chez Hanan. Pour revenir à notre interprétation on a proposé de placer le v. 24 avant le v. 15¹ ; peut-être suffirait-il de traduire : donc Hanan l'avait envoyé... Arrivé à ce moment de sa relation, Jean craint une confusion dans l'esprit de son lecteur ; il précise que le grand prêtre dont il s'agit est Kaïapha auquel Hanan a renvoyé Jésus. Le récit n'est peut-être pas savamment ordonné ; mais il est clair. Dans l'œuvre de Jean, comme dans les synoptiques, le procès véritable se déroule devant Kaïapha ; l'intervention d'Hanan n'est qu'un incident.

Cette comparution de Jésus devant Hanan s'explique si, avec Renan², on admet que l'idée première de l'arrestation venait de lui. On voulut lui montrer à quel point ses désirs étaient réalisés, sans compter qu'en définitive, sa haute situation, sa disgrâce venue des Romains, la médiocrité de son gendre, devaient lui donner une importance considérable dans la direction des affaires religieuses ; c'est au point que quinze ans après sa déposition, il figurait à l'égal de Kaïapha sous le titre de grand prêtre : « L'an quinzisième de l'empire de Tibère César, Pontius Pilatus étant procurateur de la Judée, Hanan et Kaïapha étant grands prêtres...³ » Que si la direction du procès devait lui échapper, Kaïapha grand prêtre en exercice étant de droit président du grand Sanhédrin, du moins ne pouvait-il se désintéresser de l'affaire, et il le montra, en renvoyant

1. G. Delord, *Essai de critique du texte de Jean*, XVIII, 18-28, Paris, 1900.

2. Renan, *op. cit.*, ch. 24.

3. Luc, III, 1 et 2.

l'accusé sans délai devant la haute cour de justice juive qui s'était réunie chez son président ¹.

Le tribunal, qui se trouvait assemblé chez Kaïapha, était le grand Sanhédrin composé de soixante et onze membres ; et au point de vue juif, sa compétence s'explique parfaitement bien puisqu'il s'agissait, d'après les griefs invoqués, de juger un blasphémateur qui était en même temps un faux prophète ².

Toutefois, il faut remarquer dès l'abord que, si les Juifs eurent la prétention de condamner régulièrement Jésus, en fait ils commencèrent par deux illégalités : le procès en effet eut lieu la nuit et il fut entrepris la veille d'un jour qui était à la fois sabbatique et férié ³. Sur la seconde observation, il n'est pas de doute possible ; Jésus fut jugé par le Sanhédrin, au début du quatorze nisan et le sabbat tombait le quinze nisan. Il fut donc certainement contrevenu à la règle qui interdisait de prononcer une condamnation capitale la veille du sabbat. Quant au fait que le procès eut lieu la nuit, la chose est plus douteuse. Matthieu et Marc ⁴ parlent d'une séance du Sanhédrin qui eut lieu dès l'arrestation, par conséquent de nuit et où l'accusé fut jugé digne de mort ; puis, d'un mot, ils signalent une autre séance qui se tint au matin ⁵. Luc ne fait allusion qu'à cette dernière ⁶ ; si enfin on adopte notre conception sur le récit de Jean, on peut croire que Jésus fut jugé de nuit.

En faisant abstraction du récit de Jean qui nous donne peu de renseignements sur le procès devant le Sanhé-

1. Matthieu, xxvi, 57 ; Marc, xiv, 53 ; Luc, xxii, 66.

2. Mischnah, *Sanh.*, ch. 1, § 5.

3. *Ibid.*, ch. 4, § 1.

4. Matthieu, xxvi, 57 ; Marc, xiv, 53.

5. *Id.*, xxvii, 1 ; Marc, xv, 1.

6. Luc, xxii, 66.

drin, nous nous trouvons en présence des trois synoptiques qui affirment l'existence d'une séance au lever du soleil, des deux premiers qui parlent d'une autre ayant eu lieu la nuit et dans laquelle fut prononcée la condamnation. Or au cas où l'on n'admet pas que, volontairement ou non, Luc a sous-entendu la séance de nuit, on arrive à une impossibilité. D'une part en effet le procès devant le Sanhédrin, suivant le troisième synoptique, s'engagea quand le jour parut, ὡς ἐγένετο ἡμέρα. D'autre part Jésus fut conduit devant Pilate, le matin ¹, aussitôt que le matin fut venu ²; et quoique le Sanhédrin fût persuadé d'avance de la culpabilité, que la condamnation fût prononcée avant tout débat, il faut bien admettre au moins un simulacre de procès, d'interrogatoire et la place ne s'en rencontre pas dans le récit de Luc tel qu'on veut le comprendre.

Jésus donc, ayant été amené de nuit devant le Sanhédrin ³, se vit d'abord reprocher une parole qu'il aurait prononcée : « Je détruirai ce temple bâti par la main des hommes et j'en rebâtirai un autre en trois jours qui ne sera pas fait de la main des hommes ⁴. » Selon Matthieu ⁵, l'accusation aurait été un peu plus grave dans la forme. Jésus aurait dit : Je détruirai le temple de Dieu, τὸν ναὸν τοῦ Θεοῦ. Sur quoi deux témoins furent entendus, que les synoptiques

1. Jean, xviii, 28.

2. Marc, xv, 1.

3. Id., xiv, 58.

4. Le Sanhédrin devant qui Jésus comparut ne serait pas, selon certains auteurs, le Grand Sanhédrin mais une cour de justice moindre, un Sanhédrin de 23 membres ayant à sa tête Joseph Kaïapha (Baeck, *op. cit.*, p. 136 et 137 ; Graetz, *op. cit.*, p. 275). Cette opinion ne résiste pas au rapprochement de l'inculpation portée contre Jésus et de la compétence donnée au grand Sanhédrin par la Mischnah en matière de prophétie reconnue fausse.

5. Matthieu, xxvi, 61.

qualifient de faux témoins ¹. En réalité ils méritaient davantage cette qualification pour avoir donné une interprétation fausse au propos qu'ils rapportaient, que pour avoir menti sur le fait matériel. Effectivement, Jésus, ayant chassé les marchands du temple, et les Juifs lui ayant demandé de quel droit il le faisait, il leur fut répondu : « détruisez ce temple et je le rétablirai en trois jours ². » Le propos avait donc été tenu, toutefois la forme en était différente et, comme l'a très justement remarqué Rosadi ³, cette transformation amenait un changement dans le fond. Le récit de Jean peut en effet s'interpréter ainsi : si vous détruisez, je vous donnerai le signe que vous réclamez en le reconstruisant en trois jours. Tandis que la phrase prononcée par les témoins signifie bien plutôt que Jésus, lisant dans l'avenir, promet de détruire et de reconstruire ; il prédit et provoque la chute du temple, alors qu'en réalité il s'était contenté de faire une supposition.

Jésus ne raisonna pas si subtilement, il se contenta de ne rien répondre ⁴ et Renan ⁵ pense que, malgré l'affirmation de Marc, portant que ce témoignage n'était pas suffisant ⁶, le silence de Jésus fut le motif de sa condamnation : Jésus aurait été condamné pour avoir blasphémé le temple ; blasphémant le temple, il blasphémait Dieu ; l'aveu qu'il était le Messie était inutile : « S'il faut en croire un récit, le grand prêtre l'aurait adjuré de dire s'il était le Messie ; Jésus l'aurait confessé et aurait même proclamé la prochaine

1. Matthieu, xxvi, 60 ; Marc, xiv, 57.

2. Jean, ii, 12 à 19.

3. Rosadi, *op. cit.*, p. 491.

4. Marc, xiv, 60 ; Matthieu, xxvi, 63.

5. Renan, *Vie*, ch. 24.

6. Marc, xiv, 59.

venue de son règne céleste... Il est plus probable qu'ici comme chez Hanan, il garda le silence. Ce fut en général, à ce dernier moment, sa règle de conduite. »

Pour notre part, nous ne voyons pas pourquoi Renan a mis en doute le deuxième grief qui fut reproché à Jésus, le fait de s'être dit fils de Dieu¹. Parce que blasphémer le temple, c'est blasphémer Dieu? Mais alors pourquoi Jésus reproche-t-il aux Pharisiens de séparer, quand ils jurent par le temple, le temple et celui qui l'habite²? Parce que Jean ne rapporte pas ce chef d'accusation? Mais Jean aussi est muet sur la destruction du temple. Bien plus ce premier grief n'est rapporté que par les deux synoptiques, Matthieu et Marc; Renan n'hésite pas à l'admettre. Le second se rencontre dans les trois synoptiques et Renan le rejette. Il y a là quelque chose d'illogique et nous n'hésitons pas à nous arrêter un instant sur la déclaration de Jésus qui se reconnaît fils de Dieu.

« Je t'adjure par le Dieu vivant de nous dire si tu es le Christ, fils de Dieu. » Et Jésus répond : « *Tu l'as dit*, Σὺ εἶπας³. *Je le suis*, Ἐγὼ εἶμι⁴. » A la suite de quoi le grand prêtre déclare, en déchirant le vêtement qui recouvre sa poitrine : « Il a blasphémé; qu'avons-nous plus besoin de témoins, vous venez vous-mêmes de l'entendre blasphémer⁵. » En fait le grand prêtre se trompe : il a parfaitement besoin de témoins, c'est une règle que nous avons déjà eu l'occasion d'énoncer : nul ne peut être condamné sur son propre aveu, un seul témoin ne suffit pas.

1. Matthieu, xxvi, 63; Marc, xiv, 61; Luc, xxii, 70.

2. Id., xxiii, 21.

3. Id., xxvi, 64.

4. Marc, xiv, 62.

5. Matthieu, xxvi, 65; Marc, xiv, 63 et 64.

« On fera mourir celui qui doit mourir sur la parole de deux ou trois témoins; on ne le fera pas mourir sur la parole d'un seul témoin ¹. » Et le Deutéronome ajoute : « Un seul témoin ne sera point valable contre un homme dans quelque crime et péché que ce soit ou quelque péché qu'on ait commis ; mais sur la parole de deux ou de trois témoins, la chose sera valable ². » Sans doute le grand prêtre aurait eu des facilités particulières pour recueillir ces témoignages, vu les chefs d'inculpation ³, mais encore fallait-il les produire.

Si d'ailleurs le Sanhédrin n'avait point agi avec tant de précipitation, il eût été facile de trouver des gens qui avaient entendu Jésus affirmer son lien avec Dieu et sa mission messianique. Les Pharisiens déjà avaient voulu le lapider parce qu'il blasphémait, se disant Dieu et fils de Dieu⁴ ; et Jésus, pour leur échapper, avait dû se retirer au delà du Jourdain⁵. Du reste, même au cas où, par des témoignages, le Sanhédrin aurait établi que Jésus avait prétendu être le Messie, le crime de blasphème par là-même n'aurait pas été prouvé. Il aurait fallu démontrer que les circonstances de sa vie, ses origines, sa doctrine ne permettaient aucune identification entre l'accusé et celui que les Juifs attendaient. Déjà il s'était élevé en

1. Deutéronome, xvii, 6.

2. *Ibid.*, xix, 15.

3. Contre le séducteur, bien plutôt que contre le blasphémateur, comme le dit Rosadi, *op. cit.*, p. 186, le témoignage est particulièrement rigoureux. A en croire la Mischnah, *Sanh.*, ch. 7, § 10, on place deux individus destinés à servir de témoins derrière une cloison ; par tous les moyens on attire près de ce lieu l'individu soupçonné, on lui fait répéter les paroles incriminées, et dès qu'ils ont entendu, les deux témoins peuvent déposer utilement.

4. Jean, x, 32 à 37.

5. *Id.*, x, 40.

Israël de faux prophètes et le législateur juif avait donné un critérium pour les séparer de ceux qui étaient inspirés par Javeh ¹. Sans doute la doctrine touchant le Messie n'était pas assez fixe pour reconnaître au premier abord si Jésus était bien le rénovateur espéré; justement pour cela, le Sanhédrin n'aurait pas dû rejeter *a priori* l'affirmation de l'inculpé. En fait, un seul cri répondit à la déclaration affirmative de Jésus : « il est digne de mort ² ». De quelle mort, il n'en fut pas question; elle ne pouvait cependant faire de difficulté. « Tu ne manqueras point de le faire mourir : ta main sera la première sur lui pour le faire mourir et ensuite la main de tout le peuple; et tu l'assomeras de pierres et il mourra ³. » C'était la lapidation.

Pour suivre jusqu'au bout la législation mosaïque, le procès n'aurait pas dû être considéré comme terminé. Nous avons vu en effet que, quand une affaire capitale aboutissait à une condamnation à mort, la sentence n'était pas prononcée sur-le-champ, à plus forte raison l'exécution n'avait-elle pas lieu; les juges devaient revenir le lendemain sur le siège pour prononcer l'arrêt définitif. Certains auteurs, qui pensent que tout fut régulier dans la procédure suivie contre Jésus, voient cette deuxième séance dans la réunion du Sanhédrin qui eut lieu tout au matin et que signalent les trois synoptiques ⁴. Le texte de

1. Deutéronome, xviii, 21 et 22. « Que si tu dis en ton cœur : comment connaissons-nous la parole que l'Éternel n'aura point dite? Quand ce prophète-là aura parlé au nom de l'Éternel et que la chose prédite ne sera point ni n'arrivera point, ce sera là une parole que l'Éternel ne lui a pas dite : le prophète l'aura dite par orgueil; ne le crois point. »

2. Matthieu, xxvi, 66; Marc, xiv, 64, dit : « tous jugèrent qu'il était digne de mort. »

3. Deutéronome, xiii, 9 et 10.

4. Cf. Salvador, *Histoire des institutions mosaïques*, II, p. 85 et suiv.

Luc n'est peut-être pas étranger à cette conception. Toutefois nous ne pouvons souscrire à ces conclusions. La première raison en est que la date de la séance ne correspond en rien avec le moment où elle doit être tenue, suivant le texte de la Mischnah. Le législateur talmudique établit cette seconde réunion le lendemain du jour où a été prononcée la première condamnation ; or, d'après la computation juive, le jour va du coucher du soleil au coucher du soleil suivant ; la journée qu'est le 14 nisan a commencé à la nuit ; elle dure encore quand le soleil se lève le vendredi matin ; de telle façon que la deuxième comme la première séance a eu lieu le 14 nisan : elles ont été tenues le même jour. D'ailleurs considérons la manière dont s'exprime Matthieu : « ...συμβούλιον ἔλαβον πάντες οἱ ἀρχιερεῖς καὶ οἱ πρεσβύτεροι τοῦ λαοῦ κατὰ τοῦ Ἰησοῦ, ὥστε θανατῶσαι αὐτόν. Tous les prêtres, les anciens du peuple tinrent conseil contre Jésus pour le faire mourir. » Or, justement cette réunion a pour but en principe de permettre aux juges de réfléchir, de revenir sur leur sentence et de prononcer à l'occasion un acquittement ; seuls en effet ceux qui ont voté la condamnation peuvent changer d'opinion ; les voix qui ont acquitté restent en faveur de l'inculpé. Dès lors écrire que la seconde séance fut tenue pour faire mourir Jésus, c'est en préjuger le résultat ; tout au plus Matthieu aurait-il dit : le Sanhédrin s'assembla pour décider en définitive si Jésus devait mourir. La phrase de Matthieu par sa contexture, d'autre part la date de la réunion ne permettent donc pas de voir là la deuxième séance requise par les textes talmudiques.

De telle sorte que, sans parler de la condamnation, ce procès, illégal dans son existence, se trouva encore vicié dans sa procédure : Jésus, à peine jugé par le Sanhédrin, le fut dans des formes irrégulières.

II. *Le procès devant Pilate, dégagé de ses incidents.*

A peine le jour paru, Jésus fut amené devant le procureur, qui, sans faire aucune allusion aux événements de la nuit, sans s'étonner de voir un inculpé chargé de liens en dehors de son ordre, posa aux prêtres et aux anciens cette question naturelle : « De quoi accusez-vous cet homme ¹? » Les représentants du Sanhédrin qui étaient restés en dehors du prétoire, de façon à ne pas être souillés et à pouvoir manger la Pâque ², firent à Pilate cette réponse impertinente : « Si ce n'était un malfaiteur, nous ne l'aurions pas livré entre tes mains ³. » A quoi Pilate riposte : « Prenez-le vous-mêmes et le jugez selon votre loi ⁴. » Ce

1. Jean, XVIII, 29.

2. Id., XVIII, 28. De ce fait est résultée une controverse sur le point de savoir si le procès de Jésus se déroula en dehors du palais, en présence des Juifs, ou si au contraire il eut lieu à l'intérieur, Pilate étant obligé d'aller des Juifs à Jésus et de Jésus aux Juifs pour recueillir les accusations et interroger l'inculpé. Le récit de Jean paraît favorable à cette seconde opinion, les trois synoptiques semblent plutôt conformes à la première. Strauss (*Vie*, § 128) relève que, si le procès se déroula dans l'intérieur du prétoire, il est impossible que les évangélistes aient été à même d'en connaître les différentes phases. Cette remarque à proprement parler n'est pas très sérieuse; car le quatrième évangile ne dit pas que le procès se résuma en une conversation sans témoins entre Jésus et Pilate; les débats étaient publics, il pouvait y avoir d'autres assistants que les Juifs. De plus le procureur nous est représenté comme ayant communiqué aux accusateurs point par point le résultat de ses investigations sur chacun des chefs d'accusation. Le fait donc de savoir où se déroula l'interrogatoire de Jésus n'a pas, au point de vue de l'information, l'importance que Strauss voulait bien lui prêter. — Cf. Rosadi, *op. cit.*, p. 224 et 225; Mueller, *op. cit.*, p. 18 et suiv.

3. Id., XVIII, 30.

4. Id., XVIII, 31.

membre de phrase a donné lieu à diverses interprétations. Les partisans de la thèse de l'*exequatur* y voient un argument en leur faveur. Il est vrai que s'il en était ainsi, les Juifs ne répondraient pas « Ἡμῖν οὐκ ἔξεστιν ἀποκτεῖναι οὐδενά, il ne nous est pas permis de faire mourir (ou aussi exactement, de condamner à mort) quelqu'un¹ » ; mais bien plutôt, la condamnation est prononcée, il ne reste qu'à la confirmer. D'autres auteurs ont cru que Pilate, pensant que dans l'affaire de Jésus il n'y avait pas procès capital à proprement parler, avait invité les juridictions juives à prononcer contre l'inculpé une peine mineure, ainsi que c'était leur droit. La thèse se heurte à cette observation qu'au moment où le procureur s'exprime dans les termes que nous avons relevés, il n'a encore été portée aucune accusation qui lui permette de juger si on lui soumet une affaire capitale ou non. Bien plutôt il y a là une raillerie de Pilate ; en les invitant à user d'un droit et à appliquer une loi que les Romains ont supprimée, il a voulu probablement se moquer des Juifs². Qui sait même si nous ne sommes pas en présence d'une allusion aux faits de la nuit, que Pilate aurait connus, en dépit de son silence ; allusion à un procès qu'il sait illégal, qu'il voudrait reprocher aux Juifs mais dont il ne peut parler, empêché qu'il est par quelque raison grave ? N'y aurait-il pas dans cette remarque, qui devait être blessante pour les Juifs, la trace d'une rancune qui ne peut pas se faire jour ?

Quoi qu'il en soit, et nous comptons nous expliquer plus longuement sur ce point, l'escarmouche entre le juge et les accusateurs s'arrêta là ; on passa de suite aux griefs

1. Jean, xviii, 31.

2. Strauss, *op. cit.*, § 128 ; Rosadi, *op. cit.*, p. 237 ; A. Loisy, *Le quat. évang.*, p. 845.

sérieux : le premier, qui fut invoqué, fut le titre de roi des Juifs que Jésus aurait prétendu avoir ¹. C'était porter nettement l'accusation sur le terrain politique, faire de Jésus un rival de Tibère. L'accusé du reste ne fit aucune difficulté pour avouer. D'après Matthieu, Marc et Luc, il répondit : Σὺ λέγεις ², et selon Jean, il aurait demandé à Pilate s'il lui posait cette question de lui-même ou si d'autres le lui avaient dit ³. De quoi on a conclu qu'il ne fallait pas traduire σὺ λέγεις par : *tu le dis, je le suis*, mais bien par : *c'est toi qui l'affirmes*. En fait la question ne présente aucune difficulté ; après sa première question, Pilate insiste : « tu es donc roi ? » et Jésus répond : « tu le dis, je suis roi ⁴. » C'est donc sans aucun doute un aveu et il importe peu que Jésus explique ou non que son royaume est le royaume de la vérité, qu'il est né, et qu'il est venu dans le monde pour rendre témoignage à la vérité : sur le premier chef d'accusation, aucune erreur n'est possible ; l'accusé en a reconnu le bien fondé.

Et pourtant Pilate, de lui-même, ne retient pas cette cause d'inculpation ; se retournant vers les Juifs, il déclare : « Je ne trouve aucun crime en cet homme ⁵. » Le fait est d'autant plus curieux que ce titre de roi des Juifs sera indiqué comme étant justement le motif de la condamnation quand Pilate ne résistera plus et consentira au supplice de Jésus : « Ils marquèrent aussi le sujet de sa condamnation, par cette inscription qu'ils mirent au-dessus de sa tête : Celui-ci est Jésus, le roi des Juifs ⁶. » Pour le moment

1. Matthieu, xxvii, 11 ; Marc, xv, 2 ; Jean, xviii, 33.

2. Id., xxvii, 11 ; Marc, xv, 2 ; Luc, xxiii, 3.

3. Jean, xviii, 34.

4. Id., xviii, 37.

5. Id., xviii, 38.

6. Matthieu, xxvii, 37.

toutefois, soit que le procureur juge l'aveu de l'inculpé comme inopérant, soit qu'il considère ce monarque, don le royaume n'est pas de ce monde, bien plutôt comme un doux rêveur que comme un rival de l'empereur, il demande aux Juifs s'ils n'ont pas à exposer un grief plus pertinent.

« Et étant accusé par les prêtres et par les anciens, il ne répondit rien. Alors Pilate lui dit : « N'entends-tu pas de combien de choses ils témoignent contre toi » ? — Mais Jésus ne répondit rien à tout ce qu'il put dire ; en sorte que le gouverneur en était fort étonné ¹. » Luc est plus explicite : « Il l'accusèrent, disant : il pervertit notre nation et empêche de payer le tribut à César ². » Ce dernier fait devait particulièrement toucher Pilate qui, en dehors de ses attributions de gouverneur, était administrateur financier. Quoique Luc ne nous le dise pas, il est probable qu'il fit porter ses investigations de ce côté ; la preuve en est, que, si nous ne possédons pas le récit de l'enquête elle-même, nous en avons le résultat, qui fut nul, au témoignage du procureur lui-même. « Alors Pilate dit aux prêtres et à la foule : Je ne trouve rien de criminel en cet homme ³ ». Il ne pouvait du reste pas en être autrement : quelques jours seulement avant son procès, sur une interrogation captieuse des Pharisiens, Jésus, au milieu du temple, avait prononcé la phrase devenue fameuse : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ⁴. » Par conséquent les témoins qui pouvaient déposer utilement sur ce point étaient encore à Jérusalem et nombreux : l'accusation portée était trop évidemment contraire à la vérité pour qu'elle pût résister à un examen même peu approfondi.

1. Matthieu, xxvii, 12 à 15 ; Marc, xv, 3 à 6.

2. Luc, xxiii, 2.

3. Id., xxiii, 4.

4. Matthieu, xxii, 15 à 22 ; Marc, xii, 13 à 17 ; Luc, xx, 20 à 26.

Les Juifs ne se tinrent pas pour battus ; ils insistèrent : « Jésus soulève le peuple, enseignant dans toute la Judée, depuis la Galilée où il a commencé jusqu'ici ¹. » En fait, si l'on veut bien y réfléchir, cette nouvelle accusation n'était pas sensiblement différente de celle relative au non paiement du tribut. Jésus est représenté comme un nouveau Judas le Gaulonite qui, au moment de l'annexion, incitait le peuple à la révolte, lui représentant que le tribut apportait avec lui une servitude évidente et qui invitait toute la nation à reconquérir sa liberté ². Les deux griefs sont intimement liés l'un à l'autre et repoussant l'un, le procureur pouvait *a priori* ne pas tenir compte de l'autre. Il est vrai que le crime de sédition était particulièrement grave ; il tombait, au témoignage d'Ulpien, sous le coup de la *lex Julia de majestate* ³ et pour le pérégrin qu'était Jésus, la peine, si nous en croyons le juriconsulte Paul, était la mort sur la croix : *Actores seditionis et tumultus, populo concitato* (c'est bien l'hypothèse prévue par Luc), *pro qualitate dignitatis aut in furcam tolluntur aut bestiis obijciuntur aut in insulam deportantur* ⁴.

Il est probable que Pilate, pendant la comparution de Jésus devant Hérode auquel il avait été renvoyé ⁵, procéda à une enquête sur le crime de sédition. Et ses recherches durent être assez importantes, prirent un temps relativement long, puisque, quand le procureur voulut en communiquer le résultat aux accusateurs, il dut les faire quérir, ceux-ci de guerre lasse ayant quitté la place ⁶.

1. Luc, xxiii, 5.

2. Jos., *Ant.*, XVIII, 1, § 1.

3. Ulpien, lib. 7, *De offic. procons.* ; XLVIII, 4, *Dig.*, fr. 1, § 1.

4. Paul, lib. 5, *Sent.* ; XLVIII, 19 ; *Dig. fr.* 38, § 2.

5. Luc, xxiii, 7.

6. Id., xxiii, 13.

« Vous m'avez présenté cet homme comme portant le peuple à la révolte, proclame Pilate, et néanmoins je ne l'ai trouvé coupable d'aucun des crimes dont vous l'accusez ¹. » C'était l'effondrement de tout le système d'inculpation des Juifs et de ce fait, Pilate tire aussitôt la conclusion logique « : Je vais le relâcher : παιδεύσας οὖν αὐτὸν ἀπολύσω ². » Ce que, selon nous, il ne faut pas traduire : l'ayant fait châtier, je le relâcherai donc ; mais bien plutôt, je le remettrai en liberté après l'avoir admonesté. En effet un châtiment, si minime soit-il, ne peut trouver place dans cette affaire, après la déclaration de pleine innocence que vient de faire le procureur ; même reconnu étranger aux crimes qu'on lui reproche, Jésus peut très bien être invité à ne plus enseigner, à ne plus agir de façon à donner prise sur lui, au moins en apparence.

A l'acharnement qu'ont mis les Juifs à accuser, on conçoit que cette sentence d'absolution ne peut les satisfaire. Comme l'a dit le plus important d'entre eux, il est avantageux qu'un seul homme meure pour le peuple ³, et puisque Jésus a été choisi comme victime expiatoire, à toute force il faut qu'il disparaisse : les arguments n'ont pas convaincu le procureur de cette nécessité, la violence y parviendra.

Et de fait, à peine Pilate a-t-il manifesté son intention de relâcher Jésus, qu'un cri s'élève : « Fais-le mourir ⁴ » ; et, comme pour ne laisser aucun doute sur leur intention d'aller jusqu'au bout, les Juifs, à une nouvelle proclamation d'innocence, découvrent le fond de leur pensée et

1. Luc, xxiii, 15.

2. Id., xxiii, 16.

3. Jean, xi, 50.

4. Luc, xxiii, 18.

déclarent : « Nous avons une loi, et il doit mourir parce qu'il s'est fait fils de Dieu ¹. » L'évangéliste ajoute : « Pilate, ayant entendu ces paroles, craignit encore davantage ². » D'un mot, nous sommes mis au courant des sentiments qui se déroulent dans l'âme du procureur : arrogant au début, il prend peur quand il a la certitude que ce procès intenté devant lui n'est qu'un trompe-l'œil, qu'il y a derrière toute une haine religieuse qui s'agite, que son rôle n'est pas de défendre l'intérêt politique de Rome, mais bien, sous ce couvert, de servir des rancunes de parti. Par expérience Pilate sait jusqu'où va l'intransigeance juive en matière religieuse ; il les a déjà entendus, ces Juifs, la tête sous le glaive, crier qu'ils préféreraient mourir plutôt que de laisser violer leur loi. Et au même instant, c'est cette loi qu'on évoque devant lui ; la révolution menace, il prend peur.

Dès ce moment la condamnation de Jésus ne peut plus faire aucun doute : la résistance de Pilate est vaincue. Non pas que son orgueil de Romain lui permette d'accéder instantanément aux désirs des Juifs, mais, de concession en concession, il va se laisser glisser jusqu'à la décision suprême. Tout d'abord il propose aux Juifs de faire grâce à Jésus ; ceux-ci répondent par le cri : « Crucifie-le, crucifie-le ³. » Qu'on y prenne garde : grâcier un individu, c'est le supposer coupable, digne d'un châtiment qu'on lui remet ; l'inculpé, qui a été reconnu innocent, doit être renvoyé absous, on ne lui fait pas grâce. Donc Pilate, quand il propose au peuple de délivrer Jésus, encore que par la

1. Jean, XIX, 7.

2. Id., XIX, 8.

3. Matthieu, XXVII, 20 à 23 ; Marc, XV, 7 à 14 ; Luc, XXIII, 13 à 27 ; Jean, XVIII, 40.

suite il demande quel mal il a fait ¹, ne proclame plus l'innocence de l'inculpé, mais bien au contraire considère qu'il est digne d'une punition que, par une faveur spéciale, il consent à ne pas appliquer.

Les Juifs insistent et Pilate ne se contente plus de supposer qu'il a prononcé une condamnation ; il fait fouetter Jésus par ses soldats : « Alors Pilate prit Jésus et le fit fouetter. Et les soldats, ayant fait une couronne d'épines entrelacées, la lui mirent sur la tête et ils le revêtirent d'un manteau écarlate ². » Et pour bien montrer que s'il agit ainsi, c'est par condescendance pour les Juifs, Pilate leur exhibe Jésus, en étendant la main vers lui et en disant : « Voilà l'homme ³ », sans cesser cependant d'affirmer l'innocence de celui que, par une contradiction trop facilement explicable, il vient de faire châtier ⁴.

Les souffrances de Jésus ne satisfont point ses accusateurs, ils recommencent à réclamer sa crucifixion ⁵ et, comme Pilate cherche un moyen d'épargner la mort à l'inculpé ⁶, les Juifs mettent la dernière main à leur œuvre, en accusant le procureur lui-même : « Si tu délivres cet homme, tu n'es point ami de César, car quiconque se fait roi s'oppose à César. Ἐὰν τοῦτον ἀπολύσῃς, οὐκ εἶ φίλος τοῦ Καίσαρος, πᾶς ὁ βασιλέα αὐτὸν ποιῶν, ἀντιλέγει τῷ Καίσαρι ⁷. Cette fois c'est la fin ; il ne s'agit plus pour Pilate de sauver Jésus, mais bien d'éviter une dénonciation, un blâme, une déposition même. L'égoïsme reparaît ; puisque maintenant la

1. Luc, xxiii, 23.

2. Jean, xix, 1 et 2.

3. Id., xix, 5.

4. Id., xix, 4.

5. Id., xix, 6.

6. Id., xix, 12.

7. Id., xix, 12.

question se trouve être ou Jésus ou lui-même, Pilate monte sur son tribunal et va rendre sa sentence ¹. Une dernière fois, Pilate, qui se venge par une raillerie, demande : « Crucifierai-je votre roi ? » C'est une protestation de fidélité aux institutions romaines qui lui répond : « Nous n'avons d'autre roi que César ². » Jésus est condamné à être crucifié.

En disant qu'il y eut condamnation, il est certain que nous ajoutons quelque chose au texte évangélique. Jean dit seulement : « Alors Pilate le leur abandonna pour être crucifié ³. » D'après Luc, « il abandonna Jésus à leur volonté ⁴ ». Selon Marc, « il le livra pour être crucifié ⁵ ». Enfin certains textes de Matthieu portent « il le livra pour être crucifié » et d'autres ajoutent αὐτοῖς, « il le leur livra ⁶ ». Il est certain que toutes ces façons diverses de signaler la condamnation de Jésus ne sont pas proprement exactes ; car le condamné ne fut pas remis entre les mains des Juifs pour

1. Jean, xix, 13. Sur l'ensemble du procès, cf. Langen, *op. cit.*, I, § 2, p. 416 à 432.

2. Id., xix, 15. D'après Matthieu, xxvii, 24, Pilate, avant de condamner Jésus, se fit apporter de l'eau, se lava les mains en présence de tout le peuple, disant : « Je suis innocent du sang de ce juste. » Rosadi pense que le procureur usa d'une coutume juive qu'il fait remonter au Deutéronome, xxi, 6, 7 : au cas où l'auteur d'un crime sera resté inconnu, « les anciens de cette ville-là, les plus près de l'homme qui aura été tué, laveront leurs mains sur la jeune vache à laquelle on aura coupé le cou dans la vallée. Et prenant la parole, ils diront : nos mains n'ont point répandu ce sang ; nos yeux aussi ne l'ont point vu répandre ». Pilate donc se serait servi de ce symbole pour faire comprendre la croyance qu'il avait à l'innocence de Jésus et ce, empêché qu'il était de le dire de vive voix par le tumulte toujours grandissant et par le fait que les gens des diverses nations pouvaient ne pas le comprendre (Rosadi, ch. 21, p. 284 et suiv.). Cf. Strauss, *Vie*, § 138, qui ne croit pas à l'authenticité de cet épisode. Tr. fr., p. 545.

3. Id., xix, 16.

4. Luc, xxiii, 24 et 25.

5. Marc, xv, 15.

6. Matthieu, xxvii, 26.

être exécuté ; comme la condamnation, le supplice relevait de la seule autorité romaine et, de façon pertinente, nous savons que ce furent des soldats romains, commandés par un centurion, qui y procédèrent ¹.

Comment donc les évangélistes ont-ils pu croire que Jésus fut livré aux Juifs ? Le fait s'explique par un phénomène assez simple d'abstraction. Lorsque les évangiles sont rédigés, il s'est écoulé un délai plus ou moins long entre ce moment et les faits qu'ils rapportent. Deux choses ont frappé leurs auteurs : d'abord Jésus a été condamné par Pilate ; d'autre part ceux qui désiraient la mort de Jésus étaient les Juifs. Or ces deux faits sont corrélatifs l'un de l'autre : c'est parce que Pilate a condamné que la volonté des Juifs a reçu exécution. Et la phrase des évangélistes, en particulier celle de Marc, n'a pas pour but de dire que le procurateur a remis Jésus entre les mains du Sanhédrin pour en faire ce qu'il voudrait, pour l'exécuter comme il l'entendrait ; non, il faut lire : Pilate a livré Jésus pour qu'il soit crucifié et ce faisant, il a accompli la volonté des Juifs. Seulement ces deux idées se réunissent si étroitement dans l'esprit des évangélistes, qu'en écrivant, ils les joignent intimement, dans une seule proposition, au point de rendre leur pensée presque confuse.

Si dès lors les termes évangéliques ne signifient pas que Pilate a laissé faire, il n'y a pas de raison pour que ce procès se soit terminé sans sentence de condamnation. D'ailleurs, s'il en était autrement, pourquoi, au moment où de part et d'autre on a échangé les arguments suprêmes, où il va falloir que le juge statue, pourquoi Pilate, à cet

1. Matthieu, xxvii, 54 ; Marc, xv, 16 ; Luc, xxiii, 36 ; Jean, xix, 23.

instant déterminé, monterait-il sur son tribunal? Bien plus, nous avons vu que lors de l'exécution, au-dessus de la croix, il existait une inscription indiquant le motif de la condamnation : Jésus de Nazareth, roi des Juifs. L'ayant lue, les prêtres viennent trouver Pilate et lui disent qu'il aurait fallu mettre : qui s'est dit le roi des Juifs ¹. A quoi riposte le procureur : « Ὁ γέγραφα, γέγραφα ; ce que j'ai écrit, je l'ai écrit ². » Or est-il possible de supposer que Pilate, dans cette réponse, fasse allusion à l'inscription de la croix ? Nullement, cette planche de bois porte en réalité un extrait de la condamnation que Pilate a mise par écrit, comme c'était l'usage, et qu'il a lue devant son tribunal ³. En disant, ce que j'ai écrit est écrit, Pilate songe à la sentence rendue.

Avant de passer à l'étude des incidents qui se sont greffés sur le procès jugé par Pilate, il faut que nous nous expliquions sur un point que jusqu'ici nous avons laissé dans l'ombre. Au cours de l'étude antérieure, nous avons relevé la coexistence de deux procédures, l'une devant le Sanhédrin, l'autre devant l'autorité romaine. Comment peut-on les concilier ?

Dans la thèse de l'*exequatur*, c'est la chose du monde la plus aisée, et c'est sans doute pourquoi cette théorie a rallié à peu près tous les auteurs. Mais pour nous qui admettons la seule compétence du procureur, il ne suffit pas de dire avec Dupin ⁴ et Rosadi, que le procès poursuivi devant la juridiction juive fut illégal ; il faut encore montrer pourquoi les Juifs n'allèrent pas immédiatement à Pilate et sur-

1. Jean, xix, 21.

2. Id., xix, 22.

3. Cf. F. Walter, *op. cit.*, § 853 in fine, tr. fr., p. 99.

4. Dupin, *Jésus devant Kaïphe et Pilate*, Paris, 1864.

tout pourquoi celui-ci ne protesta pas contre l'illégalité commise lors de l'arrestation et du prononcé de la sentence par le Sanhédrin. Pilate persifla les Juifs, railla leur loi inopérante ; mais le rôle d'un magistrat romain n'était pas d'être spirituel du haut de son tribunal ; il devait avant tout faire respecter la légalité, ne pas laisser usurper ses pouvoirs. Or Pilate ne l'a pas fait ; dans la suite de sa carrière, il n'en est rien résulté de fâcheux pour lui. D'où vient cette anomalie ?

Sur l'intervention du Sanhédrin, il faut en finir en quelques mots avec le système de Mommsen. Sans parler des principes posés dans notre première partie, le procès du Christ ne laisse nulle part entrevoir la conception d'un procès juif sanctionné par l'autorité romaine. Tacite, parlant des Chrétiens, nous dit : *Auctor nominis ejus Christus, Tiberio imperitante, per procuratorem Pontium Pilatum, supplicio affectus erat* ¹. Et Josèphe est plus précis encore : « Ὁ Χριστὸς οὗτος ἦν. Καὶ αὐτὸν ἐν δεξιῇ τῶν πρώτων ἀνδρῶν παρ' ἡμῖν σταυρῷ ἐπιτετιμηκότος Πιλάτου... ² Celui-là était le Christ. Livré par les premiers d'entre notre nation et condamné par Pilate au supplice de la croix... » D'où il résulte bien que le véritable juge fut le procureur et que le rôle officiel des prêtres et des anciens consista à se porter accusateurs. Du récit même du procès de Jésus, cela ressort jusqu'à l'évidence. A aucun moment il n'est question du Sanhédrin et la première parole de Pilate est : de quoi l'accusez-vous ?

1. Tacite, *Ann.*, XV, 44.

2. Jos., *Ant.*, XVIII, 3, § 3. De tels doutes ont été soulevés sur l'authenticité de ce passage que certains auteurs, comme Graetz, *op. cit.*, p. 297, le laissent complètement dans l'ombre sans même exposer une raison les ayant conduits à admettre son interpolation.

D'ailleurs dans ces deux procès, pour pouvoir admettre que l'un est la sanction de l'autre, encore faut-il reconnaître que les accusations doivent être les mêmes. On ne conçoit pas comment le procureur pourrait exercer son pouvoir de contrôle, si les griefs qu'on présente devant lui ne sont pas ceux dont l'accusé a eu à répondre devant la première juridiction. Pour que le rôle du fonctionnaire impérial devienne nul, le tribunal juif n'a qu'à aggraver l'accusation et il devient impossible de se rendre compte si la condamnation est adéquate à l'inculpation. Justement c'est ce qui s'est passé dans le procès de Jésus : au Sanhédrin on s'est placé au point de vue religieux pour juger ; devant Pilate, Jésus n'est plus qu'un agitateur politique. Dès lors, du moment que les procès n'ont pas lieu sur les mêmes bases, on ne peut pas dire qu'ils soient le complément nécessaire l'un de l'autre ; il y a là deux affaires qui coexistent mais ne se pénètrent pas.

Selon nous, l'explication de l'intervention du Sanhédrin est autre : ce qui sépare les Juifs et Jésus, ce qui explique la haine de ceux-là pour celui-ci, ce sont les questions religieuses. Maintes fois, les Pharisiens ont courbé la tête devant les anathèmes de Jésus ¹ ; ils se sont souvenus de la comparaison blessante entre le Pharisien superbe et le Publicain humilié ², et s'ils se sont retirés en entendant la parole de pardon adressée à la femme adultère, ils n'ont point oublié l'étrange façon dont Jésus interprète la loi ³. Mais leur colère a été à son comble quand Jésus a proclamé qu'il était un avec le Père et qu'il s'est fait l'égal de Dieu ⁴.

1. Luc, XI, 37 à 54 ; XII, 1 à 9.

2. Id., XVIII, 9 à 14.

3. Jean, VII, 1 à 11.

4. Id., X, 30 à 39.

Si encore il avait consenti à épouser leurs querelles politiques ! Mais la seule fois où Jésus s'est trouvé en contact avec les Romains, habilement il a séparé la cause de César et la cause de Dieu. Dès lors il a été bien établi que Jésus n'était pas le restaurateur d'Israël attendu, celui qui chasserait les Romains ; et puisque, se disant le Messie, il n'en accomplissait pas les œuvres, il ne pouvait être qu'un imposteur, un blasphémateur ; et le blasphémateur doit mourir ¹.

Mais pour atteindre ce but, il faut légalement avoir recours à l'autorité romaine, faire prononcer une condamnation par le procureur. Le seul inconvénient est que, si l'on s'adresse à lui pour faire juger Jésus, en invoquant les véritables griefs, il y a toute probabilité pour que Pilate refuse d'envoyer un homme au supplice parce qu'il a traité certains Pharisiens de sépulchres blanchis, ou qu'il s'est dit fils de Dieu : le premier grief est ridicule ; au second, Pilate pourrait répondre que Jésus n'a pas le monopole de ce titre et que les fils de dieux abondent dans l'histoire, à commencer par l'ancêtre de Rome, chanté sous Auguste dans un poème devenu national. Porter contre Jésus des accusations politiques vraies ou fausses, et forcer au besoin la main à Pilate, c'est un moyen d'obtenir une condamnation à mort ; mais alors Jésus disparaîtra, non pas parce qu'il a violé la loi de Moïse, ce qui aux yeux des Juifs est le point important, mais parce qu'il est un adversaire de Rome ; dès lors, pour la foule, il n'est plus un coupable, mais un martyr national.

Et alors les Juifs adoptent la ligne de conduite suivante : s'assurer d'abord de Jésus, le convaincre aux yeux de tous et devant leur juridiction du crime de blasphème ; puis se

1. Jean, xi, 53.

servir de Pilate comme d'un exécuteur, obtenir de lui une sentence de mort, sous un prétexte quelconque.

De fait, les choses ne se sont pas passées autrement ; seuls les Juifs se sont saisis de Jésus, la nuit ; ils l'ont amené devant le Sanhédrin, bien moins pour obtenir un jugement en règle que pour établir le caractère blasphématoire des paroles de Jésus ; puis, quand tout le monde a été convaincu qu'il était digne de mort, il s'est produit un fait qui semble d'abord inexplicable, une seconde réunion du Sanhédrin. L'utilité en est marquée parfaitement grâce aux termes de Matthieu : « au matin ils s'assemblèrent pour faire mourir Jésus. » C'est en effet la seule partie du programme qui reste à remplir : il faut que Pilate fasse mourir celui que les intéressés ont trouvé coupable. Et dans cette séance du matin, on discute quelles accusations on va porter devant le procureur, quels griefs seront suffisants pour le convaincre. Qu'on se rappelle les hésitations, les proclamations d'innocence, les sarcasmes de Pilate ; ils ont pour raison d'être bien moins la foi du procureur dans l'innocence de l'inculpé que le dépit qu'il éprouve d'être obligé de jouer le rôle que les Juifs lui ont réservé dans cette affaire.

Si du reste on y veut réfléchir, les accusations présentées à Pilate ne sont pas choisies au hasard. Les Juifs reprochent à Jésus les caractères publics de celui qu'ils ont refusé de voir dans sa personne, le Messie : Jésus est digne de mort, parce que, malgré ses affirmations, les Juifs n'admettent pas son rôle messianique ; il est condamné parce qu'on lui prête les attributs du Messie. Son titre de roi et le soulèvement pour chasser les Romains correspondent aux versets 4, 5, 21 et 24 du psaume LXXXIX : « J'ai traité alliance avec mon élu ; j'ai fait serment à David mon ser-

viteur, disant : j'établirai ta postérité pour toujours et j'affirmerai ton trône d'âge en âge. Ma main sera ferme avec lui et mon bras le fortifiera. Je frapperai ses ennemis devant lui et je détruirai ceux qui le haïssent. » Le refus de payer le tribut, c'est le verset 23 du même psaume : « L'ennemi ne le rançonnera pas et l'inique ne l'affligera pas ¹. »

Du reste cette opposition entre les deux jugements se retrouve jusqu'au pied de la croix. Tandis que Pilate fait écrire *Jesus Nazarenus, rex Judaeorum*, que les soldats romains disent : « si tu es roi des Juifs, sauve-toi toi-même ² », de l'autre côté, les prêtres et les anciens du peuple ne font même pas allusion à cette décision, qui sans doute sert leur vengeance, mais qui n'a aucune valeur à leurs yeux ; seuls leurs griefs comptent ; seul le jugement de leur juridiction a convaincu l'accusé : « Toi qui détruis le temple de Dieu et le reconstruis en trois jours, que ne te sauves-tu toi-même ? Si tu es le fils de Dieu, descends de la croix ³. »

Il est vrai que, si le procès devant Pilate n'est qu'un expédient pour vivifier une sentence inopérante, il n'en reste pas moins que, pour le procureur, la procédure devant le Sanhédrin, quelque importance qu'elle revête aux yeux des Juifs, possède un caractère nettement illégal. Pour expliquer qu'il n'ait pas protesté, il ne suffit pas de dire que les événements de la nuit lui sont restés inconnus ; car, même s'il a ignoré le procès, il n'a pu lui échapper que l'accusé, conduit devant son tribunal, était lié ⁴, qu'il n'était donc

1. Les disciples de Jésus eux-mêmes crurent à la mission politique de leur maître. Ne lui demandent-ils pas : « Seigneur, sera-ce en ce temps que tu rétabliras le royaume d'Israël ? » (Actes, I, 6).

2. Luc, xxiii, 37.

3. Matthieu, xxvii, 40.

4. Id., xxvii, 1 ; Marc, xv, 1. Cf. Ed. Staffer, *Le Sanhédrin de Jérusalem au premier siècle* dans *Revue de théologie et de philoso-*

pas venu de son plein gré, qu'il y avait eu arrestation sans son ordre, donc illégale. En fait, nous croyons que Pilate a été informé par quelque rapport de ses agents ; son attitude au début du procès le démontre ; non seulement devant Jésus chargé de liens, il n'a pas un mot de blâme, mais encore aucun étonnement ne se marque chez lui ; il paraît, tel un homme averti, trouver très naturel de commencer sans délai la procédure ; pas un mot, pas un geste : « de quoi l'accusez-vous ? » De plus, la phrase de Jean : « prenez-le et jugez-le selon votre loi », est une allusion certaine au procès devant le Sanhédrin : « prenez-le » correspond à l'arrestation ; « jugez-le », c'est la séance de la nuit et « votre loi » ne peut être autre chose que la disposition du Deutéronome relative au blasphème. Si l'on ne suppose pas que Pilate a tout su, comment concevoir cette phrase qui n'a aucun rapport avec le procès, bien plus, qui est un non-sens dans la bouche d'un Romain ? Au cas contraire, si Pilate est informé et qu'il ne puisse critiquer, comme on comprend que dans un sarcasme il exhale sa colère impuissante et fasse sentir aux Juifs, qu'en dépit de leur loi, ils ne peuvent rien sans lui !

En réalité la situation de Pilate est extrêmement difficile au milieu des Juifs. D'une part, entré par son mariage avec

phie, 17^e année, p. 115. Lausanne, 1884. D'après l'auteur, le Sanhédrin aurait conservé le droit de condamner à mort et même d'exécuter. Mais dans les procès religieux comme celui de Jésus, où il pouvait craindre de voir sa sentence blâmée par les pharisiens purs, par les exaltés, le Sanhédrin aurait demandé au procureur de le soutenir et de le couvrir de son autorité. Contre cette opinion, nous ferons remarquer que les pharisiens devaient encore préférer une sentence médiocre rendue par l'autorité locale, suivant les formes de la loi, à une absolution ou à une condamnation prononcée par le procureur. Du reste, si celui-ci n'était pas compétent, la crainte d'un blâme des pharisiens ne lui donnait pas autorité pour juger.

la fille de Julie ¹, Claudia, dans la famille de l'empereur, il n'a pas le droit d'être un gouverneur simplement ordinaire ; d'autre part, placé à la tête d'un peuple nouvellement annexé, très jaloux de ses prérogatives religieuses, toujours prêt, au moindre prétexte, à l'occasion de n'importe quelle fête ², à se lever en masse et à se révolter, il faut qu'il joigne à beaucoup de fermeté, beaucoup d'habileté et une grande prudence. Or justement Pilate semble avoir manqué totalement de mesure ; dès son arrivée, un conflit éclate, le sang manque de couler, c'est l'affaire des étendards. Pilate cède cependant, probablement sur un ordre venu de Rome auquel devait être joint un blâme pour ce zèle intempestif. Peu après, il entreprend de dériver à Jérusalem un cours d'eau, et ce aux frais du trésor sacré ; les Juifs se réunissent au nombre de plusieurs milliers pour protester. Pilate fait revêtir à ses soldats des vêtements juifs, les arme de poignards, puis somme les Juifs de se retirer ; sur leur refus, les soldats les cernent et en font un massacre épouvantable ³. Sans aucun doute, après ces deux incidents, Pilate fut invité à en user avec plus de patience et de modération à l'égard de ses administrés et il n'est peut-être pas impossible de supposer qu'à la suite de ces ordres, Pilate, tombant d'un excès dans l'autre et craignant une révocation, qui ne fut d'ailleurs que retardée, passa subitement et sans transition de la cruauté à la faiblesse.

1. Rosadi, *op. cit.*, p. 222, parlant de Claudia, la dépeint comme une femme dévergondée et pourrie jusqu'aux moelles ; il lui prête des propos presque pornographiques. Sans discuter ce que les mœurs de Claudia ont à faire avec le procès du Christ, nous ferons simplement remarquer à l'auteur italien qu'il a mal lu les *Saturnales* de Macrobe, II, 5. La phrase sur la prise des passagers à bord, le navire étant chargé, est attribuée par Macrobe à Julie, à la mère et non à la fille.

2. Jos., *B. J.*, I, 4, § 3.

3. Jos., *Ant.*, XVIII, 3, § 4.

Que si par ailleurs les Juifs avaient écrit à l'empereur : « nous nous sommes assurés d'un homme qui s'élève contre toi, et ton représentant refuse de le juger sous le prétexte qu'il ne l'a pas arrêté lui-même », il est probable que, une fois de plus, on aurait donné tort à Pilate. Du reste cette affaire d'un pérégrin n'intéressait pas le procureur, au point que, pour lui éviter la mort, il risquât de faire naître une nouvelle affaire. Il est vrai qu'il y avait là une question d'amour-propre particulièrement sensible à Pilate. Malheureusement pour lui comme pour Jésus, avec l'habitude qu'il avait des Juifs, depuis plus de trois années qu'il était dans sa province, il dut, d'un coup d'œil, juger qu'il était dans une mauvaise position pour résister. Si l'idée lui vint de ne pas satisfaire aux réclamations des Juifs, en un instant il mesura la révolution qui grondait, la masse des Juifs indigènes grossie des coreligionnaires venus de tous les points de l'empire, pour fêter la Pâque dans la ville sainte, l'appui donné en sous-main par les prêtres et les anciens du peuple, au besoin l'intervention de la garde du temple ; et à tout cela, il ne pouvait opposer qu'une cohorte, cinq à six cents hommes au maximum, sans doute déjà sous les armes, comme c'était la coutume les jours de fête ¹, mais recrutés dans le pays, commandés par des officiers d'origine asiatique, par conséquent peu sûrs et qui, même s'ils restaient fidèles, seraient infailliblement débordés, puis engloutis par la foule. Faire venir des renforts de Césarée ? Il était trop tard : par leur décision et leur promptitude, les Juifs avaient surpris le procureur. Céder d'abord, pour faire appel ensuite aux légions de Syrie ? C'était alors la guerre et pour quel motif ² !

1. Jos., B. J., II, 12, § 1.

2. Sur la situation de Pilate vis-à-vis des Juifs dans l'affaire de

Voilà pourquoi Pilate en premier lieu ne put protester, puis fut obligé, sous la poussée des événements, de livrer Jésus qu'il avait reconnu innocent et voulait délivrer. Nous entendons bien que le représentant de Rome aurait dû faire face à l'émeute, ne fût-ce que pour sauver les principes, sauvegarder le droit et la justice. Mais si l'on se représente ce tribunal entouré d'une foule immense, qui gesticule, hurle, menace, ne veut rien entendre et ne peut plus raisonner, alors on se rend mieux compte du geste de Pilate. Celui-ci comprend que les temps de Césarée sont passés, que la force est dans l'autre parti ; impuissant il livre Jésus et laisse humilier son orgueil, pour tout sauver et préparer sa revanche. Jésus a été victime des circonstances qui ont entouré son procès, bien plutôt que de l'indifférence de Pilate. En d'autres temps, dans un lieu différent, Pilate, ayant pour lui la force, l'aurait délivré : en quoi, il n'aurait pas été plus courageux qu'il ne fut lâche dans le procès de Jérusalem.

III. *Les incidents du procès.*

Jusqu'ici nous avons étudié le procès de Jésus dans son unité d'affaire purement romaine : nous en avons vu les accusations, l'enquête, la condamnation. Or, au cours de la procédure, différents incidents ont été soulevés par le procureur, qui, semble-t-il, aurait voulu donner satisfaction aux Juifs sans mettre à mort Jésus, ou rejeter la res-

Jésus, cf. l'opinion concordante de Renan, *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1868, p. 87, et Mueller, *op. cit.*, ch. 5, p. 39.

ponsabilité d'une condamnation capitale sur un autre juge ; de cette nature est le renvoi de l'inculpé devant Hérode, tétrarque de la Galilée et de la Pérée.

1^o *Jésus devant Hérode*. — « Pilate, entendant parler de la Galilée, demanda si Jésus était Galiléen. Et ayant appris qu'il était de la juridiction d'Hérode, il le remit à Hérode qui était aussi à Jérusalem¹. » Le point important de cette question est de savoir si juridiquement Pilate devait se déclarer incompétent. Si l'on pense que, dès notre époque, les principes, contenus dans une constitution de Sévère et d'Antonin Caracalla de l'année 197, reçurent application, on arrive à cette conclusion que le crime doit être poursuivi soit au tribunal du lieu où il a été commis, soit au tribunal de la région où il a été commencé, soit enfin à celui de l'endroit où le coupable a été trouvé². Or, dans l'accusation des Juifs, il est dit que Jésus soulève le peuple, ayant commencé par la Galilée³. De sorte que, même faisant abstraction de l'origine de l'inculpé, et sous la réserve que nous avons faite relativement à l'application de la constitution, Pilate pouvait admettre la compétence d'Hérode concurremment avec la sienne, se basant sur le chef de commencement d'exécution en Galilée. Quant à la qualité de

1. Luc, xxiii, 6 et 7. Cet incident paraît très suspect à Strauss (*Vie*, § 128, p. 541) principalement à cause du silence des trois autres évangiles. Certains auteurs se sont ingéniés à chercher une explication à ce silence et en particulier Schleirmacher, *Ueber den Lucas*, apud *Strauss*, p. 540, pense que l'incident a échappé à Jean parce qu'on fit sortir Jésus par une porte de derrière. Ce système, sans doute très subtil, ne nous permet pas de voir pourquoi Matthieu et Marc sont muets sur cet incident ; à moins que pour une cause ou pour une autre il leur ait été inconnu ou qu'ils ne lui aient pas accordé l'importance que lui attribue Luc.

2. 1, *Code Just.*, III, 15.

3. Luc, xxiii, 5.

Galiléen reconnue par Pilate à Jésus, on a objecté que, dans la tradition, celui-ci était représenté comme né à Bethléem, ville de Judée ¹. On a répondu d'abord qu'au point de vue critique, Jésus n'était probablement pas venu au monde à Bethléem, mais à Nazareth en Galilée où habitaient ses parents officiels ². Sans prendre parti dans la discussion, nous remarquons qu'il n'est pas établi du tout que la naissance de Jésus lui ait fait perdre sa qualité de Galiléen, si elle se produisit à Bethléem ; le *jus sanguinis*, dans cette question de droit international, a parfaitement pu l'emporter sur le *jus soli* ; il y eut là en effet un événement qui, en dehors de toute question religieuse, eut un caractère accidentel et qui n'eut par la suite aucune conséquence, puisque, jusqu'à la croix, Jésus resta le Nazaréen. Au point de vue politique, il dépendait donc d'Hérode.

Rosadi a pourtant nié la possibilité pour celui-ci d'être compétent ³. Il raisonne en effet ainsi : « ou l'affaire de Jésus est d'ordre religieux, et le grand Sanhédrin seul est compétent ; ou elle est d'ordre politique et alors Pilate, s'il est incompetent, doit renvoyer l'affaire non à Hérode, qui n'a aucun pouvoir, mais à son collègue, le vice-gouverneur de la Galilée. »

Nous n'avons rien à reprendre au premier terme du raisonnement ; mais le second nous paraît inadmissible. Où Rosadi a-t-il vu qu'il y avait un procureur en Galilée ⁴ ? Ce vice-gouverneur, comme il l'appelle, est une pure création de son imagination. Nous savons en effet qu'Archélaus, avant sa déposition, possédait au moins accessoirement le

1. Luc, 11, 4.

2. Strauss, *Vie*, § 131.

3. Rosadi, *op. cit.*, ch. 18, p. 242.

4. Cf. Graetz, *op. cit.*, p. 255.

pouvoir judiciaire ; ne lui reproche-t-on pas d'avoir tranché des procès, avant sa confirmation par Auguste, comme si déjà il était roi ¹. Si, à sa disparition, on envoie un procureur avec le *droit du glaive*, c'est en principe pour le remplacer dans l'exercice de la justice capitale. Pourquoi dès lors vouloir supposer que, sans aucune raison, Hérode n'a pas sur les Galiléens les droits qu'Archélaüs avait sur les Juifs ? Pour l'un comme pour l'autre, la confirmation de Rome est intervenue, et pour admettre que, comme Archélaüs, Hérode a perdu ses droits, il faut soutenir que celui-ci a été déposé ainsi que celui-là, que la Galilée au même titre que la Judée a été annexée à l'empire romain. Or sur ce point nous sommes parfaitement renseignés : quand Hérode fut déposé en l'an 39 par l'empereur Caligula, sa tétrararchie fut ajoutée au royaume d'Agrippa qui gouverna jusqu'en 44 ² ; en sorte que, quatorze années après le procès du Christ, la Galilée n'avait pas encore connu l'administration d'un fonctionnaire romain.

Nous croyons donc qu'il était parfaitement possible que, dans une affaire déterminée, un conflit de compétence s'élevât entre le procureur de Judée et le tétrarque de Galilée ; de telle sorte que, si réellement Pilate ne voulut que se débarrasser d'une affaire épineuse, il put au moins cacher sa défaite sous des apparences juridiques.

Hérode du reste ne prit pas son rôle de juge au sérieux ; s'il eut dès l'abord une grande joie de voir Jésus dont il attendait un miracle, il se heurta de suite à un silence dédaigneux de l'accusé et se contenta de le ridiculiser ³ ; toutefois il ne trouva rien en lui qui fût digne de mort, et ce

1. Jos., *Ant.*, XVII, 9, § 5.

2. *Ibid.*, XVIII, 7, § 2.

3. Luc, xxiii, 8 à 11.

au témoignage même de Pilate, auquel Hérode renvoya Jésus¹ ; à son tour le tétrarque de Galilée se déroba et se déclara incompetent. Nous ignorons quels motifs il invoqua pour se récuser ; mais ils furent probablement bien puissants, car Pilate, dès le retour de Jésus, reprit la direction du procès sans la moindre observation. Il n'est peut-être pas impossible d'apercevoir les raisons que put invoquer Hérode. D'abord relativement aux griefs élevés contre Jésus, le titre de roi des Juifs et le refus de payer le tribut ne l'intéressaient pas ; ils touchaient en première ligne le représentant de l'empereur, le procurateur. Quant à la sédition, sans doute elle avait été commencée en Galilée, mais elle s'était poursuivie principalement en Judée et le cas devait plutôt relever de Pilate, puisqu'à compétence égale, le coupable avait été trouvé dans sa circonscription. Tout cela d'ailleurs n'était rien : si Hérode ne pouvait juger, c'était surtout parce qu'il se trouvait officiellement en dehors de son cercle de juridiction ; sorti de la Galilée et de la Pérée il n'était plus qu'un simple particulier, un pèlerin un peu plus élevé en rang et en dignité, mais qui ne possédait aucun pouvoir à Jérusalem. Même si Jésus avait été de la compétence certaine d'Hérode, celui-ci n'aurait pu connaître de l'affaire que dans sa tétrarchie ; sa présence à Jérusalem pouvait faciliter la comparution matérielle de Jésus ; mais constitutionnellement, elle en empêchait le jugement.

Si donc on veut voir dans le renvoi devant Hérode un expédient de Pilate, il faut reconnaître qu'il a échoué et devait forcément échouer.

2° *La grâce romaine.* — « Or le gouverneur avait cou-

1. Luc, xiiii, 15. Sur cet incident, cf. A. Loisy, *Les Évangiles synoptiques*, II, p. 639 et 640.

tume à toutes les fêtes de délivrer celui des prisonniers que le peuple lui demandait. Et il y en avait alors un insigne et nommé Barabbas. Comme ils étaient donc tous assemblés, Pilate leur dit : Lequel voulez-vous que je vous délivre, Barabbas ou Jésus qui est appelé Christ ? Les prêtres et les anciens persuadèrent au peuple de demander Barabbas et de faire périr Jésus. Le gouverneur donc leur disant : lequel des deux voulez-vous que je vous délivre, ils répondirent Barabbas... Alors il leur délivra Barabbas ¹. »

On a beaucoup discuté sur ce droit de grâce, dont Pilate voulut faire application à Jésus, pour essayer, par un second expédient, de le sauver. Certains y ont voulu voir l'exercice, par un magistrat romain, d'un usage juif. Mais en quelques mots nous avons montré comment le principe théocratique et divin, qui est à la base de la justice juive, ne permet pas d'y introduire la grâce. Nous nous trouverions donc en présence d'une institution romaine ; et il est effectivement certain que, sous différentes formes, le droit pénal romain a connu la remise de la peine.

Sous la République, il faudrait, d'après Mommsen ², distinguer la grâce qui se présente comme émanant du pouvoir législatif, que le Sénat prononce, et la grâce qui relève du pouvoir judiciaire : chaque tribunal, d'après l'usage romain, aurait le droit de remettre la peine qu'il peut infliger, ou immédiatement, ou après coup, pourvu qu'elle n'ait pas encore été exécutée. Il est certain que dans ces conditions, le droit de grâce judiciaire aurait une sphère d'application très large, si large même que Mom-

1. Matthieu, xxvii, 15, 16, 17, 20, 21, 26.

2. Mommsen, *Dr. pub.*, V, p. 161.

msen, sans toutefois s'expliquer plus longuement, s'est vu dans l'obligation de reconnaître qu'il était allé trop loin à cet égard ¹.

Merkel ², qui admet cette grâce judiciaire, pense toutefois que, dès le Principat, elle disparut pour ne laisser subsister que la grâce législative. Celle-ci se présente sous deux formes différentes : l'*abolitio* et l'*indulgentia*.

α) L'*abolitio* est ou publique ou privée. Publique, elle est accordée pour toute une catégorie de délits, par l'autorité compétente, à l'occasion d'un anniversaire, *ob diem insignem*, d'une victoire, ou, sous les empereurs chrétiens, lors de la fête de Pâque³. Privée, elle consiste pour l'accusateur à demander au juge qu'il veuille considérer la procédure comme non avenue, et le juge peut accéder à ce désir, quand la raison invoquée par l'accusateur lui semble juste, soit que celui-ci ait commis une erreur, soit qu'il ait agi avec trop de précipitation. Mais qu'elle soit publique ou privée, l'*abolitio* n'est jamais une remise de peine, elle ne fait pas disparaître le délit, elle suspend seulement la procédure et supprime l'accusation⁴. De telle sorte que, au cas d'*abolitio* publique, quand ordre est donné, pour une cause ou pour une autre, de suspendre toutes les procédures criminelles, on conçoit que, passé le délai pendant lequel s'exerce l'*abolitio*, un autre accusateur puisse reprendre pour son compte le procès et recommencer l'affaire. De même, dès

1. Mommsen, *Dr. pén.*, II, 172, n. 3.

2. Merkel, *Ueber die Begnadigungscompetenz in roemischen Strafprocesse*, p. 70. Halle, 1881.

3. Merkel, *op. cit.*, p. 56. Cf. Papinien, lib. 2, *De adulterio* ; XLVIII, 16 ; *Dig. fr.* 8 ; Macer, lib. 2, *Publicorum* ; H. T., *Dig. fr.* 9.

4. Paul, *Sent.*, v, 7, § 1. Toutefois M. Girard pense que la phrase : « *abolitio est deletio, oblitio vel extinctio accusationis* » n'appartient pas aux Sentences de Paul, mais est tirée de l'*Epitome* d'Aegidius (Girard, *Textes*, p. 377, n. 2).

que le juge a prononcé une *abolitio* privée, un individu nouveau peut se présenter comme accusateur pour le même inculpé et en se basant sur les mêmes faits¹.

A l'encontre de l'*abolitio*, l'*indulgentia* est l'acte par lequel l'autorité compétente fait remise d'une peine prononcée. Dans cette hypothèse, la procédure est terminée ; l'inculpé a été reconnu coupable et une condamnation s'en est suivie ; mais au lieu de l'exécuter, remise en est faite ; le coupable est censé avoir payé sa dette. On conçoit dès lors que si la grâce qui correspond à l'*indulgentia* est une sorte d'exécution, on ne puisse plus parler, comme pour l'*abolitio*, de reprise du procès ; après son intervention, l'affaire est définitivement terminée.

A part l'*abolitio privée* où celui qui l'accorde est certainement celui qui juge², nous avons à dessein employé une expression vague pour désigner l'autorité qui ordonne l'*abolitio publica* ou qui prononce l'*indulgentia*. C'est en effet le gros point qui sépare Mommsen et Merkel ; l'un et l'autre s'accordent pour décider que c'est là œuvre de l'autorité législative, mais le premier traduit cette expression par le Sénat, le second veut y voir l'empereur. Sans reprendre la discussion par son entier, et sans recommencer le travail de Merkel, auquel Mommsen accorde une

1. D'après Paul, *ibid.*, au cas d'*abolitio publica*, il serait possible au premier accusateur de reprendre l'affaire dans un délai de trente jours (cf. De Lanouvelle, *De l'abolitio, de l'indulgentia et de l'in integrum restitutio damnatorum*. Th. Paris, 1880, p. 1 à 14 *passim*).

2. Sur le vu d'un texte de Paul, lib. 3, *De adulterio*, XLVIII, 16, *Dig. fr.* 3, § 1, Rosadi, p. 262, n. 3, pense que peut-être on pourrait admettre que l'abolition privée peut avoir lieu par l'entremise de l'empereur, et non de celui qui a jugé, si une constitution de Constantin (référence fausse) ne disait expressément : *abolitio, non a principe sed a competenti iudice postulari debet*. Mais l'auteur italien n'a pas réfléchi que dans nombre d'affaires, l'empereur est justement juge compétent, donc qu'il peut prononcer l'*abolitio privée*.

grande valeur, il faut reconnaître que les divergences qui séparent ces deux auteurs sont beaucoup plus théoriques que pratiques. En effet Mommsen admet que si, en principe, il rentre dans le rôle du Sénat de décider qu'il y a lieu à *abolitio publica* ou de prononcer l'*indulgentia*, en fait c'est l'empereur qui y procède toujours, si bien que son intervention finit par passer du domaine de la pratique dans celui de la légalité ¹.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir à laquelle de ces institutions se rapporte la grâce proposée par Pilate ? A priori elle ne se réfère à aucune d'elles. En effet, l'*abolitio publica* suppose une décision de l'empereur ou du Sénat, peu importe, s'appliquant à la suspension de procédure d'au moins toute une catégorie d'affaires. Or les données du problème, le récit évangélique ne laisse rien entrevoir de tout cela.

L'*abolitio privée* ? Ce serait à elle, selon Rosadi ², qu'il faudrait ramener le cas dont nous nous occupons. L'auteur observe en effet que si, d'après Matthieu et d'après Jean ³, l'initiative de suspendre la procédure vient de Pilate, selon Marc et Luc ⁴, ce fut le peuple, les accusateurs qui demandèrent la mise en liberté d'un prisonnier. De telle sorte qu'on rentrerait dans la conception de l'*abolitio privée*, dont la demande doit émaner de l'accusateur. Si au surplus on veut à toute force trouver une explication au récit de Matthieu et de Jean, il suffit d'admettre que Pilate, impatient de voir réussir son expédient, prit les devants et insinua à la foule qu'elle pouvait demander une *abolitio* accordée d'avance.

1. Mommsen, *Dr. pub.*, V, p. 161 et 162.

2. Rosadi, *op. cit.*, p. 262.

3. Jean, XVIII, 39.

4. Marc, XV, 8 ; Luc, XXIII, 18.

Cette explication se heurte à un examen attentif du récit. La grâce qu'on propose ou qu'on réclame n'est pas celle de Jésus seul ; c'est celle ou de Jésus ou de Barabbas. S'il s'agissait uniquement de Jésus, cette conception de l'*abolitio* s'appliquerait parfaitement ; mais pour Barabbas, de deux choses l'une : ou il est déjà condamné, et il ne peut plus être question d'*abolitio*, ou il n'est que prévenu et alors on ne peut pas encore en parler. D'autant que la demande doit émaner des accusateurs, et il s'agit de savoir s'ils sont les mêmes pour Barabbas et pour Jésus, si les prêtres et les anciens qui auraient le droit de réclamer pour celui-ci, peuvent agir de même pour celui-là. Du reste cette *abolitio* privée existe pour n'importe quel procès, dans n'importe quelles circonstances ; pourquoi dès lors les Évangélistes invoquent-ils la fête de la Pâque en vue d'expliquer cette mesure de clémence¹ ? Enfin dans l'*abolitio privée*, le juge a toujours la possibilité de rejeter la demande des accusateurs ; ici Pilate a l'obligation, est dans la nécessité de délivrer un prisonnier : ἀνάγκην δὲ εἶχεν².

Reste l'*indulgentia*. Mais, dès l'abord, on se heurte à cette idée qu'une remise de peine peut intervenir pour Barabbas, si on considère qu'il est déjà condamné, mais qu'elle ne peut bénéficier à Jésus, qui n'a pas encore été reconnu coupable. A moins que, dans l'esprit de Pilate, cette grâce soit censée annuler une condamnation qu'il considère comme prononcée, condamnation purement abstraite et de principe, sans indication de peine. De plus, on a pensé que les gouverneurs de province n'avaient jamais eu la possibilité de recourir à l'*indulgentia*, ce droit

1. Matthieu, xxvii, 15 ; Marc, xv, 6 ; Luc, xxiii, 17 ; Jean, xviii, 39.

2. Luc, xxiii, 17.

étant réservé à l'empereur¹. Dans ce sens, on a invoqué une constitution de Dioclétien, établissant que le gouverneur de province ne peut revenir sur la peine qu'il a portée dans sa sentence². Un texte de Callistrate rapporte un rescrit de Marc-Aurèle et Verus, suivant lequel la coutume n'est pas, pour les gouverneurs de province, de rescinder eux-mêmes les sentences qu'ils ont prononcées³. Mais ces divers textes, trop récents, se trouvent contredits par un passage de Pline le Jeune⁴. Le gouverneur de Bithynie écrit à Trajan, pour l'informer que dans sa province se rencontrent d'anciens condamnés, soit aux mines, soit à servir de gladiateurs et qui n'ont pas exécuté leur peine. S'étant informé de ce phénomène, Pline ajoute qu'il s'est fait représenter les décrets de condamnation, mais qu'il n'a trouvé aucune pièce établissant qu'ils aient été libérés de leur peine ; certains pourtant lui ont dit que, sur leurs prières, les proconsuls ou les légats les avaient relâchés : *Erant tamen qui dicerent, deprecantes jussu proconsulum legatorumve dimissos*. Et Pline termine en disant : « Uné raison d'ajouter foi à leur dire, c'est qu'il reste incroyable qu'on ait osé le faire sans y être autorisé. » De ce texte un fait résulte : c'est qu'il est possible pour un gouverneur de province sénatoriale ou impériale de prononcer une *indulgentia* proprement dite. Et il importe peu que ces condamnés aient été relâchés de suite ou après l'exécution d'une partie de la peine : il y a grâce dans les deux cas. Ce qui étonne en effet Pline, ce n'est pas de voir des condamnés en liberté ; c'est bien plutôt, trouvant le titre de condam-

1. Merkel, *op. cit.*, p. 51 ; Hirschfeld, *op. cit.*, p. 406.

2. 15, *Code Just.*, ix, 47.

3. Callistrate, lib. 5, *De Cognit.*, XLVIII, 19 ; *Dig. fr.* 29, pr.

4. Pline, *Ep.*, X, 40 et 41.

nation, de ne pas rencontrer la pièce établissant leur libération, car il est à peine croyable (et ce ne peut être que le sens de la dernière phrase) que, si ces gouverneurs n'avaient pas le droit de grâce, ils aient osé procéder à cette libération.

De telle façon que si certains gouverneurs pouvaient appliquer l'*indulgentia*, tous ne possédaient pas ce droit. Et peut-être, pour en revenir à Pilate, serait-il possible de concevoir dans sa personne une délégation du droit de grâce de l'empereur, délégation ne portant pas sur une institution précise du droit, *abolitio* ou *indulgentia*, mais permettant, par son vague même, d'abandonner au peuple celui qu'il réclamerait, avant, pendant ou après le procès et de lui montrer ainsi, durant ses jours de fête, qu'en dépit de la conquête, le vainqueur n'était pas étranger aux choses du vaincu ¹.

3° *Les deux flagellations*. — A peine la question de la grâce était-elle tranchée en faveur de Barabbas que Pilate, au témoignage de Jean, fit fouetter Jésus ². Or, selon Matthieu et Marc ³, la flagellation eut lieu immédiatement avant le supplice, comme son préliminaire, alors que le jugement de condamnation était déjà rendu. Le fait est d'autant plus curieux que cette dernière flagellation, très explicable dans les habitudes romaines, manque au récit de Jean. Vouloir supposer que l'une et l'autre se confondent est inadmissible. Bien plutôt faut-il voir dans la flagellation de Matthieu et de Marc celle qui précède l'exécution et dans celle de Jean un nouvel incident du procès. Pilate

1. Sur cette délégation, cf. Schuerer, *op. cit.*, p. 469.

2. Jean, xix, 1 à 5.

3. Matthieu, xxvii, 27 à 32; Marc, xv, 16 à 20.

en effet se rend compte qu'il lui est impossible de sauver Jésus et de lui éviter un châtiment ; mais comme son orgueil et sa conviction l'empêchent de céder encore aux cris des Juifs, qui réclament la crucifixion, il se résout à frapper l'inculpé d'une peine et il le fait flageller. De cette façon il a donné satisfaction aux Juifs, puisqu'il a reconnu Jésus coupable et l'a fait châtier : d'autre part il lui a évité la mort. Il est inutile de dire qu'en frappant et en exhibant l'accusé, il ne calma pas les accusateurs ; mais encore d'un mot fallait-il signaler ce nouvel incident, cet autre expédient de Pilate, qui ne fit qu'augmenter les souffrances de l'inculpé ; ce fut une condamnation avant la condamnation définitive : la flagellation rapportée par Jean est une exécution ¹.

IV. L'Exécution.

Jésus, condamné par Pilate, subit le supplice le plus élevé dans l'échelle des peines ; il fut crucifié ². Mais avant d'être conduit au supplice, il fut à nouveau fouetté, ce qui constituait, depuis les temps les plus reculés, le préliminaire obligatoire de l'exécution ³ ; en revanche les rail-

1. A. Loisy, *Le quatr. évang.*, p. 856.

2. « Summa supplicia sunt crux, crematio, decollatio » (Paul, *Sent.*, V, 17, § 3) ; « Capitalium poenarum fere isti gradus sunt : summum supplicium esse videtur ad furcam damnatio » (Callistrate, lib. 6, *De cognit.*, XLVIII, 19 ; *Dig. fr.* 28, pr.). Il est probable que le terme *furcam* dans le second passage est une interpolation pour *crucem*, le supplice de la croix ayant été aboli par les empereurs chrétiens. Même remarque pour Paul, lib. 5, *Sentent.*, XLVIII, 19, *Dig. fr.* 38, § 2. Sur l'interpolation, cf. Lenel, *Palingénésie*, I, n° 39, p. 91, note 2.

3. Quand Horace, pour le meurtre de sa sœur, fut renvoyé par le

leries, les outrages dont il aurait été l'objet de la part des soldats, ne possèdent en aucune sorte le caractère juridique ¹. Jésus fut dépouillé de ses vêtements, lié à une colonne, flagellé : puis, soit la vue du sang, qui devait ruisseler des premières plaies à peine fermées, soit une excitation naturelle chez des gens qui frappent, les soldats se laissèrent peut-être aller à des actes que ne comportait certainement pas le supplice pour lequel ils avaient été commandés. Quoi qu'il en soit, la peine du fouet appliquée, sans délai Jésus fut chargé de la croix ² et le cortège partit, s'acheminant vers le lieu de l'exécution, situé au nord de la ville et portant le nom hébreu de Golgotha, le nom latin de Calvaire, c'est-à-dire lieu du crâne, et cela bien moins à cause des têtes des condamnés qu'on y rencontrait que pour sa forme arrondie et dénudée, faisant songer à un crâne ³. Deux individus accompagnaient Jésus, pour être crucifiés en même temps que lui : c'étaient deux voleurs ⁴.

Dès les premiers pas, Jésus, probablement exténué par les deux flagellations qu'il avait subies, succomba sous la croix, fardeau particulièrement pesant, et tous les efforts pour l'obliger à continuer la route durent être vains, puisque le commandant du détachement fut dans l'obligation de réquisitionner un homme de Cyrène, appelé Simon, pour porter la croix de Jésus ⁵. Arrivé au lieu du supplice, les exécuteurs présentèrent à Jésus et sans doute aussi

roi devant un tribunal dont Tite Live nous a conservé la composition, le supplice normal, qu'il aurait dû subir, est indiqué par ces termes : « Arbori infelici suspende, verbera », Tite Live, I, 26.

1. Matthieu, xxvii, 27 à 32; Marc, xv, 16 à 21.

2. Jean, xix, 17.

3. Marc, xv, 22. Cf. Le P. Didon, *Jésus-Christ*, p. 779, note 2.

4. δύο λησται, Matthieu, xxvii, 38; Marc, xv, 27. κακούργοι, Luc, xxiii, 39.

5. Matthieu, xxvii, 32; Marc, xv, 21; Luc, xxiii, 26.

aux deux autres condamnés une boisson composée, d'après Matthieu¹, de vin et de fiel, selon Marc², de vin et de myrrhe. Très vraisemblablement, il s'agissait là d'un stupéfiant, dont l'usage est certain dans la législation juive, mais dont on ne connaît point de trace dans la pratique romaine ; Jésus ayant refusé fut crucifié aussitôt³.

Sur les détails de l'exécution, les évangélistes sont excessivement sobres. Toutefois il paraît certain qu'avant d'être fixé à la croix, Jésus fut dépouillé de ses vêtements ; cela résulte jusqu'à l'évidence de ce fait que les exécuteurs se les partagèrent⁴ ; Matthieu dit même formellement qu'ils lui ôtèrent ses vêtements⁵. De même, à lire la suite du récit de Jean⁶, on arrive à cette conclusion que Jésus fut attaché à la croix par des clous : « Si je ne vois dans ses mains la marque des clous, que je ne mette mon doigt dans le trou des clous et ma main dans la plaie de son côté, je ne croirai pas. » Et si le premier membre de phrase correspond certainement à la fixation des mains, on peut supposer que le second fait allusion aux clous ayant servi pour les pieds⁷. Une chose enfin est évidente, c'est que dans la croix de Jésus, la poutre verticale dépassait la poutre horizontale ; il s'agit d'une croix *capitata*, en effet tous les évangélistes nous disent que Pilate fit faire une inscription, qui fut mise en haut de la croix⁸ et si l'on n'admet pas notre conception quant à la forme,

1. Matthieu, xxvii, 34.

2. Marc, xv, 23.

3. Matthieu, xxvii, 35 ; Marc, xv, 24 ; Luc, xxiii, 33 ; Jean, xix, 18.

4. Marc, xv, 24 ; Jean, xix, 23.

5. Matthieu, xxvii, 28.

6. Jean, xx, 25.

7. Cf. Strauss, *Vie*, § 132.

8. « *Inscription qu'ils mirent au-dessus de sa tête.* » Matthieu, xxvii, 37 ; Luc, xxiii, 38 ; Jean, xix, 19.

qu'on veuille y voir une croix en T, il est impossible de se rendre compte de l'endroit où fut fixée l'inscription.

Cet écriteau, rédigé en hébreu, en grec et en latin ¹, portait : « Jésus roi des Juifs ², ou Celui-ci est le roi des Juifs ³ ou encore Jésus de Nazareth, roi des Juifs ⁴ ». Or cette inscription, d'après les deux premiers synoptiques, indiquait la cause de la condamnation ; c'était, sinon le *decretum quo damnatus erat*, du moins un extrait de ce décret. Et nous sommes ainsi renseignés sur celui des griefs que Pilate accepta pour motiver son jugement. Rosadi ⁵ pense que cette qualité de roi des Juifs ne suffisait pas « pour revêtir d'apparences légales l'injustice dont Jésus fut la victime ». Pilate aurait dû prononcer la condamnation pour sédition ou lèse-majesté. Effectivement si l'inscription de la croix avait porté la mention de la sédition, cela aurait permis de citer le texte qui portait la mort dans cette hypothèse et de renvoyer au Digeste, *ad legem Juliam majestatis* ; mais parce que les compilateurs de Justinien ne nous ont pas conservé de texte indiquant quelle était la peine prononcée contre celui qui, se disant roi, s'élevait contre l'empereur, il n'est peut-être pas possible de conclure que la peine de la crucifixion n'était pas adéquate au crime relevé contre Jésus par le procureur. Bien plus, s'il est un fait qui doit rentrer dans l'inculpation de lèse-majesté, c'est au premier chef celui de se dire roi et de prétendre supplanter César dans l'autorité qu'il a sur une partie de l'empire romain. D'ailleurs, à vrai dire, Pilate n'avait pas le choix dans les

1. Luc, xxiii, 38.

2. Matthieu, xxvii, 37 ; Marc, xv, 26.

3. Luc, xxiii, 38.

4. Jean, xix, 19.

5. Rosadi, *op. cit.*, p. 311.

motifs de sa condamnation ; lui-même avait reconnu que son enquête personnelle n'avait rien donné relativement à l'inculpation du tribut et sur le chef de sédition. Restait donc uniquement la qualité de roi des Juifs que se donnait l'accusé ; or, sur ce point, abstraction faite des paroles de Jésus qui avaient éclairé d'un jour particulier cette prétendue royauté, le procureur avait recueilli l'aveu formel de l'inculpé et au moins en apparence, il possédait là une base qui lui permettait de prononcer une condamnation, sans doute en vertu d'une disposition perdue de cette *loi Julia* déjà invoquée. L'inscription de la croix répondait donc bien à la réalité et pour des esprits non avertis, le titre de condamnation et le supplice se correspondaient.

Jésus crucifié, et nous ignorons s'il fut fixé à la croix avant ou après son élévation, les soldats s'assirent pour le garder et partager ses vêtements. C'étaient eux en effet qui avaient procédé à l'exécution. D'ordinaire ce soin revenait aux *speculatores*, qui se trouvaient au nombre de dix par légion et étaient préposés à l'accomplissement ou à la surveillance des exécutions capitales ¹. Mais dans une province comme la Judée, il ne devait pas y avoir de *speculatores* attachés aux cohortes et des soldats, pris parmi ces troupes auxiliaires, assuraient vraisemblablement le service d'ordre en même temps qu'ils remplissaient les fonctions d'exécuteurs. D'après Jean, au Calvaire, ils étaient quatre commandés par un centurion ² et lorsqu'on compare d'une part cette troupe infime ayant à sa tête un officier subalterne, et cela après la révolte du matin, d'autre part la cohorte entière et le tribun prenant part à l'arrestation, avant tout mouve-

1. Daremberg et Saglio, *Dictionnaire des antiquités*, v^o LEGIO, p. 1057.

2. Jean, xix, 23.

ment, de plus en plus on se persuade que l'interprétation ordinaire du texte de Jean ne peut être la véritable ¹.

Les soldats donc se partagèrent les vêtements du condamné, ce que dans un rescrit, Hadrien appelle *pannicularia* ² et qu'il spécifie être ce que le supplicié portait au moment où il était conduit au lieu d'exécution, sans que la valeur pût dépasser à cette époque cinq pièces d'or. Il est probable qu'auparavant, si le principe du partage était admis, il n'était pas réglementé aussi minutieusement, ce qui explique la nécessité du rescrit de l'empereur. D'après Matthieu et Luc ³ ils tirèrent au sort tous les vêtements ; selon Jean ⁴ ils auraient tout partagé, sauf la tunique qui était sans couture et qui aurait été attribuée par le sort à un seul d'entre eux. Cette divergence peut avoir son intérêt dans la critique des textes ; elle n'emporte aucune conséquence dans le domaine juridique.

A ce moment, Jésus poussa un cri : « J'ai soif ⁵. » La soif devait être en effet, dans ce supplice que Cicéron qualifie de *cru-delissimum teterrimumque*, une des plus grandes souffrances. Le sang qui s'écoulait des pieds et des mains, la fièvre qui devait apparaître forcément, amenaient une soif inextinguible. Un soldat prit donc au bout d'un bâton d'hysope

1. Le centurion, qui, à effectif complet, commande au plus à quatre-vingts hommes, est toujours un officier inférieur (Daremberg, *v^o EXERCITUS*, p. 920, *v^o LEGIO*, p. 1054). Quant au terme *ἐκατοντάρχης*-*χους*, il ne peut pas signifier autre chose que *centurion* ; à part Marc, *xv*, 39, qui l'appelle *κεντυριών*, on retrouve *ἐκατοντάρχης* dans Jos., *B. J.*, *IV*, 1 § 5, 8 § 1, 11 § 1 ; *V*, 12 § 2 ; *VI*, 1 § 8, 4 § 7 ; *VII*, 7 § 3 ; Actes, *xxii*, 26 ; Matthieu, *xxvii*, 54 ; Luc, *xxiii*, 47. Cf. Marquardt, *Organisation militaire chez les Romains*, tr. fr., p. 65 et 183.

2. Ulpien, lib. 10, *De officio proconsulis*, XLVIII, 20, *Dig. fr.* 6.

3. Matthieu, *xxvii*, 35 ; Luc, *xxiii*, 34.

4. Jean, *xix*, 23 et 24.

5. Id., *xix*, 28.

une éponge qu'il trempa dans du vinaigre. Il est inutile de discuter sur ce que représentait le vase de vinaigre qui se trouvait au calvaire ; il contenait simplement le breuvage habituel des soldats romains, qui en transportaient toujours avec eux ¹. Ce geste ne représente ni raillerie ni moquerie : à Jésus qui demande à boire, les soldats offrent ce qu'ils ont sous la main. A peine du reste eut-il touché l'éponge des lèvres, qu'il rendit le dernier soupir ².

Or le sabbat allait commencer ; et les voleurs qui avaient été crucifiés, dont la constitution pouvait être plus forte que celle de Jésus, étaient exposés, avant de mourir, à rester en croix le jour saint et pendant les fêtes de la Pâque. Les Juifs allèrent donc trouver Pilate pour lui demander d'achever les suppliciés et de faire disparaître aussitôt les cadavres ³. Respectueux jusqu'au bout des principes religieux juifs, le procureur ordonna de procéder au *crurifragium*, c'est-à-dire d'écraser avec des masses les jambes des condamnés, encore que l'habitude romaine fût de laisser les suppliciés expirer sur la croix, pour que leurs corps devinssent la proie des bêtes. Les soldats brisèrent les jambes des deux voleurs, puis, d'après le récit du quatrième évangile, voyant que Jésus était déjà mort, ils se conten-

1. Cf. le récit de Tite Live, où Hannibal utilise la boisson des soldats pour faire fondre une roche pendant la traversée des Alpes, XXI, 37.

2. Jean, XIX, 30.

3. Jean, XIX, 31. Cette habitude juive d'ensevelir les cadavres des condamnés le jour même de l'exécution, à plus forte raison de ne pas les laisser exposés le jour du sabbat, paraît venir du Deuté., XXI, 23 : « Son corps mort ne demeurera point la nuit sur le bois ; mais tu ne manqueras point de l'ensevelir le même jour. » Josèphe, B. J., IV, 5 § 2, affirme que même les condamnés au supplice de la croix doivent être enlevés et ensevelis avant le coucher du soleil.

tèrent de lui donner un coup de lance dans le côté ¹. Ce fait, qui a été nié pour la raison que l'évangéliste qui le rapporte y a vu la réalisation d'une prédiction ², s'explique cependant d'une façon très naturelle. Le *crurifragium* a sa raison d'être dans cette idée que les corps ne doivent pas rester attachés à la croix, il faut donc achever les condamnés qui respirent encore ; et, s'il est, pour ce motif, nécessaire de briser les jambes des deux voleurs, il devient inutile d'y procéder pour Jésus, qui déjà a cessé de vivre. Toutefois, au moment de quitter le lieu de l'exécution pour regagner son casernement, un des soldats, pris de scrupule, presque par acquit de conscience pourrait-on dire, se retourne et donne de sa lance un coup dans le côté de Jésus, afin de posséder la certitude matérielle qu'au Calvaire il ne reste que des cadavres.

A peine le détachement était-il rentré au fort Antonia, qu'un des membres du Sanhédrin, probablement disciple de Jésus, se présenta devant Pilate pour réclamer le corps du supplicié ³. Le procureur s'étonna d'abord que tout fût déjà terminé, puis, le centurion ayant été mandé et ayant affirmé que Jésus était mort, Pilate donna à Joseph d'Arimathie l'autorisation de prendre possession du cadavre et de l'ensevelir, comme il l'entendrait ⁴. Nous ignorons en

1. Jean, xix, 34.

2. Jean, xix, 36. Cf. Exode, xii, 46 ; Nombres, ix, 12 ; Zacharie, xii, 10.

3. Marc, xv, 43.

4. Marc, xv, 44. L'étonnement de Pilate s'explique facilement quand on songe que parfois des individus crucifiés vécurent plusieurs jours et ne moururent guère que de faim. Toutefois si, comme nous le croyons, Jésus fut cloué, la mort put arriver très rapidement, au cas où les clous déterminèrent une plaie contuse des artères des mains ou des pieds ; d'autant qu'au point de vue pathologique, les phénomènes de syncope devaient s'accroître encore par suite de la posi-

vertu de quel texte le corps de Jésus fut remis à Joseph ; d'après Ulpien, Auguste aurait décidé qu'on ne pouvait refuser aux cognats les cadavres de ceux qui avaient été condamnés à mort sauf dans certains cas au nombre desquels il faudrait compter l'hypothèse de lèse-majesté : *Corpora eorum qui capite damnantur, cognatis ipsorum neganda non sunt ; et id se observasse etiam D. Augustus lib. 10 de vita sua scribit... Et nonnunquam non permittitur, maxime majestatis causa damnatorum* ¹. Peut-être l'autorisation de Pilate correspondrait-elle à un principe déjà appliqué et formulé dans ces termes par Paul : « Les corps des coupables punis doivent être remis à quiconque les réclame pour les ensevelir ². » En tout cas, pour fonder l'acte du procurateur, on ne peut invoquer l'autorité de Paul, à moins que son fragment fasse allusion à une règle d'application ancienne, antérieure d'au moins deux siècles à l'auteur qui l'écrivit.

Arrivé à ce point du récit, il semble que tout soit terminé et qu'il n'y ait plus qu'à laisser faire son œuvre au temps. En fait, le lendemain du jour où le procès eut sa conclusion, une fois de plus les Juifs laissèrent voir qu'ils avaient poursuivi la mort de Jésus, uniquement pour des causes religieuses ; les prêtres et les Pharisiens allèrent trouver Pilate et lui dirent « Nous nous sommes souvenus que cet imposteur a dit durant sa vie : je ressusciterai après trois jours. Commandez donc que le tombeau soit gardé jusqu'au troisième jour, de peur que ses disciples ne viennent dérober son corps et ne disent au peuple : il est ressuscité

tion debout du supplicé (cf. Forgue, *Précis de pathologie externe*, 2^e éd., I, p. 393, Paris, 1904).

1. Ulpien, Lib. 9, *De officio proconsulis*, XLVIII, 24, *Dig. fr.* 1.

2. Paul, lib. 1, *Sentent.* XLVIII, 24, *Dig. fr.* 3.

d'entre les morts¹. » Cette fois, le procureur ne consentit à rien : « Vous avez des gardes, dit-il, allez, faites garder comme vous voudrez². »

Et par cette phrase, il semble que Pilate ait tiré la conclusion de toute cette étude. Au fond des accusations du Sanhédrin, il n'existe qu'une question religieuse ; ses membres ont été assez habiles pour faire naître un procès politique, pour dresser Jésus contre César et en présence de cette inculpation, Pilate a dû, de concession en concession, tirer des prémisses à lui imposées la conclusion nécessaire, c'est-à-dire condamner à mort. Mais aujourd'hui les Phari-siens dépouillent l'inculpé de son caractère politique ; ils s'adressent au procureur pour garder celui qui fait des œuvres contraires à la loi, et le procureur refuse. C'est qu'en effet si l'empereur a pu s'effrayer d'une révolte, d'une sédition, du titre de roi, il n'a pas à redouter une résurrection.

1. Matthieu, xxviii, 62 à 65.

2. Matthieu, xxviii, 65.

Vu :

Le Président de la thèse,

AD. AUDIBERT.

Vu :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

APPENDICES

I

TABLEAU COMPARATIF DES QUATRE ÉVANGILES RELATIVEMENT

1° *Aux autorités ayant procédé à l'arrestation de Jésus.*

2° *Au procès s'étant déroulé devant le Sanhédrin.*

Tableau comparatif des quatre évangiles relatifs à

MATTHIEU	MARC
1° Troupe de gens armés de la part des prêtres et des sénateurs du peuple (xxvi, 47).	1° Troupe de gens armés de la part des prêtres, des scribes et des sénateurs du peuple (43).

Tableau comparatif des quatre évangiles relatifs à

1° Jésus est amené devant Kaïapha chez qui le Sanhédrin est réuni (xxvi, 57).	1° Jésus est amené devant le grand prêtre (xiv, 53).
2° Audition des témoins sur la destruction et la reconstruction du temple (xxvi, 59 à 61).	2° Audition des témoins sur la destruction et la reconstruction du temple (xv, 55 à 59).
3° Jésus avoue être le fils de Dieu (xxvi, 64).	3° Jésus avoue être le fils de Dieu (xv, 61 à 63).
4° Il est jugé digne de mort comme blasphémateur (xxvi, 65 et 66).	4° Il est jugé digne de mort comme blasphémateur (xv, 64).
5° Deuxième réunion du Sanhédrin pour faire mourir Jésus (xxvii, 1).	5° Deuxième réunion du Sanhédrin (xvi, 1).

ent aux autorités ayant arrêté Jésus-Christ.

LUC	JEAN
Troupe de gens (xxii, 47).	1° Gens de la part des prêtres et Pharisiens (xviii, 3).
Prêtres, capitaines du temple et sénateurs (xxii, 52).	2° Compagnie de soldats (σπειρα) commandée par un χιλιάρχος (xviii, 3; xviii, 12).

ent au procès de Jésus devant le Sanhédrin.

Jésus est amené devant le grand prêtre (xxii, 54).	1° Jésus est amené devant Hanan (xviii, 13). 2° Jésus est conduit devant Kaïapha (xviii, 24). 3° Jésus est interrogé sur sa doctrine et sur ses disciples (xviii, 19).
Jésus avoue être le fils de Dieu (xxii, 67 à 70).	
Il est amené devant Pilate sans condamnation (xxiii, 1).	4° Il est amené devant Pilate sans condamnation (xviii, 28).



II

TABLEAU COMPARATIF DES QUATRE ÉVANGILES RELATIVEMENT

au procès s'étant déroulé devant Pilate.

Tableau de concordance des quatre évangiles

MATTHIEU	MARC
	I. JÉSUS.
xxvii, 2	xv, 1
	II. ACCUSATIONS.
1° Il se dit roi des Juifs (xxvii, 11).	1° Il se dit roi des Juifs (xv, 32).
2° Accusations diverses (xxvii, 12 à 14).	2° Accusations diverses (xv, 2 à 4).
	III. PILOTE.
1° Interrogatoire.	1° Interrogatoire.
2° Intervention de la femme de Pilate (xxvii, 19).	
3° La foule réclame Barabbas (xxvii, 20 et 21).	2° La foule réclame Barabbas (xv, 7).
4° Pilate veut sauver Jésus (xxvii, 22 et 23).	3° Pilate veut sauver Jésus (xv, 8, 11 et 12).
5° Qu'il soit crucifié (xxvii, 22 et 23).	4° Qu'il soit crucifié (xv, 14).
6° Pilate se lave les mains (xxvii, 24 et 25).	
7° Jésus est livré aux Juifs (xxvii, 25).	5° Jésus est livré aux Juifs (xv, 15).
8° Flagellation (xxvii, 27 à 32).	6° Flagellation (xv, 16 à 20).

relativement au procès devant Pilate.

LUC	JEAN
A PILATE	
XXIII, 1	XVIII, 28
ES CONTRE JÉSUS	
Il se dit roi, séduit la nation, défend de payer le tribut (XXIII, 3).	1° C'est un malfaiteur (XVIII, 30).
Il soulève le peuple (XXIII, 5).	2° Il se dit roi des Juifs, donc se déclare contre César (XVIII, 12 et 31).
	3° Il se dit le fils de Dieu (XIX, 7).
PROCÈS	
Interrogatoire.	1° Interrogatoire.
Pilate renvoie à Hérode qui le refuse (XXIII, 7 à 13).	2° Pilate dit aux Juifs : Jugez-le vous-mêmes (XVIII, 31).
Pilate veut relâcher Jésus (XIII, 13 à 16).	
La foule réclame Barabbas (XIII, 18 et 19).	3° La foule réclame Barabbas (XVIII, 40).
Pilate veut sauver Jésus (XIII, 13 à 16).	4° Pilate veut sauver Jésus (XVIII, 38).
	5° Première flagellation (XIX, 1 à 5).
Qu'il soit crucifié (XXIII, 27).	6° Qu'il soit crucifié (XIX, 6).
Pilate veut sauver Jésus (XIII, 22).	7° Pilate veut sauver Jésus (XIX, 12.)
Qu'il soit crucifié (XXIII, 23).	
	8° Tu es ennemi de César (XIX, 12).
Jésus est livré aux Juifs (XIII, 24).	9° Jésus est livré aux Juifs (XIX, 12).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	4
PREMIÈRE PARTIE. La Judée province romaine.....	5
I. La Judée, de la conquête à la déposition d'Archelaüs.....	5
1. L'organisation de Gabinius.....	5
2. Les Juifs amis et alliés du peuple romain.....	9
3. Hérode, roi des Juifs.....	26
II. La Judée province procuratorienne.....	41
Le procureur et le <i>jus gladii</i>	42
L'organisation financière.....	49
L'organisation militaire.....	52
L'organisation administrative.....	54
L'organisation judiciaire.....	56
a) Juridiction civile.....	60
b) Juridiction criminelle.....	62
α) relativement aux Pérégrins.....	63
β) relativement aux citoyens romains.....	76
DEUXIÈME PARTIE. Le procès de Jésus.....	87
I. L'arrestation et l'intervention du Sanhédrin.....	87
II. Le procès devant Pilate, dégagé de ses incidents....	104
III. Les incidents du procès.....	123
1. Jésus devant Hérode.....	124
2. La grâce romaine.....	127
3. Les deux flagellations.....	134
IV. L'exécution.....	135
APPENDICES.....	145

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS
